

SEANCES DU MARDI 5 MAI 1987
VERGADERINGEN VAN DINSDAG 5 MEI 1987ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU SOIR
AVONDVERGADERING

SOMMAIRE:

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI (Discussion):

Projet de loi contenant le budget des Pensions pour l'année budgétaire 1986.

Projet de loi contenant le budget des Pensions pour l'année budgétaire 1987.

Discussion générale. — *Orateurs*: M. Mainil, secrétaire d'Etat aux Pensions, adjoint au ministre des Affaires sociales, MM. Basecq, Wyninckx, Bataille, Anthuenis, Bock, Valkeniers, p. 1842.

Discussion et vote des articles, p. 1852 et 1854.

Projet de loi contenant le budget du ministère des Classes moyennes pour l'année budgétaire 1986.

Projet de loi contenant le budget du ministère des Classes moyennes pour l'année budgétaire 1987.

Discussion générale. — *Orateurs*: MM. Basecq, Content, Eicher, M. Buchmann, ministre des Classes moyennes, p. 1856.

Discussion et vote des articles, p. 1861 et 1864.

Proposition de loi modifiant l'article 70 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Discussion générale. — *Orateurs*: M. Vandenhove, rapporteur, M. Moens, p. 1866.

Discussion et vote des articles, p. 1867.

Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1986-1987
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1986-1987

INHOUDSOPGAVE:

ONTWERPEN EN VOORSTELLEN VAN WET (Beraadslaging):

Ontwerp van wet houdende de begroting van Pensioenen voor het begrotingsjaar 1986.

Ontwerp van wet houdende de begroting van Pensioenen voor het begrotingsjaar 1987.

Algemene beraadslaging. — *Sprekers*: de heer Mainil, staatssecretaris voor Pensioenen, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken, de heren Basecq, Wyninckx, Bataille, Anthuenis, Bock, Valkeniers, blz. 1842.

Bespreking en stemming over de artikelen, blz. 1852 en 1854.

Ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Middenstand voor het begrotingsjaar 1986.

Ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Middenstand voor het begrotingsjaar 1987.

Algemene beraadslaging. — *Sprekers*: de heren Basecq, Content, Eicher, de heer Buchmann, minister van Middenstand, blz. 1856.

Bespreking en stemming over de artikelen, blz. 1861 en 1864.

Voorstel van wet tot wijziging van artikel 70 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Algemene beraadslaging. — *Sprekers*: de heer Vandenhove, rapporteur, de heer Moens, blz. 1866.

Bespreking en stemming over de artikelen, blz. 1867.

Proposition de loi abrogeant l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984 relatif aux membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement de l'Etat.

Discussion générale. — *Orateur*: M. Swinnen, p. 1867.

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'organisation des classes moyennes, coordonnées le 28 mai 1979, en vue de la création d'une commission chargée de l'étude de la simplification des formalités administratives imposées aux petites et moyennes entreprises et aux indépendants.

Discussion générale. — *Orateurs*: MM. De Cooman, rapporteur, Basecq, Content, M. Buchmann, ministre des Classes moyennes, p. 1868.

Discussion et vote des articles, p. 1870.

Voorstel van wet houdende opheffing van het koninklijk besluit nr. 296 van 31 maart 1984 betreffende de leden van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen.

Algemene beraadslaging. — *Spreker*: de heer Swinnen, blz. 1867.

Ontwerp van wet tot wijziging van de wetten betreffende de organisatie van de middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979, met het oog op de oprichting van een commissie belast met de studie van de vereenvoudiging van de administratieve formaliteiten opgelegd aan de kleine en middelgrote ondernemingen en aan de zelfstandigen.

Algemene beraadslaging. — *Sprekers*: de heren De Cooman, rapporteur, Basecq, Content, de heer Buchmann, minister van Middenstand, blz. 1868.

Bespreking en stemming over de artikelen, blz. 1870.

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 19 h 35 m.
De vergadering wordt geopend te 19 u. 35 m.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DES PENSIONS POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1986

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DES PENSIONS POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1987

Discussion générale

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN PENSIOENEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1986

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN PENSIOENEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1987

Algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous abordons l'examen des projets de loi relatifs au budget des Pensions.

Aan de orde is de bespreking van de ontwerpen van wet betreffende de begroting van Pensioenen.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

La parole est à M. Mainil, secrétaire d'Etat.

M. Mainil, secrétaire d'Etat aux Pensions, adjoint au ministre des Affaires sociales. — Monsieur le Président, chers collègues, comme le budget des Pensions nous vient de la Chambre, où il a fait l'objet de

deux séances de commission, je l'introduirai au Sénat par quelques indications tout à fait générales.

C'est en 1937 que le budget des Pensions a été centralisé pour la première fois. Avant cela, les crédits affectés aux pensions étaient disséminés entre les différents départements ministériels. Le budget de cette année marque donc un cinquantenaire.

Il innove, par ailleurs, à un double titre: c'est la première fois qu'il est présenté sous forme de budget-programme et qu'il est jumelé au budget de l'année précédente.

Quelle est l'importance de ce budget? Il est devenu le plus important de l'Etat, après celui de la Dette publique: il représente actuellement 10 p.c. des dépenses de l'Etat.

Or, les crédits budgétaires ne représentent qu'une partie des dépenses de pensions. Compte tenu du produit des cotisations, on peut dire que ces crédits couvrent, en gros, 25 p.c. des dépenses de pension dans le régime des salariés, 35 p.c. dans celui des indépendants et 75 p.c. des pensions payées dans le secteur public.

Si l'on y ajoute les régimes non couverts par le budget des Pensions — je songe, en l'occurrence, à la SNCB, aux communes, aux pouvoirs subordonnés —, on arrive à un total de dépenses de l'ordre de 2 milliards par jour ouvrable, ce qui n'est pas négligeable, vous en conviendrez.

Comment se répartissent les crédits?

Globalement, le secteur public absorbe 50 p.c. de l'ensemble de ces crédits: 40 p.c. pour les pensions à charge du Trésor public et 10 p.c. pour les pensions de guerre.

Le secteur social représente l'autre moitié: 30 p.c. pour le régime des salariés, 15 p.c. pour celui des indépendants et 5 p.c. pour le revenu garanti aux personnes âgées.

Comment évolue le budget des Pensions ?

J'ai remis à la commission de la Chambre une plaquette illustrée indiquant les grandes tendances démographiques des différents groupes sociaux et leur incidence sur les dépenses.

Cette plaquette est, bien entendu, à votre disposition.

On y relève notamment que la croissance annuelle des dépenses de pension qui, pendant longtemps, a oscillé autour de 10 p.c. a été sensiblement freinée au cours des dernières années. Si l'on tient compte des correctifs indiqués au rapport de la commission de la Chambre en vue d'établir des données comparables, on constate que le budget de 1986 est en augmentation de 7 p.c. par rapport à celui de 1985 et que le budget de 1987 est en augmentation de 4 p.c. par rapport à celui de 1986.

Quelles sont les mesures d'économie pour 1986 et 1987 ?

Elles portent essentiellement sur les transferts décidés à Val-Duchesse : les réserves des rentes, les parastataux, les communes, mais surtout sur la révision de certains mécanismes qui sont à l'origine d'une forte croissance des dépenses pour les années à venir ; je pense aux pensions anticipées, au coefficient de bien-être, etc.

Au nombre de ces mécanismes figure toute la problématique de la flexibilité de l'âge de la retraite qui fait actuellement l'objet d'une analyse approfondie au sein du Conseil national du travail.

Enfin, quelles sont les perspectives ?

On ne peut contester que le vieillissement de la population constitue un des grands défis de l'avenir.

Des études actuarielles — j'en ai beaucoup dans mes dossiers — ont prédit depuis longtemps l'impasse en matière de pension. Or, les pensions légales sont toujours payées. Elles le resteront. La responsabilité de l'Etat s'y trouve engagée.

La politique des pensions a recherché l'équilibre dans une participation accrue des actifs et dans une limitation des dépenses en protégeant les plus défavorisés. Le Bureau du Plan confirme qu'aucun problème de financement ne se pose à moyen terme.

Mais il faut envisager le plus long terme. On ne pourra éviter à l'avenir cette même recherche d'équilibre, car on ne peut se contenter de maintenir tout ce qui est en place en reportant l'ensemble de la charge sur les jeunes. L'équité s'impose certainement entre les pensionnés, mais aussi entre les générations.

Voilà, monsieur le Président, les quelques idées qu'il m'a paru intéressant de vous soumettre en introduisant brièvement le budget des Pensions. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — La parole est à M. Basecq.

M. Basecq. — Monsieur le Président, le groupe socialiste francophone avait mandaté pour intervenir dans la discussion des budgets des Pensions, notre honorable collègue, M. Paque. Je dois malheureusement vous demander d'excuser son absence, mais il avait, ce soir, d'impérieux devoirs à accomplir dans sa région liégeoise. Je m'efforcerai, dès lors, de le remplacer dans le mandat qui lui avait été confié par notre groupe.

L'examen des budgets des Pensions de 1986 et 1987 est important à deux titres. Tout d'abord, parce qu'il s'agit de l'une des masses budgétaires les plus importantes après la dette publique. Ces budgets représentent, en effet, plus ou moins 181 milliards, soit — vous l'avez souligné, monsieur le ministre — plus de 10 p.c. des dépenses courantes de l'Etat.

Au moment où le gouvernement mène une politique de régression sociale, la tentation est grande, pour certains du moins, de vouloir, sous prétexte d'économie, comprimer ces dépenses. Ceux qui pensent ainsi veulent, en réalité, substituer au système actuel de solidarité, un système égoïste du « chacun pour soi » qui accentue les inégalités sociales.

Il est heureux que des voix démocrates se soient élevées de plusieurs horizons pour affirmer qu'il était impensable qu'une éventuelle réduction des impôts puisse entraîner une diminution supplémentaire des dépenses de pensions.

Quoi qu'essaie d'en dire le gouvernement, en parlant de correctif, le budget des Pensions de 1987 est déjà en diminution de 1,2 p.c. par rapport à celui de 1986. Il est, en outre, important de souligner que le budget est loin de couvrir tous les régimes de pensions. Vous l'avez dit, monsieur le ministre ; je n'y reviendrai donc pas.

Cela revient finalement à dire qu'en Belgique, les dépenses de pensions sont, en réalité, de l'ordre de 550 milliards par an, au minimum.

Si j'ai cité ces chiffres, c'est pour souligner l'importance de l'enjeu, même en restant sur un plan strictement comptable.

La seconde raison de l'intérêt qu'il faut porter à ce budget est d'ordre plus politique. Il s'est, en effet, créé dans la population des inquiétudes et des incertitudes à propos du financement du régime légal des pensions.

A notre avis, ces inquiétudes reposent sur trois éléments. Le premier — vous l'avez souligné — est incontournable, c'est l'évolution démographique. Les pyramides d'âges qui sont jointes à l'intéressant rapport de la Chambre montrent qu'il y aura, en l'an 2000, une diminution de la population jeune, c'est-à-dire de la population susceptible d'être active.

Si l'on veut renverser cette tendance, il serait nécessaire de mener des politiques visant à créer ce qu'on peut appeler une « société enfants admis ». Ce n'est pas, semble-t-il, la voie prise actuellement.

A court terme, les transferts des boni du secteur des allocations familiales en vue de combler d'autres déficits ne créent pas un climat de confiance.

On peut également citer d'autres éléments plus profonds qui n'incitent pas à la relance de la natalité : la perspective d'un chômage des jeunes auquel il n'est pas apporté de solutions, l'absence d'une réforme, une scolarité qui prépare mal à la vie professionnelle et, de manière plus large, le malaise résultant d'une société dont la population s'appauvrit de plus en plus.

Un autre élément d'inquiétude tient, à mon avis, plus directement à la politique déflationniste suivie depuis 1981. L'absence de mesures efficaces de résorption du chômage, l'entrée tardive des jeunes dans la vie professionnelle, entraînent, en effet, des pertes de versements de cotisations de pensions.

Cette situation est aggravée et par le freinage au niveau des subsides de l'Etat, et par la dégradation qui en résulte pour certains pensionnés.

Ce n'est pas vous, monsieur le ministre, qui pourrez me contredire, puisque — je cite vos propos repris dans le rapport de la Chambre — « il est bien vrai qu'au cours de ces dernières années, les pensionnés n'ont pas été épargnés ; ils ont, eux aussi, participé à l'effort de redressement ».

Les exemples ne manquent pas : absence d'augmentation d'index en 1984 et 1985, application de nouvelles cotisations sur les pensions, réglementation des cumuls, mesures fiscales restrictives et j'en passe.

Cette succession de mesures, défavorables aux pensionnés, ne peuvent évidemment que susciter la méfiance de la population, qu'il s'agisse des pensionnés ou des futurs pensionnés.

Le gouvernement tente de se justifier en soutenant qu'il a cependant protégé les « petites pensions ».

Deux éléments viennent contredire pareille affirmation. Tout d'abord, la situation des pensionnés, nés entre 1910 et 1915, ne s'améliore pas de façon satisfaisante. Ce sont cependant les pensionnés âgés qui se trouvent dans les situations les plus précaires. Compte tenu de leur âge, leurs besoins augmentent, notamment au niveau des soins de santé non remboursés par la sécurité sociale.

Il faut ensuite constater que ne cesse de croître le nombre de citoyens qui sollicitent le revenu garanti : 13 500 bénéficiaires en plus qu'en 1985 !

Ceci prouve bien que les mesures prises en faveur des « petites pensions » sont insuffisantes.

A ce propos, il faut mettre l'accent sur la situation scandaleuse des retards administratifs intervenus dans l'examen des dossiers de revenus garantis.

Les victimes de ces lenteurs sont les plus démunis, c'est-à-dire ceux qui ont le plus urgent besoin des sommes minimales qu'ils sont dans l'obligation de solliciter.

Il est difficile, dans ces conditions, de prétendre que vous organisez une société « qui a du cœur ». Les faibles sont, en effet, sacrifiés. C'est là un signe de plus d'une dérive vers l'état d'esprit néo-libéral, ce n'est guère rassurant.

En matière de pensions, les effets du déséquilibre démographique sont renforcés par la politique menée depuis 1981 qui, dans les faits, n'est pas une politique de relance de l'emploi. Pourtant, une telle politique, basée davantage sur la demande intérieure, s'avère plus que jamais nécessaire pour assurer un financement suffisant des pensions, par une population active, la plus nombreuse possible.

Une cause d'inquiétude supplémentaire est entièrement imputable au gouvernement.

Tout d'abord, celui-ci a organisé un système d'épargne assorti d'exonération fiscale: «le Declercq-Monory». «L'épargne-pension» y a succédé.

Qu'on le veuille ou non, le gouvernement a institué un début de système de pensions parallèles permettant de penser que, dans l'avenir, le système légal pourrait n'être plus tout à fait suffisant.

Le défaut de ce système, fondé sur la capitalisation, réside dans le fait qu'il rompt totalement avec le système de solidarité que nous avons jusqu'ici instauré.

En sont exclus, d'une part, les nombreux citoyens qui n'ont pas de revenus suffisants pour épargner et, d'autre part, les exonérations fiscales ne sont vraiment intéressantes que pour ceux qui ont des revenus élevés.

Il est difficile d'être davantage libéral, compte tenu surtout que l'épargne-pension s'investit en bourse, c'est-à-dire dans du capital à risque, ce qui n'est pas non plus un facteur de totale sécurité pour les futurs pensionnés.

Le gouvernement a aussi donné récemment un bel exemple d'incohérence dans sa politique de pensions. Il a favorisé les prépensions et les préretraites puis, soudainement, il préconise l'allongement de la carrière, y compris pour les femmes. Fait plus grave: il avait été garanti aux prépensionnés qu'il n'y aurait aucune diminution de leurs revenus. Nous savons que cette promesse n'a pas été tenue.

Comment, dans de pareilles circonstances, le gouvernement peut-il prétendre qu'il ne suscite pas lui-même le doute et l'incertitude, dans un domaine aussi important que celui de la pension, c'est-à-dire de la manière dont chacun devra vivre lorsqu'il ne pourra plus travailler?

Ces inquiétudes sont encore aggravées par les déclarations contradictoires des membres des deux composantes de la majorité gouvernementale.

D'un côté, M. Verhofstadt, qui rêve d'une société reaganienne, voudrait compenser la diminution des impôts par une réduction linéaire des dépenses. Or, pareille réduction viserait inévitablement les dépenses sociales.

De l'autre côté, vous-même, monsieur le ministre, faites des déclarations léniantes. Vous vous dites attaché au régime de solidarité légale et émettez des réserves sur l'épargne-pension. Je vous cite: «Beaucoup de nos concitoyens ne peuvent avoir accès à l'épargne-pension». Je me réfère, à cet égard, au *Compte rendu analytique* du 7 avril 1987.

Par ailleurs, vous ajoutez: «Il n'est pas impossible qu'on soit obligé de penser à des modes de financement alternatif (...); il faut penser à d'autres mécanismes.»

En bref, les budgets actuellement en discussion sont des budgets de transition.

En matière de pensions, le gouvernement n'a, en dehors des mesures ponctuelles de restrictions prises par pouvoirs spéciaux, aucune politique d'ensemble.

Les citoyens, qui n'ont droit qu'à la pension légale, sont dans l'incertitude du lendemain.

Les autres, moins nombreux, qui ont souscrit des assurances complémentaires, ne sont pas beaucoup plus rassurés. Ils ignorent si leur pension extra-légale aura ou non une incidence sur leur pension légale.

Dans la majorité gouvernementale, les avis sont partagés. Vous-même affirmez qu'il n'est pas question de toucher au régime légal, mais il faut constater que les pouvoirs spéciaux l'ont déjà assez bien entamé.

Vos partenaires libéraux semblent avoir une tout autre optique. Dans leur doctrine, la sécurité sociale pourrait redevenir un système d'assistance au lieu d'un système d'assurance légale.

Les positions socialistes, vous en conviendrez, ont le mérite d'être beaucoup plus nettes. Nous avons lutté, parfois très durement, contre l'opposition conservatrice pour instaurer un système basé sur la solidarité et la redistribution.

Ce système a donné des preuves de son efficacité puisque nous avons ainsi accompli des progrès indéniables qui ont amélioré le niveau de la population, que ce soit au point de vue économique, au point de vue culturel ou en matière de bien-être général ou de santé.

Au moment où une crise économique se prolonge et où une austérité excessive est imposée, certains tentent de revenir à un système individualiste du passé en brisant les mécanismes de solidarité.

Nous pensons, au contraire, que pour sauvegarder une société cohérente, nous devons conserver l'esprit de solidarité.

Nous ne devons pas perdre de vue deux objectifs.

Le premier est de maintenir l'existence d'un système de pensions légales basé sur la philosophie actuelle d'une redistribution à l'intérieur de chaque régime. Si cet impératif était méconnu, le système supplétif d'assistance, avec enquête sur les ressources, pourrait se substituer au régime dans lequel chaque citoyen possède un droit incontestable en fonction des cotisations qu'il a effectuées au bénéfice des pensionnés de son propre régime de pension.

Le second objectif complémentaire est d'éviter à tout prix la paupérisation des pensionnés. J'ai déjà parlé du statut insatisfaisant des pensionnés de plus de septante ans. Je pense aussi aux pensionnés de guerre dont les crédits sont diminués et vis-à-vis desquels les promesses doivent être tenues.

Ce budget étant consacré pour les trois quarts aux agents des services publics, il convient de souligner que le ministre lui-même reconnaît que ce sont ces agents des services publics qui ont subi les restrictions les plus lourdes en matière de pension.

Ceci pose le problème plus général d'une nécessaire revalorisation de la fonction publique sous peine de voir partir vers le secteur privé les agents les plus performants, ce qui n'est peut-être pas pour déplaire aux partisans de la privatisation.

C'est la raison pour laquelle les présidents du PS et du SP ont déposé une proposition de loi relative aux pensions du secteur public.

Les lignes de force de la politique gouvernementale dans ce domaine — selon les propositions de réforme de la sécurité sociale de mai 1983 — consistent à mettre fin au caractère de traitement différé de la pension des agents du service public. Concrètement, cela signifiait la remise en cause du système de calcul de la pension sur les cinq dernières années, de même que le taux de 75 p.c. Cette stratégie gouvernementale a été mise en échec par les grèves de septembre 1983. Notre proposition de loi vise d'abord au rétablissement de la Caisse des veuves et orphelins. De même, nous proposons un mode de calcul différent des pensions de survie en rétablissant le système antérieur. D'autres dispositions concernent le montant minimum des pensions de retraite et permettent certains cumuls.

J'en arrive à ma conclusion.

La manière dont est organisé le système de pension relève d'un choix de société fondamentale. Est-ce le «chacun pour soi» voulu par les libéraux ou la solidarité voulue par les progressistes? De toute manière, il ne peut être question de changer brutalement les règles ni même de jeter le doute sur l'avenir des régimes légaux de pensions. C'est cependant ce que fait le gouvernement, à la fois par sa politique changeante et par l'affrontement entre des conceptions divergentes au sein de sa majorité.

Les citoyens — particulièrement en ce domaine — ont besoin de sécurité juridique.

Nous n'avons cessé de dénoncer l'insécurité sociologique suscitée par les pouvoirs spéciaux, un arrêté royal numéroté pouvant sans délai en modifier ou en corriger un autre. Des citoyens de plus en plus nombreux ont peur de perdre leur emploi et craignent pour l'avenir, c'est-à-dire pour leur pension. Dans ce domaine, en effet, le gouvernement ne cesse de multiplier les restrictions. Sans revenir sur la procédure qui consiste à présenter en mai 1987 les budgets de 1986 et 1987 — ce qui prive le Parlement de son pouvoir de contrôle budgétaire — nous nous prononçons contre une politique — je pourrais même dire une absence de politique — en matière de pensions dont le résultat tangible est de porter atteinte, juridiquement, financièrement, sociologiquement, au régime légal que nous avons toujours défendu et que nous continuerons à défendre. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Wyninckx.

De heer Wyninckx. — Mijnheer de Voorzitter, ik wens vooraf een fundamentele opmerking te maken die niets te maken heeft met het debat dat ons thans bezighoudt. Wat nu gebeurt, mijnheer de Voorzitter, hadden wij verwacht. Er worden vandaag in de Senaat tien begrotingen besproken in de meest volledige apathie.

De heer Luyten. — En dan durft Gol nog te beweren dat wij traag werken!

De heer Wyninckx. — Mijnheer Luyten, sommige onderbrekingen dienen tot weinig. Ik vertolk hier echter de mening van de fractievoorzitters.

Die manier van werken gaat niet op te meer wanneer wij rekening houden met de werkwijze van de Kamer. Strikt genomen hebben wij daar niets mee te maken aangezien de beide Kamers zelf hun werkzaamheden organiseren.

Het reglement van de Kamer werd gewijzigd in die zin dat begrotingen eerst worden besproken in openbare commissievergaderingen om nadien in de openbare vergadering van de Kamer te worden behandeld. Van de besprekingen in de openbare commissies verschijnt echter geen gedrukt verslag.

In het debat over de begrotingen in de plenaire vergadering wordt herhaaldelijk verwezen naar wat ter zake in de openbare commissies werd gezegd. Daarvan kunnen wij echter niets terugvinden. Dit is een zeer delicate situatie. Wanneer in de Senaat in een commissie een begroting wordt besproken, verschijnt daarover een verslag. Na de bespreking in de commissie wordt de begroting dan behandeld in de openbare vergadering van de Senaat.

De manier waarop men in de Kamer werkt, heeft tot gevolg dat wij het spoor bijster raken over wat in de commissie werd gezegd, terwijl kamerleden wel verwijzen naar die besprekingen in de commissie. Het haat dat aldus ontstaat, heeft een belangrijke invloed op de goede werking van de instellingen.

Een tweede punt van kritiek werd door de heer Basecq ook reeds aangeraakt. Wij bespreken hier vandaag tien begrotingen die totaal zijn achterhaald. Dit heeft fundamenteel niets te maken met het debat dat ons nu bezighoudt, maar ik wens als fractieleider hiertegen te protesteren omdat het bewijst wat wij reeds zo lang beweren.

Door de wijze waarop de budgettaire orthodoxie, zo geprezen door de minister van Begroting, niet werd gerespecteerd, bevinden wij ons nu in de situatie — wat er ook op gouvernementeel vlak mag gebeuren — dat al de begrotingen erdoor worden gejaagd en dat de parlementaire belangstelling vrij beperkt is. Wij hebben dit voorspeld.

Mijnheer de staatssecretaris, ik wens u graag minister van Pensioenen te noemen om de traditie te respecteren.

Ik weet niet wat u in de commissie in de Kamer hebt gezegd, zelfs niet indien dit een openbare commissie was. Ik wens hiertegen formeel te protesteren. Dat is geen methode van werken. Dit is echter uw schuld niet, mijnheer de minister, maar die van de andere kamer.

In de openbare vergadering in de Kamer hebt u een aantal behartenswaardige dingen gezegd. U verklaarde dat ten onrechte — ik wens dit als spreker in dit debat, als woordvoerder van mijn fractie en als gewezen minister van Pensioenen te beklemtonen — wordt gezwaaid met het spookbeeld van het failliet van het wettelijk stelsel. Ik heb die belangrijke verklaring teruggevonden.

Het zal u wellicht verwonderen, mijnheer de minister, dat een woordvoerder van de oppositie u citeert. Ik zal op die wijze voortgaan. Wat ons bezighoudt, is immers enorm belangrijk. Ik zal dit in de loop van mijn betoog bevestigen.

U hebt bovendien verklaard dat deze situatie onaanvaardbaar is omdat vele Belgen geen toegang krijgen tot het pensioensparen. U hebt ook gezegd dat het stelsel van de werknemers in evenwicht is en dat de uitbetaling van de pensioenen op middellange termijn is gewaarborgd. Ook dat is een belangrijke verklaring na alles wat in de pers werd geschreven.

U hebt terzelfder tijd gewezen op de negatieve demografische evolutie. Met de ochtendpost — ik heb vandaag nog niet de tijd gehad om het document met de nodige aandacht te lezen — werden wij geconfronteerd met de mooie publikatie van uw voogdijminister, minister Dehaene, die met veel omhaal werd bekendgemaakt via de media. Sommige collega's hebben dit document vroeger ontvangen. Ik heb het pas vandaag gekregen.

Het is een document van bijna 100 bladzijden. De gegevens die erin voorkomen werden reeds jaren door specialisten ruchtbaar gemaakt. De opeenvolgende ministers van Pensioenen hebben dit alles reeds lang aangekondigd, wat ook de regeringssamenstelling was. Er is weinig nieuws te vinden in de publikatie. De gegevens bevestigen wat u en ik reeds jaren verklaren. Wij hebben dus weinig bijgeleerd.

Anders is het uiteraard voor de besluiten. Daarover zullen wij het allicht moeilijker eens worden.

De economische crisis, met haar weerslag op de financiën van het Rijk en van de rijksmaatschappelijke zekerheid, brengt mee dat er moet worden gezocht naar nieuwe vormen van solidariteit en niet naar nieuwe vormen van elitair corporatisme of van caritatieve bejaardenzorg.

U hebt het voordeel de pensioenproblemen in hun globaliteit te kunnen bestuderen en aan te pakken. Ik heb dit reeds eerder als een winstpunt beschouwd, u kunt immers de hele problematiek in verband met de levensstandaard van onze bejaarde bevolking vanuit een globale optiek aanpakken. Vandaag stellen we echter vast dat dit nog niet noodzakelijk een globaal bejaardenbeleid betekent, vooral omdat — en u zal me wat dit betreft waarschijnlijk bijvallen — de bevoegdheden ter zake verspreid zijn over het Rijk, de Gewesten, de Gemeenschappen en zelfs de provincies en de lokale besturen.

Als wij dus het verlies aan inkomen van de gepensioneerden sinds een vijftal jaren, willen compenseren door een verbetering van hun elementaire bestaansvoorwaarden, en dit tot stand willen brengen door nieuwe vormen van solidariteit, dan zal er wat anders nodig zijn dan een departement van pensioenen; dan zou er ernstig moeten worden gedacht aan een departement van de gepensioneerden, dat al die problemen kan behandelen in hun globale samenhang. Waarschijnlijk komen onze denkwijzen ter zake op hetzelfde neer, mijnheer de minister.

Zo komen wij tot een aantal randopmerkingen bij de politieke opties in verband met de oudere landgenoten. Zij worden weergegeven in het document van minister Dehaene.

Volgens zijn eerste, nogal eenvoudige, conclusie betekent de inkorting van de beroepsloopbaan met één jaar meteen één jaar minder bijdragen en één jaar meer uitgaven. De poging — en dit zal u misschien niet zo gemakkelijk willen toegeven — van de regering om in het kader van het Sint-Annaplan de pensioenleeftijd voor de vrouwen te verhogen, leed schipbreuk. Het proefballonnetje om de pensioenleeftijd te verhogen tot 70 jaar, zoals minister Dehaene vandaag heeft gezegd, zal ook snel worden doorprikt.

Als wij dit probleem in zijn globaliteit willen benaderen, zal men zeker en vast niet mogen terechtkomen in een status-quo, en zal men nieuwe formules moeten overwegen, niet alleen rekening houdend met budgettaire en demografische gegevens — en ik wik mijn woorden —, maar ook met de concrete lichamelijke en geestelijke arbeidsvoorwaarden van de individuele werknemer in elke specifieke situatie. Dan zijn lineaire oplossingen uit den boze. Men komt dan als vanzelfsprekend terecht bij nieuwe vormen van vervroegde of verlate opruststelling, al naar gelang de keuze van de werknemer.

Het moge hard klinken, maar dan zal blijken dat de gelijkwaardigheid van de mannelijke en de vrouwelijke werknemer in neerwaartse richting gaat, met andere woorden dat veralgemeend pensioen op 55 jaar niet de wens is van de meeste mannen, en al evenmin van een groot aantal vrouwen.

De werkelijke oplossing ligt dan allicht besloten in een pensioendatum, te fixeren na een minimum van 35 of 40 jaar beroepsloopbaan, tot 40 of 45 jaar beroepsloopbaan, eventueel verlengbaar, wanneer deze keuze vrijelijk wordt bepaald door de pensioengerechtigde.

Dit kan gepaard gaan met een gewaarborgd gemiddeld pensioen berekend op een loopbaan van 35 of 40 jaar, met een negatieve of een positieve correctie bij vervroegde of uitgestelde opruststelling. Dat is volgens mij de weg waarop wij ons moeten begeven. Wij verdedigen dus de elasticiteit van de pensioenleeftijd die zich vrijmaakt van een orthodoxie die inhoudt dat mannen en vrouwen op deze of gene leeftijd op rust moeten worden gesteld. Dat ogenblik moet in belangrijke mate kunnen afhangen van hun individuele keuze.

Het argument van administratieve complicaties speelt voor mij geen rol. In een computermaatschappij moet het mogelijk zijn al die zaken op te lossen. Dit kan geen hinderpaal meer zijn.

Alleszins zou een soortgelijke oplossing mannelijke en vrouwelijke gegadigden de mogelijkheid bieden om zelf te bepalen op welk ogenblik zij hun beroepsloopbaan wensen stop te zetten. Elke vorm van discriminatie zou uit den boze zijn. Voor sommige vrouwen is het een aanlokkelijk idee te blijven werken, terwijl het voor andere vrouwen een schrikbeeld is langer dan tot 55 en 60 jaar actief te moeten blijven. Zou de lichamelijke en geestelijke gezondheid van vele pensioengerechtigden of gepensioneerden er geen baat bij vinden?

Op dezelfde wijze zouden wij ons ook moeten bezinnen over de toegelaten arbeid voor gepensioneerden. Dit is een zeer delicate punt in een land met bijna achthonderdduizend werklozen en werkzoekenden, maar het is een sociaal en psychologisch probleem dat onze aandacht verdient. Naar mijn opvatting zou de minister van Pensioenen een wetenschappelijk onderzoek moeten laten doen naar de mogelijkheden voor gepensioneerden om verder een relatief beperkte activiteit uit te oefenen en naar de weerslag hiervan op de arbeidsmarkt.

Het komt mij voor dat er over dit onderwerp vele zaken worden verteld die niet stroken met de sociale werkelijkheid. Misschien zou een doorgedreven wetenschappelijk onderzoek tot verhelderende conclusies leiden. Elke improvisatie moet immers uit den boze zijn.

De minister is op het ogenblik in druk gesprek met zijn medewerkers. Hij zal ruiterlijk moeten toegeven dat over een wijziging van de pensioengerechtigde leeftijd, met het daaraan gekoppelde hoewel niet ter sprake gekomen probleem van de mogelijkheden voor gepensioneerden om een beroepsactiviteit te blijven uitoefenen, er tijdens het Sint-Annaconclaaf werd geïmproviseerd, dat daar dingen werden beslist die niet de steun konden krijgen van de sociale organisaties en die getuigden van een gebrek aan zin voor de werkelijkheid in ons land en in andere landen van de Europese Gemeenschap. Ik pleit consequent voor een wetenschappelijke studie van de problematiek van de toegestane arbeid.

Uw voogdijminister, mijnheer de staatssecretaris, stelt terecht vast dat de spanning tussen de oude en de nieuwe pensioenen opnieuw te groot is geworden. *En français, on dirait que c'est une lapalissade.* Wie zou niet geweten hebben dat dit inderdaad vandaag één van de prangende problemen is? Uw voogdijminister zegt: «Er moet parallel worden gedacht aan het optrekken van de oudste pensioenen.» Met het koninklijk besluit van december 1978 — u zal dat uw voorganger toegeven — werd er gedacht aan de ophaalprocedure voor de oudste gepensioneerden. Ik heb dus vandaag in hoofde van uw voogdijminister kennelijk gelijk gekregen. Ik heb destijds gezegd dat een verschillend percentage tot stand moest komen naargelang van de leeftijd van de gepensioneerde. Voor de hoogste leeftijdscategorieën zou er meer moeten worden gedaan. Het aantal gepensioneerden in de categorieën van 75-, 80-, 85- en 90-jarigen neemt, statistisch bekeken, toe.

Voor hen rijzen immers specifieke problemen die te maken hebben met hun hoge leeftijd en de specifieke behoeften die daaruit voortvloeien, inzake huisvesting, verwarming, thuisverzorging, gezondheidszorgen en ook wegens hun toenemende vereenzaming door het afnemen van hun beweegbaarheid in de directe of de verdere omgeving. En zo kom ik tot de bevestiging van mijn eerder gedane vaststelling.

Het probleem van de levensstandaard van onze bejaarden kan niet worden beperkt tot problemen van de pensioenbedragen die worden uitgetrokken.

Dit hebben wij niet vandaag ontdekt. U wist het reeds, ik wist het ook, maar minister Dehaene publiceert het nu als zijnde een ontdekking. Men moet dus rekening houden met de sociale voorzieningen. Dit betekent voor hen immers een vorm van tegemoetkoming waarop zij recht hebben, zelfs wanneer zij daarvoor niet moeten betalen.

Dit is een globaal pakket, dat in de toekomst aan belang zal winnen, vermits negatieve elementen van demografische en budgettaire aard langer dan tot de eeuwwisseling zullen doorwegen.

Op dit domein vinden wij mekaar terug, mijnheer de minister, dit is geen nieuwe vaststelling. Ik heb die reeds in het verleden gedaan, zoals trouwens nog anderen vóór mij. Ook u hebt deze boodschap reeds verkondigd, doch vandaag wordt ze als een enorme onthulling prijsgegeven in een zeer verzorgde brochure die echter niets nieuws inhoudt. Hopelijk wordt er vandaag wel naar geluisterd. Misschien hebben wij in het verleden deze boodschap met onvoldoende spektakel verkondigd. Wij hebben gewoonweg op de problemen gewezen.

Terzelfder tijd echter de pensioenbedragen naar de toekomst verminderen of stabiliseren, door het niet-optrekken van het plafond van de berekening van de pensioenen, door de bijdrage te deplafonneren en de welvaartscoëfficiënt te herzien, en overwegen op die weg nog verder te gaan, maar bovendien nog stelselmatig knagen aan het recht op voordelig gezondheidszorgen voor bejaarden, aan hun recht op sociale begeleiding, aan hun recht op een volwaardige woning via een sociale verantwoordelijke huurprijs, is lijnrecht de oudere generatie in de verdrukking brengen.

Men moge dan nog zeggen dat de pensioenbedragen werden gestabiliseerd, toch werd en wordt aan het levenspeil van een groot aantal bejaarden geknaagd. Zo een reeks maatregelen maakt men trouwens niet goed met een inhaalprocedure ten voordele van de oudste gepensioneerden. Die mensen betalen reeds de meer-kosten voor gezondheidszorg, voor huisvesting enzovoort. Zij worden dus op een dubbele wijze slachtoffer.

Tenslotte zullen omstreeks of kort na de eeuwwisseling de middelen andermaal moeten worden aangepast aan de behoeften, wat tot een herschikking van de middelen zal nopen, in een ruime geest van solidariteit en van een toenemende harmonisering.

De pensioengerechtigde leeftijd is er voor een ieder, de ambtenaar, de zelfstandige of de werknemer, en er zullen op dat stuk nog oplossingen moeten worden gezocht die doorzettingsvermogen en overtuigingskracht vergen, lang voor dat wij uit het Parlement zullen zijn verdwenen. Eenvoudig is het allemaal niet. Slechts wanneer dit gebeurt in het kader van een globale visie op het probleem van onze vergrijzende bevolking, zullen wij met gerust gemoed hun, maar ook onze oude dag kunnen tegemoet zien. Want dat is inderdaad een van de gegevens.

De financiering van de wettelijke stelsels dient op lange termijn te worden beveiligd. Het ingevoerde pensioensparen, en u deelt ter zake mijn mening — u hebt dat bevestigd —, mag niet worden aangewend als alibi om de wettelijke stelsels verder aan te tasten. Ik heb die verklaring gelezen en genoteerd. Ik wens dit als woordvoerder van mijn fractie te confirmeren.

Men kan dus niet het pensioensparen aanwenden om de wettelijke stelsels aan te tasten. Het is een vorm van individueel sparen voor degenen die zich dat kunnen veroorloven. Zij zullen daar, alle publicitaire lokvogels ten spijt, weinig soelaas vinden na hun opruststelling, als de pensioenbedragen, toegekend in het kader van de wettelijke stelsels, verder worden verminderd.

Als degenen die vandaag aan pensioensparen doen verwachten dat, als verder afbreuk wordt gedaan aan de wettelijke stelsels, dit pensioensparen een oplossing zal zijn voor de vermindering van hun inkomen — zo eenvoudig wens ik het hier voor te stellen —, zullen zij nooit een antwoord vinden voor hun situatie op het einde van hun beroepsloopbaan, bij hun oppensioenstelling.

Maar het beveiligen van de wettelijke stelsels kan evenmin door het in stand houden van buitensporige extra-legale voordelen in bepaalde sectoren, zowel in de privé-ondernemingen als in de openbare bedrijven en instellingen.

Ik wens dit standpunt namens mijn fractie en mijn partij te vertolken.

Ik blijf bij mijn standpunt dat buitensporige extra-legale voordelen voor degenen die reeds een — qua financiële voorwaarden — niet-onaardige loopbaan achter de rug hebben, meer en meer als een schrijnende onrechtvaardigheid en als een discriminatoire luxe zullen worden ervaren. Sommige hooggeplaatste functionarissen uit de openbare kredietinstellingen hebben dit in augustus 1978 aangevoeld, toen zij zegden dat de eerste aftopping van de hoge overheidspensioenen slechts een bescheiden stap was, die in de toekomst door andere zou worden gevolgd.

Die eerste stap, mijnheer de staatssecretaris, heb ik indertijd afgedwongen.

Het is mijn overtuiging dat deze vorm van verdelende rechtvaardigheid verder moet en zal worden gedaan, vooral wanneer men door een voortschrijdende harmonisering de pensioenrechten van de hele bevolking wil waarborgen. Dit betekent geen egalitatie naar een gewaarborgd minimumpensioen, maar een van de stappen naar meer solidariteit.

Het is wat uw voogdijminister noemt «snoeien in de wildgroei van de tweede en de derde pijler». Ik weet niet of hij het zo bedoelde, maar dat hoop ik toch. De tweede pijler zijn de preferentiële systemen die bestaan in een aantal openbare instellingen en privé-instellingen. Dat laatste zou mijn tweede stap geweest zijn. Ook in de privé-sector zijn er immers een aantal, soms ongehoorde discriminaties recht te zetten.

Woorden zullen ter zake niet volstaan. Men zal moeten komen tot initiatieven en die initiatieven mogen niet via volmachten tot stand komen, maar wel langs parlementaire weg. Ik wens immers te vernemen wie in Kamer en Senaat ermee akkoord gaat dat deze wildgroei verder gaat en wie ertoe bereid is stappen te doen ten einde die wildgroei te beperken.

Grote solidariteit kan echter niet alleen tot stand komen via de harmonisatie van de voordelen. Ook de inspanningen tijdens de actieve loopbaan dienen rechtvaardig te worden gespreid en verricht. Op dit stuk dient verder gewerkt te worden aan het gezondmaken van het stelsel van de zelfstandigen. Wij moeten helaas vaststellen dat de kleine zelfstandigen het slachtoffer worden van het gebrek aan solidariteitszin, en zelfs van een stukje burgerzin, van hun meer bevoorrechte collega's. Voor de ambtenaren hebben collega Lallemant en ikzelf een wetsvoorstel ingediend, dat een aantal negatieve aspecten, voortvloeiend uit uw eerste harmonisatiewet en in het nadeel uitvallend van de kleine en middelmatige categorieën uit het overheidspersoneel, wilde ongedaan maken.

Dit doet geen afbreuk aan onze betrachtiging voor een toenemende solidariteit en harmonisatie. Het is alleen een gegeven in het debat. Wij wensen dit debat tot stand te brengen. Aldus zou kunnen blijken dat wij

ons vergist hebben, maar u, mijnheer de staatssecretaris, heeft zich alleszins vergist.

Er is een mythe aangaande de overheidspensioenen.

Het is de mythe dat er in de overheidspensioenen geen kleinere bedragen zouden bestaan, die soms inderdaad zwaar wegen voor de betrokkenen en die soms zelfs lager liggen dan het gemiddelde pensioen in de werknemerssector. Er moeten in de bevoegde commissie een aantal punten worden besproken, over feiten die moeten worden rechtgezet, maar u zult dat allicht niet helemaal toegeven.

Eén van de oogmerken van dit debat, namelijk wijzen op de billijkheidsredenen van bepaalde argumenten van de ambtenarij, hebben wij in dit voorstel verwoord. Ik hoop dat wij daarover eerlang een gesprek zullen hebben. Collega Lallemand en ikzelf zullen dit doen in de meest volkomen objectiviteit.

Mijnheer de minister, u hebt het woord gevraagd, ik wens u dat niet te beletten.

M. Mainil, secrétaire d'Etat aux Pensions, adjoint au ministre des Affaires sociales. — Nous aurons certainement l'occasion, monsieur Wyninckx, de discuter de votre proposition de loi.

Je suppose que vous n'en avez pas mesuré l'impact budgétaire, qui est considérable, puisqu'il se chiffre à plus de 20 milliards.

M. Basecq. — Vous l'avez mesuré dans le sens contraire!

M. Mainil, secrétaire d'Etat aux Pensions, adjoint au ministre des Affaires sociales. — Puisque vous souhaitez l'harmonisation des régimes de pension, terrain sur lequel je vous suis, je m'explique mal pourquoi cette proposition revient sur la plupart des mesures d'harmonisation qui ont été adoptées.

M. Wyninckx. — Cette proposition peut parfaitement entrer dans ce contexte. Il va de soi que les pensionnés et futurs pensionnés du secteur public contribuent indirectement à cet effort par le biais des mesures consécutives prises au détriment des services publics.

Notre propos est d'essayer, moyennant une discussion très large et très ouverte, de trouver une formule globale. Je suis convaincu que vous avez des arguments auxquels même les auteurs de cette proposition pourront souscrire, mais notre intention était surtout de signaler au Sénat et à l'opinion publique que cette loi importante d'harmonisation s'inscrit dans un cadre global de diminution du niveau de vie des fonctionnaires dans ce pays, car, en l'absence, depuis dix ans, de conventions collectives, ce sont les pensionnés des services publics qui paient.

Je le répète: la discussion est ouverte. C'est dans ce contexte et dans cet esprit que j'ai introduit cette proposition. Il me paraît, en effet, qu'il existe des injustices, surtout au détriment des petits pensionnés du secteur public, et nous voulons tenter d'y remédier en tenant compte de la situation nouvelle.

Wij zijn ons ervan bewust dat de minister van Pensioenen moeilijke wegen bewandelt. Wij zijn ons er evenzeer van bewust dat een aantal maatregelen uit het verleden moeten worden omgebogen en moeten uitgaan van meer solidariteit — dit sluit trouwens aan bij de pertinente onderbreking van de minister — en vooral van meer visie op de levenssituatie van de bejaarden.

U zult mij zeker en vast niet tegenspreken, mijnheer de minister, als ik beweer dat het na vijf à zes jaar inlevering vandaag een topprioriteit is te zoeken naar een formule voor het proportioneel optrekken van de laagste en de oudste pensioenbedragen, uit de drie sectoren, dus ook die van de zelfstandigen en die van de ambtenaren. Mocht u ter zake initiatieven nemen, dan zullen wij naast u staan en dan zult u op onze steun kunnen rekenen.

In afwachting van een zinvolle discussie over de begrotingen en ook over een pensioenbeleid, wat wij inderdaad van u verwachten, zullen wij deze begroting niet goedkeuren. Wij zijn er immers van overtuigd dat wij uit de globale budgettaire poespas van de regering moeten geraken. Ze heeft alle parlementaire tradities met voeten getreden, en doet dat nog steeds, ook op het stuk van de pensioenen. Om al deze redenen zal het ons niet mogelijk zijn de begrotingen voor 1987 en voor 1986 goed te keuren. *(Applaus op de socialistische banken.)*

M. le Président. — La parole est à M. Bataille.

M. Bataille. — Monsieur le Président, nous savons, monsieur le ministre, que vous avez le souci de l'avenir. La matière des pensions n'est pas l'affaire d'un budget annuel, mais bien davantage un problème à moyen et à long terme. Vous y avez réfléchi depuis longtemps, calmement et vous avez pris une série de mesures tendant à réduire les dépenses. Elles étaient sans doute nécessaires; il suffit de voir les coupes sombres qu'il faut faire dans les autres budgets. Mais en même temps il s'impose, me semble-t-il, de protéger les petites pensions et de les améliorer.

Il y a encore beaucoup trop de petites pensions dans notre pays. C'est le cas notamment, comme d'autres l'ont signalé avant moi, des pensions des indépendants.

A ce sujet, je voudrais vous demander si vous avez des perspectives concrètes pour améliorer cette pension des indépendants: évoluera-t-elle par étapes successives? Arrivera-t-on à une certaine égalité avec d'autres pensions? Ce sont des questions que je me pose et que d'autres se posent avec moi.

Sur un autre plan, vous êtes occupé à réaliser certaines réformes des structures administratives. C'est le cas de la fusion réalisée, par l'arrêté royal n° 514, des organismes de pensions siégeant à la Tour du Midi. Oh! je sais qu'elle a fait un certain bruit, mais il en est de même dans tous les domaines: mettre de l'ordre là où il est nécessaire suscite automatiquement des critiques, formulées bien souvent par des gens qui ne connaissent pas le problème.

Vous avez annoncé votre intention d'aller plus loin. J'aimerais donc connaître la justification de ces réformes, car il me semble qu'au lieu de procéder à des fusions qui aboutissent à des institutions mastodontes, il serait peut-être nécessaire de mettre à la disposition des gens des services à taille humaine. C'est du moins la conception de certains.

Je vous remercie d'avance de répondre à ces quelques questions, mais je dois vous redire la confiance de mon groupe, qui trouve en vous un secrétaire d'Etat compétent qui ne fait sans doute pas tout ce qu'il souhaiterait, mais dont le sens social est apprécié de tous, de même que la cordialité avec laquelle il répond à nos questions.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Anthuenis.

De heer Anthuenis. — Mijnheer de Voorzitter, bij de bespreking van een begroting van Pensioenen kom ik telkens onder de indruk van het bedrag van deze begroting. Immers, de begroting van Pensioenen is de grootste uitgavenbegroting en vertegenwoordigt ruim 10 pct. van de lopende staatsuitgaven.

Ook de daling of minder sterke stijging van de pensioenlasten, die voor een groot gedeelte het gevolg waren van de sinds 1985 tot stand gebrachte besparingsmaatregelen, hebben hieraan niets kunnen veranderen.

Wat nu deze twee begrotingen betreft, kan men, wanneer men de budgettaire kredieten analyseert, een vermindering van 1,2 pct. vaststellen voor de begroting 1987 ten opzichte van het begrotingsjaar 1986, of anders gezegd een kredietvermindering van 183,6 miljard in 1986 tot 181,3 miljard in 1987.

Nochtans mag men niet uit het oog verliezen dat de evolutie van het relatieve aandeel van de verschillende begrotingen in het totaal der uitgaven van de sociale cel, voor de begroting van Pensioenen een stijging weergeeft van 38,2 pct. tot 42,4 pct. Deze interne uitgavenverschuiving binnen de sociale cel is betekenisvol, niet alleen als toevallige stijging tussen twee begrotingsjaren in, doch evenzeer naar de toekomst toe.

Mijnheer de staatssecretaris, het is mij opgevallen dat ditmaal aan de bespreking van de begrotingen van Pensioenen uitzonderlijk veel aandacht wordt besteed. Zowel het departement van Pensioenen zelf als het departement van Sociale Zaken hebben in de afgelopen maanden immers anticiperende beleidsopties voorgesteld in deze sector. De grote zorg van deze twee departementen was steeds de pensioensector in de toekomst te beveiligen, vooral na het jaar 2000, en dit in het licht van een demografische evolutie.

De conclusies van deze twee goede departementale studies bevinden zich op dezelfde golflengte. Ze wijzen erop dat het evenwicht van de pensioenstelsels in hun huidige vorm op halflange termijn financieel onhoudbaar wordt tengevolge van de demografische ontwikkeling van de Belgische bevolking. Deze conclusies zijn onomwonden en naar mijn gevoel zeer juist. Het heeft mij echter wel een beetje verwonderd dat ze deze keer zoveel weerklank vonden, zowel intern politiek als extern in de pers. De publikaties van beide studies gaven inderdaad de indruk dat

tot hiertoe de wetgever aan struisvogelpolitiek heeft gedaan en moedwillig geen en/of onvoldoende aandacht heeft geschonken aan een steeds groeiend probleem.

Ik wijs er toch op dat sinds jaren, tijdens de bespreking van de begroting van Pensioenen, zowel in Kamer als in Senaat, de aandacht werd gevestigd op de problematiek van de verdere uitbetaling van de pensioenen op halflange en lange termijn. Telkens werd er zowel door de parlementsleden als door de minister die voor de pensioenen verantwoordelijk was, op gewezen dat onze pensioenstelsels ondermijnd worden door de verhouding tussen geboorten en sterfgevallen, door de langere levensverwachting van de bevolking, door de tijdens de jongste jaren ontstane grondige verschuiving op de arbeidsmarkt en tenslotte door de gewijzigde samenstelling, sociaal-economische rol en draagkracht van het hedendaagse gezin.

Ik heb dit even willen aanhalen, mijnheer de staatssecretaris, gewoon om op te merken dat wij ons in onze fractie steeds van onze beleidsverantwoordelijkheid bewust waren en dat wij telkens hebben gewezen op de grote moeilijkheden die de veroudering van de bevolking met zich brengt voor de verdere financiering van de pensioenregelingen.

Hoe men het probleem ook benadert, steeds zal men rekening moeten houden met de huidige dualiteit binnen de sector van de sociale zekerheid, waarbij het spookbeeld van de hoge werkloosheidsgraad mettertijd zal worden vervangen door het al even erge spookbeeld van de bevolkingsveroudering. Het zal er dus op aankomen zich vooral niet te verstoppen achter gemakkelijksoplossingen op korte termijn.

Het is de hoogste tijd preventief in te spelen op de te verwachten moeilijkheden na het jaar 2000. Want over dit feit zijn alle studies het eens: we worden op middellange termijn geconfronteerd met een tot hiertoe nog niet gekende sterke stijging van de bejaarde bevolking tegenover een nog nooit geëvenaarde daling van de jongere populatie en een vermindering van de slagkracht van de actieve bevolking. De oorzaken hiervan blijken uit de demografische gegevens, toegevoegd aan het uitstekende Kamerverslag.

Het zal er dus vooral op aankomen een klimaat te scheppen waarbij de bevolkingsontwikkeling overeenstemt met de aspiraties van de bevolking zelf, en waarbij solidariteit blijft bestaan tussen de generaties onderling.

Voor dit laatste zal niet gemakkelijk zijn, te meer omdat wij ieder jaar telkens opnieuw moeten vaststellen dat, om het pensioenstelsel in leven te houden, steeds nieuwe inkomstenbronnen moeten worden aangeboord. Dit betekent dat België over geen enkele voldoende pensioenreserve beschikt. Het is echter ook juist dat onze maatschappij tot hiertoe nooit heeft nagelaten haar verbintenissen ten opzichte van haar gepensioneerden na te komen. Nochtans kan men bij een ongewijzigde reglementering ernstige vragen stellen voor de toekomst.

De gegevens zijn vandaag voldoende ingeschat, ook wat de toestand na het jaar 2000 betreft. Het zou verkeerd zijn te blijven speculeren op vaak al te optimistische prognoses inzake economische ontwikkeling, evolutie van de werkgelegenheid en/of ontwikkeling van de loonmassa.

Hervormingen zijn inderdaad noodzakelijk. Iedereen is het allicht met deze constatacie eens. Alleen is men het in sommige kringen grondig oneens over de weg die moet worden ingeslagen. Nochtans is de bewegingsruimte niet zo erg groot omdat men weinig of geen invloed kan uitoefenen op de evolutie van de bevolkingspiramide. Dit alleen al is een les voor de ernst waarmee de hervorming van ons pensioenstelsel moet worden aangepakt. De toenemende vergrijzing brengt inderdaad met zich dat een slinkende groep «actieven» een groter wordende groep «niet-meer-actieven» moet ondersteunen.

Indien men in het licht van dit realistisch gegeven de huidige ontwikkeling op haar beloop zou laten en indien men de bestaande voorzieningen in stand zou willen houden, dan zijn bijdrageverhogingen voor de actieven de enig mogelijke uitweg. Deze uitweg is nagenoeg onvoorstelbaar. De boodschap is dan dat ervoor moet worden gezorgd dat de uitgavenmassa voor de derde leeftijd, niet alleen voor de pensioenen maar ook voor de gezondheidszorg, beheersbaar blijft.

Alle mogelijke beleidsopties zullen aan elkaar moeten worden getoetst. Een bijkomende moeilijkheid, los van de demografische evolutie en de beschikbare geldmiddelen, is de verschuiving in de arbeidsmarkt die om sociale redenen in de voorbije tien jaar is ontstaan door de invoering van het brugpensioen. Ik kan de minister van Sociale Zaken in zijn beleidsnota ter zake volgen. Hij stelt dat de beleidskeuze van het brugpensioen verantwoord is als deze vervroegde afvloeiing ook effectief tot vervanging leidt waardoor er een onmiddellijke compensatie is van de bijdrageplicht. Dit was onder meer het geval in het systeem van het

wettelijk brugpensioen maar veel minder in dit van het conventionele brugpensioen.

Men moet ernstige vragen stellen over het onverkort doortrekken van het beleid van de vervroegde pensionering. Met of zonder vervangingsplicht blijft het stelsel van brugpensioenen zeer zware kosten veroorzaken. Alleszins moet men vermijden dat dit systeem zou uitgroeien tot een onomkeerbaar persoonlijk recht, wat zou neerkomen op een verder groeiend onevenwicht tussen de actieve en non-actieve bevolking.

In het licht van het voorgaande kan ik de staatssecretaris voor Pensioenen bijvallen met de in het ontwerp over de flexibele pensioenleeftijd voorgestelde punten. Indien de Nationale Arbeidsraad en/of de werkgroep die belast is met de studie van het sociaal statuut van de zelfstandigen — aan wie ter zake advies is gevraagd — ernstige bedenkingen zouden formuleren bij dit ontwerp, vraag ik de regering met deze opmerkingen terdege rekening te houden.

Ik ben echter realistisch genoeg om te beseffen dat deze eventuele opmerkingen zowel budgettair als financieel verantwoord moeten zijn en terdege rekening moeten houden met eventuele sociale repercussies en/of gevolgen op het vlak van de werkgelegenheid.

Een ander discussiepunt betreft de pensioengerechtigde leeftijd van vrouwen. Ook hier speelt de demografische factor een belangrijke rol. Aangevend wordt dat vrouwen langer leven dan mannen. Vandaar dat er logischerwijze eigenlijk een eind moet komen aan de vroegere opruiming van de vrouwen. Minister Dehaene gaat nog verder en is er in zijn beleidsnota zelfs voorstander van, de mogelijkheid open te laten om te werken tot 70 jaar. Dit voorstel is beslist het overwegen waard. Het is echter aangewezen dat de verwezenlijking ervan de beroepsloopbaan van de jongeren niet zou hinderen. Ik vraag mij zelfs af of het inderdaad niet wenselijk is naast de opbouw van een beroepsloopbaan eveneens het geleidelijk inkorten ervan te overwegen.

Dit neemt echter de specifieke problematiek van de opruiming bij de actieve vrouwen niet weg. Evenwel, in het licht van de toenemende activiteitsgraad en de verlenging van de loopbaan van de vrouw, kan men ernstige bedenkingen maken bij de haalbaarheid van de financiering indien de loopbaan van de vrouw structureel vijf jaar korter zou blijven dan die van de mannen. Daarenboven ligt hun levensverwachting, zoals eerder aangestipt, meer dan vijf jaar hoger dan bij de mannen. Dit heeft zware uitgaven tot gevolg omdat een jaar inkorting van de loopbaan ook betekent dat een jaar minder bijdragen worden geïnd en een jaar meer uitgaven worden gedaan.

Zonder evenwel op de zaken vooruit te willen lopen, ben ik toch de mening toegedaan dat men, naar de toekomst toe, geleidelijk alle systemen van vervroegde pensionering zal moeten afremmen en/of beperken, aangezien zij de structurele veroudering anticiperen en versnellen.

Dat de regering de globale problematiek van het loopbaaneinde heeft voorgelegd aan de Nationale Arbeidsraad, enerzijds, en dat de sociale gesprekspartners het probleem niet uit de weg zijn gegaan, anderzijds, is een verheugende vaststelling op de weg naar een doeltreffende oplossing van de noodzakelijke instandhouding van onze pensioenstelsels.

Mijnheer de staatssecretaris, rekening houdend met uw toelichtingen en bevindingen, opgenomen in het Kamerverslag van de heer De Roo, en met de bevindingen van de minister van Sociale Zaken, genoteerd in zijn beleidsnota voor de commissie voor de Sociale Aangelegenheden van Senaat en Kamer betreffende de «demografische evolutie en sociale zekerheid», ben ik in mijn overtuiging gesterkt, dat het pensioensparen meer dan ooit een welgekomen supplement kan betekenen voor hen die vrouwen hebben gesteld in de formule van het lange-termijnsparen.

Het spreekt vanzelf dat de invoering van het pensioensparen in geen geval de basisrechten mag aantasten die de sociaal verzekerden hebben verworven en die hun werden gegarandeerd toen ze hun bijdragen hebben gestort.

Ik besluit met de volgende gedachtengang. Iedereen die beleidsverantwoordelijkheid draagt in ons land is bekommerd om de verdere uitbetaling van de wettelijke pensioenen, ook de leden van de PVV-Senaatsfractie. Rekening houdend met de demografische en budgettaire vooruitzichten en inachtig de basisprincipes van de wet van 15 mei 1984, waaraan een systeem van evenredige pensioenen ten grondslag lag, is er in de PVV-fractie een overtuiging gegroeid dat de uiteindelijke filosofie achter een noodzakelijke pensioenhervorming, achter een verder doorgedreven harmonisering van de pensioenstelsels, er kan in bestaan een pensioenstelsel na te streven in drie trappen. Een eerste trap zou kunnen zijn de waarborging van een nationaal basispensioen voor iedere burger. In een tweede trap zou bovenop dit basispensioen een tweede bedrag

worden gestort afhankelijk van het aantal gepresteerde arbeidsjaren. De derde trap tenslotte, zou gevormd worden door het individuele pensioensparen.

Deze gedachtengang, mijnheer de staatssecretaris, is zeker niet revolutionair, het is gewoon een evolutieve aanpassing aan de zich steeds maar wijzigende omstandigheden in onze maatschappij.

De pensioenbegrotingen voor 1986 en 1987 zijn zeker niet van die aard dat zij in de gegeven omstandigheden bepalend kunnen zijn voor de na te streven toekomstige hervormingen. Dit was ook de bedoeling niet. Evenwel kan men niet ontkennen dat ook met deze twee begrotingen een belangrijke inspanning werd gedaan in het kader van een verder gaande rationalisering van de overheidsfinanciën en dat aldus een selectieve bijdrage werd geleverd tot een progressief en toekomstgericht beleid naar meer billijkheid, harmonie en solidariteit.

Het is dan ook in deze gedachtengang, mijnheer de staatssecretaris, dat de PVV-fractie de twee begrotingen van Pensioenen zal goedkeuren. *(Applaus op de liberale banken.)*

M. le Président. — La parole est à M. Bock.

M. Bock. — Monsieur le Président, le ministre des Pensions nous a rappelé que le budget de son département avait cinquante ans. Je lui souhaite donc un bon anniversaire, sans omettre les vœux que nous formulons aussi pour le titulaire de la charge, duquel nous apprécions la parfaite connaissance des dossiers.

M. Basecq, premier vice-président, prend la présidence de l'assemblée

A l'horizon de l'anniversaire d'une nouvelle période de cinquante ans, permettez-moi, monsieur le ministre, de vous faire une suggestion, me limitant ce soir à cette seule réflexion.

Vous nous avez rappelé tout à l'heure que votre budget venait, en importance, au deuxième rang des budgets de l'Etat, soit après celui de la Dette publique. Ce budget constitue en effet 10,7 p.c. des dépenses de l'Etat. Vous nous avez détaillé la ventilation des dépenses de pensions. Le secteur public, à lui seul, absorbe 50 p.c. du total, pour lequel l'Etat intervient, si j'ai bien compris, à concurrence de 75 p.c. Les salariés et les indépendants représentent respectivement 30 p.c. et 10 p.c. bien que le secteur des indépendants soit bien plus important que les 10 p.c. du montant des pensions. L'Etat intervient là pour 35 p.c.

Les postes « Revenus garantis » et « Divers » représentent chacun 5 p.c. également.

Vous nous avez indiqué antérieurement que les pensions des indépendants étaient les plus marginalisées et qu'elles étaient de 4 000 francs inférieures aux revenus garantis aux personnes âgées. C'est précisément à la pension des indépendants que je voudrais m'attarder quelques instants.

Le revenu garanti aux personnes âgées constitue, en fait, un minimum vital, un minimum à partir duquel la vie est possible et sous lequel elle devient pratiquement impossible.

La pension ménage servie aux indépendants est aujourd'hui de 194 031 francs par an et celle d'un isolé de 155 225 francs par an, montants qui, n'ayant pas été indexés, ont été repris dans les derniers budgets.

Le ménage tombant dans la catégorie des revenus garantis aux personnes âgées, perçoit 245 827 francs par an et l'isolé 180 371 francs.

L'isolé tombant dans le champ d'application des revenus garantis aux personnes âgées, perçoit donc presque autant que le ménage bénéficiant d'une pension d'indépendant.

La pyramide des âges est parfois effrayante; elle est, pour le moment, quelque peu rassurante. Entre 1970 et 1985, 75 000 actifs ont été perdus dans le régime des indépendants alors que, dans le même temps, 185 000 pensionnés supplémentaires étaient enregistrés. On constate cependant, ainsi que vous nous l'avez indiqué, que le nombre des pensionnés tend à se stabiliser.

La politique du gouvernement qui vise à réduire le chômage et à créer de l'emploi, c'est-à-dire à éviter des dépenses et à engendrer des richesses, encourage les jeunes à s'installer à leur compte. L'octroi de prêts à l'installation de jeunes comme indépendants est un exemple de cette

politique. Le maintien du droit au chômage en cas d'échec en est un second et d'autres mesures peuvent y être ajoutées.

Cette politique crée incontestablement de l'emploi, avec toutes les conséquences qui en découlent: la diminution du nombre des chômeurs et l'augmentation des actifs qui cotisent. Bien sûr, cela est plus vite dit ici que réalisé sur le terrain; nous le comprenons fort bien.

En augmentant le nombre de personnes mises au travail, vous augmentez le nombre des cotisants et dégagez des moyens financiers. C'est ainsi, monsieur le ministre, que dans le régime des indépendants, les surplus ont atteint en 1986 la somme de 377 millions; en 1987 ils n'atteignent plus que 265 millions, ce qui est tout de même un chiffre réconfortant.

Nous voilà donc en présence d'une situation dans laquelle le travailleur indépendant, qui a cotisé durant 40 ou 45 ans, perçoit une pension inférieure de 4 000 francs au revenu minimum garanti aux personnes âgées. C'est pourquoi nous vous demandons d'agir énergiquement en faveur de ce type de pensionnés. En effet, vous le savez, durant toute leur vie, les travailleurs indépendants ont contribué largement à la constitution du patrimoine national. Avec les travailleurs salariés et les cadres, ils ont créé, par leur travail et leur initiative, la prospérité du pays, non seulement sur le plan matériel mais encore dans les domaines de la création, de l'invention, du développement, de la renommée acquise par la Belgique dans le monde entier.

Il est donc juste qu'en retour, ils participent à la prospérité générale en percevant, au soir de leur vie, une pension de retraite et de survie en rapport avec leurs mérites.

Par contre, certains de nos compatriotes âgés qui n'ont pas eu d'emploi ni, par conséquent, de revenus, bénéficient, eux, du revenu minimum garanti aux personnes âgées.

Vous avez évoqué tout à l'heure, et le chef de l'opposition, M. Wyninckx, l'a fait après vous, la solidarité. S'il existe un mot qui peut caractériser le domaine des pensions, c'est bien celui-là.

Vous avez parlé de solidarité entre catégories de personnes et entre générations. C'est cette solidarité, entre les actifs et les non-actifs, que nous deviendrons un jour, qu'il faut absolument maintenir comme ce pilier, que vous avez évoqué dans votre courte mais très intéressante intervention, qui offre la sécurité, la garantie. A notre âge, nous pouvons encore nous passer de garanties et prendre des risques. A 65 ans ou plus, la solitude, la faiblesse, la peur devant la diminution des possibilités physiques, psychiques ou intellectuelles, rendent l'homme plus fragile. Il doit avoir l'assurance que son pays, à la prospérité duquel il a participé, lui garantira, comme vous l'avez dit tout à l'heure, le service d'une pension en rapport avec ses mérites.

C'est au nom de la solidarité qu'on accorde aux personnes âgées ce minimum vital qui atteint environ la somme de 20 000 francs par mois, alors que la pension de ménage des indépendants est de 16 000 francs par mois.

En vertu de ces deux principes de justice et de solidarité — la justice à l'égard des indépendants qui ont contribué à créer la richesse nationale et dont la pension de retraite pour un ménage atteint 16 000 francs par mois et la solidarité à l'égard de ceux qui n'ont pas eu d'occupation ou se trouvent démunis et perçoivent le revenu minimum garanti —, il s'impose d'aligner la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, des artisans, des commerçants, des agriculteurs, etc., sur le montant garanti aux personnes âgées.

C'est le rôle du législateur, c'est-à-dire de nous tous, de proposer des dispositions qui rencontrent les besoins des personnes âgées. Dans le fond, c'est un bonheur de pouvoir le faire en s'appuyant sur des principes aussi simples, mais aussi cardinaux que ceux que vous avez évoqués, monsieur le secrétaire d'Etat, et que j'ai moi-même repris: ceux de justice et de solidarité.

Je demande donc, monsieur le secrétaire d'Etat, que la pension minimum des travailleurs indépendants ne puisse être inférieure au montant du revenu garanti aux personnes âgées. Vous en avez la volonté et le Parlement doit contribuer à atteindre cet objectif. Il doit, avec vous, faire en sorte que le prochain budget que vous nous présenterez et qui sera également le premier d'une nouvelle période de cinquante ans, contienne cette mesure. Nous ne devons pas nous contenter d'adaptations: il faudra que vous puissiez nous annoncer que la pension des indépendants sera au moins égale au minimum garanti aux personnes âgées. Je suis

persuadé que le Parlement aura ainsi réalisé avec vous une œuvre utile. Il aura été juste et solidaire.

Compte tenu du respect de ces deux principes de justice et de solidarité, ainsi que des suites probables, je tiens à vous remercier cordialement dès à présent. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Valkeniers.

De heer Valkeniers. — Mijnheer de Voorzitter, ik zal de minister slechts enkele korte vragen stellen en opmerkingen maken. Zoals de heer De Roo ook heeft opgemerkt, bedraagt deze begroting 10 pct. van de lopende staatsuitgaven en is zij na de staatsschuld de grootste uitgavenpost. De toekomst laat voorzien dat zij nog zal stijgen.

Mijnheer de minister, over de pensioenleeftijd hebben wij reeds verscheidene malen in de commissie gesproken. Zoals u weet zitten wij min of meer op dezelfde golfengete. Ik begrijp een aantal van uw collega's niet die voorhouden dat de pensioenleeftijd moet worden opgetrokken tot 65 jaar — men praat zelfs over 70 jaar — op een ogenblik dat wij vaststellen dat 50 pct. van de bevolking op de leeftijd van 55 à 60 jaar op non-actief staat. Ofwel zijn zij op brugpensioen, brugrustpensioen, werkloos of invalide, ofwel werden zij vroegtijdig om medische redenen gepensioneerd.

Het is bij de bevolking reeds algemeen verspreid dat de meerderheid van de « middeljarigen » er zich op voorbereiden vroegtijdig met pensioen te gaan. Indien u enkele bejaardenbonden zou bezoeken, zou u zich van heel wat mensen verstoeld afvragen of zij reeds met pensioen zijn. Op dat ogenblik voorhouden dat de leeftijd moet worden verhoogd lijkt mij onrealistisch. De Nationale Arbeidsraad vraagt zich zelfs af of de optrekking van de pensioenleeftijd voor vrouwen naar 65 jaar wel iets zal uithalen. Zoals u weet spreekt men van een meer-kost in plaats van een minder-kost. Ik denk dat wij volgende maand het definitieve advies zullen krijgen.

U hebt vroeger reeds gezegd dat u de mening is toegedaan dat wij een meer flexibele pensioenleeftijd moeten krijgen en dat het mogelijk moet zijn eventueel vanaf 55 jaar met pensioen te gaan, natuurlijk op voorwaarde dat het pensioen wordt berekend in verhouding tot het aantal jaren geleverde dienst, wat niet meer dan logisch is. Wil men vroeger gaan, dan krijgt men minder.

Ter zake is het interessant terug te komen op de opmerkingen van de heer Bock. Als wij zien dat het pensioen van de zelfstandigen in zeer vele gevallen vandaag minder bedraagt dan het levensminimum, dan vragen wij ons af of het niet beter zou zijn dit pensioen op te trekken tot het levensminimum — zoals hij heeft voorgesteld — liever dan van deze personen te verwachten — mensen die jaren voor hun pensioen hebben bijgedragen — dat zij nadien hun hand uitsteken voor een aalmoes, waar het uiteindelijk toch op neerkomt. Voor velen is het zeer vernederend dit soort gewaarborgd minimuminkomen te vragen. Graag vernam ik wat u hierover denkt, mijnheer de staatssecretaris.

Het gewaarborgd inkomen voor bejaarden is met 30 pct. gestegen. Dit is vooral te danken aan dit extraatje dat vele zelfstandigen erbij krijgen. Zou het misschien niet beter zijn een verschuiving uit te voeren naar het pensioen van de zelfstandigen en het bedrag onmiddellijk als pensioen uit te keren, liever dan dit gewaarborgd inkomen als dusdanig te behouden? Dit zou eervoller zijn, want een persoon die nooit heeft gewerkt en vrijwel nooit heeft bijgedragen, kan vandaag dit gewaarborgd inkomen voor bejaarden krijgen, terwijl een middenstander die 30 à 40 jaar heeft gewerkt een pensioen krijgt dat lager ligt dan het gewaarborgd inkomen. Daar bestaat een gebrek aan realiteitszin.

Indien men iedereen hetzelfde pensioen wil geven, of de betrokkene nu bijgedragen heeft of niet, dan moet men toch ook de vraag stellen in hoeverre de flexibele pensioenleeftijd, waar het pensioen in verhouding zou zijn tot het aantal jaren dat men heeft gewerkt, niet tot een systeem zal leiden waarbij het pensioen in sommige gevallen minder bedraagt dan het gewaarborgd inkomen voor bejaarden, zodat dit pensioen weer wordt opgetrokken tot het gewaarborgd inkomen. Zo zou uiteindelijk weer geen rekening worden gehouden met het aantal jaren dat men heeft gewerkt. Er rijzen in dit verband heel wat vragen. Wij hebben allen dezelfde bedoeling, namelijk te komen tot een solidariteit, maar ook tot een eerlijke berekening van de pensioenen.

In de overheidssector is er een toename van 12 pct. Het aantal personen tewerkgesteld in de overheidssector is van 400 000 in 1950 gestegen tot 835 000 in 1985. Hier kan de vraag worden gesteld in hoeverre het noodzakelijk is dat de Staat over 835 000 werknemers beschikt. U weet ook dat er tussen die werknemers een zeer grote ongelijkheid bestaat.

Bepaalde groepen kunnen met pensioen gaan — bijna een volledig pensioen — op de leeftijd van 51 of 52 jaar, terwijl andere groepen volledig de pensioenleeftijd moeten bereiken.

De heer Leemans treedt opnieuw als voorzitter op

Wanneer men spreekt over een hervorming van de pensioenregeling, moeten wij ons afvragen in hoeverre men ook in overheidsdienst kan gaan tot een harmonisering, vooral wanneer iedereen de mond vol heeft over solidariteit wat het bedrag betreft van de pensioenen die worden uitgekeerd, maar waar heel wat minder wordt gesproken over solidariteit wat betreft het aantal jaren dat moet worden gewerkt.

Graag zou ik van u vernemen, wanneer u spreekt over een hervorming van het pensioenstelsel, of u ook op het oog hebt in staatsdienst te komen tot een grotere solidariteit inzake de pensioenleeftijd en het aantal jaren dat werd gewerkt.

Onze partij is van oordeel dat de groepsverzekering en het pensioensparen in geen geval afbreuk kunnen doen aan de wettelijke stelsels en dat deze ook geen reden mogen zijn waarom de pensioenen niet zouden worden verhoogd, conform de andere inkomens. Wij zijn van oordeel dat het systeem van de groepsverzekering zeker moet worden behouden. Mocht de groepsverzekering niet langer bestaan, dan zou de *brain-drain* in België nog veel groter zijn gezien de zeer hoge belastingen die worden betaald, vooral door het kaderpersoneel.

Ook op het pensioensparen is er heel wat kritiek. Wij menen echter dat dit pensioensparen een compensatie is voor de zeer hoge belastingen die in ons land worden gevorderd.

Mijnheer de minister, dat waren enkele vragen en enkele opmerkingen. Het zou ons plezierigen mocht u daarop een antwoord verstrekken.

M. le Président. — La parole est à M. Mainil, secrétaire d'Etat.

M. Mainil, secrétaire d'Etat aux Pensions, adjoint au ministre des Affaires sociales. — Monsieur le Président, au-delà des chiffres et de la technique, la matière des pensions concerne concrètement près de deux millions de nos concitoyens. Pourrions-nous continuer à payer les pensions légales? Cette question a, en effet, été largement évoquée à l'occasion de l'instauration de l'épargne-pension.

Il est vrai que le spectre de la faillite des régimes légaux a souvent été agité, comme un argument de vente, pour d'autres formules d'assurances.

Pour être très clair, monsieur Wyninckx, je confirme que je suis le premier à le déplorer, d'autant plus que beaucoup de nos concitoyens doivent vivre de leur pension et que semer l'inquiétude dans ce groupe de population me paraît socialement inacceptable.

Néanmoins, nous ne pouvons nous mettre la tête dans le sable et ignorer les données démographiques. C'est la raison pour laquelle j'ai établi, à l'aide des tout derniers chiffres disponibles, une projection des dépenses pour chacun des grands groupes sociaux. Il en ressort que, sauf événements imprévisibles, le financement des pensions est assuré à moyen terme. Je le confirme, monsieur Wyninckx, et me demande si vous avez bien pris connaissance du rapport de la commission de la Chambre, établi par M. De Roo, et qui a repris, à la demande des commissaires, les éléments essentiels des projections qui ont été établies.

Le régime des salariés, de loin le plus important, est en équilibre et, contrairement à ce que d'aucuns affirment, pas un franc n'a été prélevé, au cours de ces dernières années, sur les réserves de ce régime. Celles-ci sont passées de 23 milliards en 1983 à 39 milliards à la fin de l'année dernière. Le gouvernement vient, par ailleurs, de s'engager solennellement à ne porter, en aucune manière, atteinte à ces réserves.

Il n'empêche que tous les démographes s'accordent à dire qu'il y aura indéniablement un cap difficile à franchir au cours des premières décennies du siècle prochain; nous n'en sommes pas tellement éloignés. Comme je l'ai toujours fait observer, s'il est aisé de prévoir l'évolution des dépenses, qui est fonction des montants de pension et de l'évolution démographique, il est évidemment beaucoup plus difficile de prévoir l'évolution des recettes.

Quels seront, après l'an 2000, l'état de notre économie, la masse salariale et la situation de l'emploi? Le problème se pose et, en cette matière, ni les économistes, ni les actuaires, ne peuvent être d'une grande utilité.

Je reconnais cependant, monsieur Basecq, qu'il n'est pas impossible qu'il faille songer un jour à des modes de financement alternatifs,

mais pas dans le sens où vous l'avez compris (*sourires*), parce que les technologies nouvelles imposeront sans doute la révision d'un système de perception des cotisations essentiellement basé sur la main-d'œuvre.

Nous sommes, je suppose, d'accord sur cette interprétation ?

Je voudrais, par ailleurs, revenir sur les quelques questions qui ont été posées et rappeler à MM. Basecq et Anthuenis que le budget relatif à l'exercice 1987 n'est pas en diminution par rapport à celui de 1986, si l'on tient compte des correctifs nécessaires. Ne pas en tenir compte, c'est faire entrer dans le calcul de ce budget certains transferts, les cotisations de modération des indépendants, etc.

Compte tenu donc de ces correctifs, le budget de 1987 est bel et bien en augmentation de 4 p.c. par rapport à celui de 1986.

Pour le reste, mes réponses s'articuleront autour de trois axes qui correspondent au programme que je me suis assigné : la flexibilité de l'âge de la retraite évoquée par nombre d'intervenants, les petites pensions et, enfin, la rationalisation administrative.

Pour ce qui concerne la formule de flexibilité de l'âge de la retraite, recommandée par la Communauté européenne et sur laquelle il semble y avoir une large identité de vues dans de nombreux pays — le Conseil de l'Europe a le mois dernier encore adopté une résolution allant dans ce sens —, l'idée consiste à remplacer la « retraite couperet » par une retraite « à la carte », chacun choisissant le moment de sa pension dans une « plage » de cinq, voire de dix années. Je ne crois pas, monsieur Basecq, qu'il y ait un renversement de politique en la matière. J'ai d'ailleurs cru comprendre que M. Wyninckx approuvait cette idée de flexibilité.

Concrètement, cela signifie qu'on pourrait obtenir sa pension dès 60 ans, celle-ci étant calculée sur les années de carrière, sans subir le coefficient de réduction appliqué actuellement pour anticipation et qui constitue, en quelque sorte, une pénalisation, difficilement défendable sur le plan social. En effet, pourquoi un travailleur, qui a commencé sa carrière très jeune — ils sont nombreux parmi les pensionnés actuels — doit-il être pénalisé à vie d'une réduction de 25 p.c. de sa pension lorsqu'il la demande à 60 ans s'il compte, à ce moment-là, 45 années de carrière ?

La formule proposée, monsieur Valkeniers, est exactement celle déjà en usage dans le secteur public, tant en ce qui concerne les années de carrière que l'âge de la pension.

Il s'agit donc d'étendre la formule du secteur public à l'ensemble des régimes ; c'est donc une idée d'harmonisation. Mais, pour des raisons parfaitement compréhensibles, des oppositions se manifestent à l'égard de cette formule, spécialement de la part des organisations féminines qui optent pour le maintien du système actuel octroyant aux femmes une pension complète à l'âge de 60 ans après 40 années de carrière.

Il faut cependant rappeler, et M. Anthuenis l'a fait, que l'entrée massive des femmes dans la vie professionnelle se répercutera de plus en plus au niveau des pensions.

En effet, près de 50 p.c. des pensions de retraite sont aujourd'hui accordées à des femmes, alors qu'il n'y en avait que 15 p.c. en 1950.

Il faut savoir aussi que l'écart entre les hommes et les femmes, quant à leur espérance de vie à l'âge de la retraite, s'accroît : il est aujourd'hui de près de cinq ans, alors qu'il était de deux ans en 1950.

Il faut souligner enfin qu'existe une complète inégalité de statut entre l'homme et la femme dans la tranche de 60 à 65 ans, tant en matière d'invalidité qu'en matière de chômage et de pension et donc pour toutes les branches de la sécurité sociale.

Tel est le problème qui se pose. Il me paraît suffisamment important pour que nous l'examinions au Parlement, après consultation des partenaires sociaux.

Le Conseil national du travail analyse, en ce moment, les répercussions de la formule sur l'ensemble de la sécurité sociale et sur les conventions de prépension à négocier pour 1989. Il nous remettra un avis définitif avant les grandes vacances. Il est néanmoins évident qu'on ne pourra, du jour au lendemain, modifier toutes les perspectives de fin de carrière et qu'un large régime transitoire devra être prévu.

J'ai également proposé, monsieur Valkeniers, qu'une bonification pour les années d'interruption de carrière liées à une naissance soit prise en compte pour le calcul de la pension.

Il faudra enfin reconsidérer l'ensemble de la réglementation relative à l'activité professionnelle autorisée des pensionnés pour mettre sur pied une formule de passage souple à la retraite.

Tout ceci montre qu'il ne s'agit pas d'une réforme à réaliser d'urgence, mais d'une orientation fondamentalement nouvelle. C'est pourquoi le gouvernement a décidé de ne rien modifier avant 1989. Le Parlement et les partenaires sociaux disposent ainsi du temps nécessaire pour mettre au point les modalités d'application du nouveau régime.

Dans le même ordre d'idées, je vous rappelle que l'arrêté royal 514 a prorogé pour un an le système de la prépension de retraite et je vous informe que le nombre de préretraités vient d'atteindre les 30 500 à la fin du mois d'avril 1987. Cela signifie aussi que 30 500 demandeurs d'emplois ont été embauchés et, selon une enquête effectuée dans l'ensemble du pays, 90 p.c. d'entre eux ont été engagés sous contrat à durée indéterminée.

La formule a donc connu un grand succès. Elle sera, comme vous le savez, prorogée l'année prochaine, le relais devant être assuré par le système de la flexibilité de l'âge de la retraite.

J'aborderai rapidement le deuxième axe, relatif aux petites pensions.

Il est vrai que notre pays compte une forte proportion de petits pensionnés : 80 p.c. des pensions sociales sont inférieures à 25 000 francs par mois et, dans le secteur public, monsieur Wyninckx, ce chiffre atteint 30 p.c.

Mais il faut être prudent quand on manie ces statistiques car, vous le savez, les petites pensions comprennent toutes les pensions partielles. Des pensions insignifiantes dans un régime peuvent parfaitement être complétées par des avantages substantiels dans un autre régime. D'ailleurs, en application de la loi d'harmonisation, les administrations...

M. Wyninckx. — Il s'agit de chiffres réels et non de chiffres trompeurs !

M. Mainil, secrétaire d'Etat aux Pensions, adjoint au ministre des Affaires sociales. — ... procèdent en ce moment à l'uniformisation des matricules, d'après le numéro du Registre national. C'est important car nous pourrions ainsi y voir plus clair.

Comme vous le savez, toujours à propos des petites pensions, le revenu garanti aux personnes âgées a non seulement toujours été indexé, mais il a en outre été sensiblement majoré chaque année, ce qui a creusé l'écart entre le revenu garanti et la pension des indépendants.

Il est donc exact que les indépendants pensionnés restent à la traîne et, sur ce point, je suis d'accord avec M. Bock. Il n'est pas normal que les indépendants pouvant justifier une carrière complète au cours de laquelle ils ont versé des cotisations qui peuvent atteindre 130 000 francs par an, monsieur Valkeniers, reçoivent finalement 25 p.c. de moins que le montant du revenu garanti aux personnes âgées.

Le gouvernement a décidé de combler progressivement ce retard ; la première augmentation interviendra le 1^{er} janvier prochain.

Il faut savoir aussi que le coût de ce rattrapage est de l'ordre de 7,3 milliards.

Pour éviter toute équivoque, je dois ajouter, à l'attention de MM. Bataille, Bock et Valkeniers, que ce rattrapage sera organisé selon une programmation qui est à l'étude en collaboration avec mon collègue des Classes moyennes. Il est évident que nous ne pourrions nous assurer les ressources nécessaires par des cotisations qui hypothéqueraient les indépendants actifs. Le rattrapage doit donc être programmé de manière raisonnable.

J'ajoute que des mesures me paraissent s'imposer en faveur d'autres petits pensionnés. Je songe spécialement à la prime de rattrapage et aux plus vieux pensionnés — vous avez eu raison de le rappeler — et, parmi eux, à ceux qui vivent seuls. C'est, en effet, dans ces catégories qu'on trouve le plus grand état de précarité.

J'en viens au dernier axe de mon intervention : la simplification administrative.

Il est bien connu que les pensionnés, dans leur immense majorité, relèvent de plusieurs régimes de pension. Ils doivent actuellement, pour établir leurs droits, s'adresser à de multiples organismes qui bien souvent siègent dans des localités différentes. Cela signifie, monsieur Bataille, que l'unification est indispensable. De la même manière, l'unification des paiements réduirait considérablement les frais administratifs et permettrait une application plus correcte du précompte, ce qui éviterait, dans une large mesure, les régularisations fiscales qu'impose la globalisation des pensions perçues.

L'unification des matricules que je viens d'évoquer est évidemment une condition de base de la réussite de cette opération de centralisation des paiements.

Je me rends certes compte que tout projet de simplification et d'unification administratives se heurte toujours à des résistances, que ce soit au niveau des organes des institutions, au niveau des fonctionnaires ou au niveau des administrations, c'est bien connu. Nous aurons encore l'occasion de débattre de cet aspect du problème puisque, en l'occurrence, il appartiendra au Parlement de se prononcer.

Sans attendre cette restructuration plus complète, l'arrêté royal n° 513 dont a parlé M. Bataille vient de fusionner les différents organismes de pension qui fonctionnent à la Tour du Midi.

Pourquoi prévoir plusieurs équipements informatiques, alors qu'il est possible de les regrouper? Pourquoi réaliser des opérations successives de transferts de fonds alors qu'elles peuvent être accomplies en une fois et qu'un jour perdu chaque mois représente environ 100 millions d'intérêt par an?

Ainsi se concrétise, pas à pas, l'idée d'un organisme de pension unique, largement décentralisé, avec un même guichet, un même dossier et un paiement unique. Il y va de l'intérêt du public.

Monsieur le Président, chers collègues, voilà les réflexions que m'ont inspirées les questions posées. Je les ai axées autour des trois orientations que je me suis tracées. Nous aurons, je le répète, l'occasion d'y revenir.

Je puis vous assurer que je m'efforce d'assumer mon rôle de gardien des pensions légales et de rassurer tous ceux qui vivent de leur pension. J'essaie aussi de simplifier les choses en regroupant tout ce qui peut l'être et en décentralisant les services mis à la disposition des citoyens. (Applaudissements sur les bancs de la majorité.)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles de chacun des projets de loi.

Daar niemand meer het woord vraagt, is de algemene beraadslaging gesloten en gaan wij over tot het onderzoek van de artikelen van elk van de ontwerpen van wet.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DES PENSIONS POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1986

Discussion et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN PENSIOENEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1986

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi contenant le budget des Pensions pour 1986.

Wij gaan over tot de bespreking van de artikelen van het ontwerp van wet houdende de begroting van Pensionen voor 1986.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de bespreking van de artikelen van de tabel, breng ik deze in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (Voir document n° 5-III-1, session 1985-1986, du Sénat.)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (Zie stuk nr. 5-III-1, zitting 1985-1986, van de Senaat.)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés :

Crédits pour les dépenses courantes (titre I)

Article 1^{er}. § 1^{er}. Il est ouvert pour les dépenses afférentes au budget des Pensions pour l'année budgétaire 1986, des crédits s'élevant au montant ci-après (en millions de francs) :

	Crédits non dissociés
Titre I	
Dépenses courantes	183 628,2
Total	183 628,2

Ces crédits sont énumérés au titre I du tableau annexé à la présente loi.

§ 2. Les allocations de base qui résultent de la ventilation des crédits entre divisions organiques et programmes d'activités, telles qu'elles sont reprises dans les tableaux de moyens budgétaires du programme justificatif, font l'objet d'un suivi comptable.

§ 3. Le contrôleur des engagements et la Cour des comptes veillent à ce que les dépenses soient correctement imputées sur les allocations de base et à ce que ces dernières ne soient pas dépassées.

Kredieten voor de lopende uitgaven (titel I)

Artikel 1. § 1. Voor de uitgaven betreffende de begroting van Pensioenen voor het begrotingsjaar 1986, worden kredieten geopend ten bedrage van (in miljoenen franken) :

	Niet-gesplitste kredieten
Titel I	
Lopende uitgaven	183 628,2
Totaal	183 628,2

Die kredieten worden opgesomd onder titel I van de bij deze wet gevoegde tabel.

§ 2. De basisallocaties die voortvloeien uit de ventilatie van de kredieten over organisatieafdelingen en activiteitenprogramma's, zoals ze herenomen worden in de tabellen van de begrotingsmiddelen van het verantwoordigingsprogramma, maken het voorwerp uit van een boekhoudkundige opvolging.

§ 3. De controleur der vastleggingen en het Rekenhof zien erop toe dat de uitgaven op de basisallocaties juist worden aangerekend en zorgen bovendien ervoor dat deze laatste niet overschreden worden.

— Adopté.

Aangenomen.

Dispositions particulières relatives aux dépenses courantes

Art. 2. Les dotations inscrites dans le budget des Pensions pour l'année budgétaire 1986 aux articles énumérés ci-après peuvent également couvrir les dépenses des années antérieures :

Titre I

Pensions civiles, ecclésiastiques et militaires : les articles 11.01, 11.02, 11.03, 11.04, 11.05, 11.06, 11.09, 33.02, 33.21, 33.22, 33.23, 33.24, 40.01, 42.13, 01.01, 01.02, 01.03, 03.01.

Pensions de guerre : les articles 33.01, 33.03, 33.04, 33.05, 33.06, 33.07, 41.11, 33.26, 33.27, 42.14, 33.41.

Pensions sociales : l'article 42.02.

Bijzondere bepalingen betreffende de lopende uitgaven

Art. 2. De dotaties ingeschreven onder de hiernavermelde artikelen van de begroting van Pensionen voor het begrotingsjaar 1986 mogen eveneens de uitgaven voor voorgaande jaren dekken :

Titel I

Burgerlijke, kerkelijke en militaire pensioenen : de artikelen 11.01, 11.02, 11.03, 11.04, 11.05, 11.06, 11.09, 33.02, 33.21, 33.22, 33.23, 33.24, 40.01, 42.13, 01.01, 01.02, 01.03, 03.01.

Oorlogspensioenen : de artikelen 33.01, 33.03, 33.04, 33.05, 33.06, 33.07, 41.11, 33.26, 33.27, 42.14, 33.41.

Sociale pensioenen : artikel 42.02.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. Les dépenses à imputer sur les crédits des articles 11.07, 11.18, 11.19, 11.20, 11.21, 11.22, pourront être liquidées à charge d'avances de fonds dont le montant maximum ne pourra excéder le tiers des crédits alloués à chacun des ministères ordonnateurs. Les secours alloués à titre de complément à une pension ou un traitement de disponibilité minime seront payés par mensualités. Seule la liquidation du premier terme s'effectuera sur visa préalable de la Cour des comptes, au vu de l'arrêté royal ou de l'arrêté ministériel d'allocation.

Art. 3. De uitgaven op de kredieten van artikelen 11.07, 11.18, 11.19, 11.20, 11.21, 11.22, aan te rekenen, zullen mogen vereffend worden bij middel van geldvoorschotten waarvan het maximumbedrag een derde van de kredieten, toegekend aan elk ordonnancerend ministerie, niet zal mogen overschrijden. De hulp gelden, toegekend als aanvulling van een gering pensioen of wachtwedde, zullen maandelijks uitbetaald worden. Alleen de vereffening van de eerste termijn zal geschieden mits voorafgaand visum van het Rekenhof op overlegging van het koninklijk of ministerieel toekenningsbesluit.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 4. Le produit de la cotisation spéciale et temporaire à charge des isolés et des familles sans enfants du secteur public versé au Fonds des pensions de survie (art. 66.03.B), est affecté au financement des dépenses en matière de pensions de retraite du personnel de l'Etat (art. 11.01), de l'armée et de la gendarmerie (art. 11.03) et de l'enseignement subventionné (art. 40.01).

Le produit de cette cotisation est estimé à 2 250,0 millions de francs pour l'exercice 1986.

Art. 4. De opbrengst van de bijzondere en tijdelijke bijdrage ten laste van de alleenstaanden en van de gezinnen zonder kinderen van de openbare sector, gestort op het Fonds voor overlevingspensioenen (art. 66.03.B), wordt aangewend voor de financiering van de uitgaven inzake de rustpensioenen van het rijks personeel (art. 11.01), van het leger en de rijkswacht (art. 11.03) en van het gesubsidieerd onderwijs (art. 40.01).

De opbrengst van deze bijdrage wordt geacht 2 250,0 miljoen frank te bedragen voor het begrotingsjaar 1986.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 5. En application de l'article 61 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension, l'excédent du produit de la contribution personnelle au financement des pensions de survie enregistré à l'article 66.03.B, est affecté au financement des dépenses en matière de pensions de retraite du personnel de l'Etat (art. 11.01), de l'armée et de la gendarmerie (art. 11.03) et de l'enseignement subventionné (art. 40.01).

Cet excédent est fixé à 6 050,0 millions de francs pour l'exercice 1986.

Art. 5. In toepassing van artikel 61 van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, wordt het overschot van de opbrengst van de persoonlijke bijdrage voor de financiering van de overlevingspensioenen geregistreerd op artikel 66.03.B, aangewend voor de financiering van de uitgaven inzake de rustpensioenen van het rijks personeel (art. 11.01), van het leger en de rijkswacht (art. 11.03) en van het gesubsidieerd onderwijs (art. 40.01).

Dit overschot wordt vastgesteld op 6 050,0 miljoen frank voor het begrotingsjaar 1986.

— Adopté.

Aangenomen.

Section particulière (titre IV)

Art. 6. Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux figurant au Titre IV du tableau joint à la présente loi, sont évaluées à 31 020,2 millions de francs pour les recettes et à 31 329,7 millions de francs pour les dépenses.

Le mode de disposition des avoirs mentionnés à ces fonds est indiqué en regard du numéro de l'article se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé à l'intervention du ministre des Finances sont désignés par l'indice B.

Afzonderlijke sectie (titel IV)

Art. 6. De verrichtingen op de speciale fondsen die voorkomen in Titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, worden geraamd op 31 020,2 miljoen frank voor de ontvangsten en op 31 329,7 miljoen frank voor de uitgaven.

De wijze van beschikking over het tegoed vermeld voor deze fondsen wordt aangeduid naast het nummer van het artikel dat betrekking heeft op elk dezer.

De fondsen waarvan de uitgaven aan het voorafgaand visum van het Rekenhof worden voorgelegd, worden door het teken A aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop door tussenkomst van de minister van Financiën wordt beschikt, worden door het teken B aangeduid.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 7. Le Trésor est autorisé à consentir des avances lorsque le compte du fonds qui fait l'objet de l'article 66.08.B du titre IV du tableau joint à la présente loi se trouvera en position débitrice.

Art. 7. De Schatkist is gemachtigd voorschotten toe te kennen, wanneer de rekening van het fonds dat het voorwerp uitmaakt van het artikel 66.08.B van titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, zich in debettoestand zal bevinden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 8. Le Trésor est autorisé à consentir des avances lorsque les comptes courants des opérations de Trésorerie 80.07.01.00.B (pensions de retraite du personnel de certains organismes d'intérêt public) et 80.07.02.00.B (indemnisation en matière d'accidents du travail pour le personnel de certains organismes d'intérêt public) se trouvent en position débitrice.

Art. 8. De Schatkist wordt ertoe gemachtigd voorschotten te verlenen indien de lopende rekeningen van Schatkistverrichtingen 80.07.01.00.B (rustpensioenen voor het personeel van sommige instellingen van openbaar nut) en 80.07.02.00.B (toelage in verband met arbeidsongevallen voor het personeel van sommige instellingen van openbaar nut) zich in debettoestand bevinden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 9. La liquidation des indemnités de funérailles, accordées en vertu de l'article 6 de la loi du 30 avril 1958 aux ayants droit de pensionnés de l'Etat, a lieu sur avances de fonds conformément à l'article 15 de la loi du 29 octobre 1846, le montant de chacune de ces avances ne pouvant dépasser 10 000 000 de francs.

Art. 9. De vereffening van de begrafenisvergoedingen toegekend krachtens artikel 6 van de wet van 30 april 1958 aan de rechthebbenden van gepensioneerde rijksambtenaren gebeurt op fondsenvoorschotten overeenkomstig artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846; het bedrag van elk van die voorschotten mag niet meer bedragen dan 10 000 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 10. Le ministre des Finances peut consentir des avances à valoir sur l'indemnité prévue par l'article 6 de la loi du 30 avril 1958 instituant une indemnité de funérailles en faveur des ayants droit de pensionnés de l'Etat.

Art. 10. De minister van Financiën kan voorschotten toestaan op de vergoeding bedoeld bij artikel 6 van de wet van 30 april 1958 tot instelling

van een begrafenisvergoeding ten gunste van de rechthebbenden van gepensioneerde rijksambtenaren.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 11. L'article 240 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980 est remplacé, avec effet au 25 août 1980, par la disposition suivante:

« Art. 240. § 1^{er}. En vue de participer à l'équilibre financier de la sécurité sociale et de réduire l'intervention du Trésor dans certaines prestations sociales, les organismes d'intérêt public dont le personnel ne contribue pas au « Fonds des pensions de survie » et qui assurent à leur personnel ou aux ayants droit de celui-ci, un revenu de pension comprenant des avantages à caractère contractuel ou statutaire ou des avantages extra-légaux d'une autre nature, dont la charge est, au moins en partie, supportée par l'employeur, sont tenus de verser une quote-part sous forme de cotisation unique et forfaitaire au profit du « Fonds destiné au financement partiel des pensions » prévu au titre IV du budget des Pensions.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er}, une cotisation globale de 1 185 millions de francs est répartie comme suit, entre les organismes désignés ci-après, en fonction, d'une part, des effectifs de ces organismes et, d'autre part, en cas d'existence d'un Fonds de pension propre à l'organisme, en fonction des réserves inscrites dans ces Fonds:

- 1^o Banque Nationale de Belgique: 429 188 230 francs;
- 2^o Caisse générale d'épargne et de retraite: 446 671 056 francs;
- 3^o Caisse nationale de crédit professionnel: 21 490 022 francs;
- 4^o Commission bancaire: 10 588 022 francs;
- 5^o Crédit communal de Belgique: 134 708 714 francs;
- 6^o Institut de réescompte et de garantie: 7 727 338 francs;
- 7^o Institut national de crédit agricole: 31 083 782 francs;
- 8^o Office central de crédit hypothécaire: 9 925 182 francs;
- 9^o Office central du Ducroire: 14 024 332 francs;
- 10^o Société nationale de crédit à l'industrie: 73 087 008 francs;
- 11^o Société nationale d'investissement: 6 506 314 francs;

§ 3. Le Roi désigne, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les autres organismes d'intérêt public soumis à l'application du § 1^{er} et fixe, pour chacun d'eux, le montant du versement à effectuer.

§ 4. Les organismes désignés au § 2 sont tenus d'effectuer le versement qui leur incombe au compte n° 000-2002200-23 du Trésor public dans les trente jours suivant la date de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*. Les versements effectués par ces organismes en application de l'arrêté royal du 5 mai 1981 pris en exécution de l'article 240 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, sont considérés comme des avances non productives d'intérêts et viennent en déduction de ceux dus en exécution du présent article.

§ 5. Les organismes désignés en exécution du § 3 sont tenus d'effectuer le versement qui leur incombe au compte n° 000-2002200-23 du Trésor public dans les trente jours qui suivront la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté qui procédera à leur désignation.

§ 6. L'arrêté royal du 5 mai 1981 visé au § 4 est rapporté.»

Art. 11. Artikel 240 van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980 wordt, vanaf 25 augustus 1980, door de volgende bepaling vervangen:

« Art. 240. § 1. Ten einde bij te dragen tot het financieel evenwicht van de sociale zekerheid en de tussenkomst van de Schatkist in sommige sociale uitkeringen te verminderen, zijn de organismen van openbaar nut waarvan het personeel niet bijdraagt in het « Fonds voor overlevingspensioenen » en die hun personeel of de rechthebbenden ervan een pensioeninkomen waarborgen dat voordelen omvat van contractuele of statutaire aard of extra-wettelijke voordelen van een andere aard waarvan de last, althans gedeeltelijk, gedragen wordt door de werkgever, gehouden een aandeel in de vorm van een enige en forfaitaire bijdrage te storten ten gunste van het « Fonds bestemd voor de gedeeltelijke financiering van de pensioenen » voorzien bij titel IV van de begroting van Pensioenen.

§ 2. Voor de toepassing van § 1, wordt een totale bijdrage van 1 185 miljoen frank tussen de hieronder aangeduide instellingen als volgt

verdeeld op grond van, enerzijds, de personeelsbestanden van die instellingen en, anderzijds, ingeval er een Pensioenfonds van de instelling zelf bestaat, op grond van de in die Fondsen ingeschreven reserves:

- 1^o Nationale Bank van België: 429 188 230 frank;
- 2^o Algemene Spaar- en Lijfrentekas: 446 671 056 frank;
- 3^o Nationale Kas voor beroepskrediet: 21 490 022 frank;
- 4^o Bankcommissie: 10 588 022 frank;
- 5^o Gemeentekrediet van België: 134 708 714 frank;
- 6^o Herdisconterings- en Waarborginstituut: 7 727 338 frank;
- 7^o Nationaal Instituut voor landbouwkrediet: 31 083 782 frank;
- 8^o Centraal Bureau voor hypotheckair krediet: 9 925 182 frank;
- 9^o Nationale DelcredereDienst: 14 024 332 frank;
- 10^o Nationale Maatschappij voor krediet aan de nijverheid: 73 087 008 frank;
- 11^o Nationale Investeringsmaatschappij: 6 506 314 frank.

§ 3. De Koning duidt, bij in Ministerraad overlegd besluit, de andere organismen van openbaar nut aan die onderworpen zijn aan de toepassing van § 1, en bepaalt voor elk van hen het bedrag van de storting die ze moeten verrichten.

§ 4. De organismen aangeduid in § 2 zijn gehouden deze storting te doen op rekening nr. 000-2002200-23 van de Openbare Schatkist binnen de dertig dagen volgend op de datum van de bekendmaking van onderhavige wet in het *Belgisch Staatsblad*. De stortingen door deze organismen verricht in toepassing van het koninklijk besluit van 5 mei 1981, getroffen ter uitvoering van artikel 240 van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, worden beschouwd als voorschotten die geen intresten opleveren en komen in mindering van deze verschuldigd ter uitvoering van onderhavig artikel.

§ 5. De organismen, aangeduid in uitvoering van § 3, zijn gehouden deze storting te doen op rekening nr. 00-2002200-23 van de Openbare Schatkist binnen de dertig dagen volgend op de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit dat overgaat tot hun aanwijzing.

§ 6. Het koninklijk besluit van 5 mei 1981 bedoeld in § 4 wordt ingetrokken.»

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen later over het ontwerp van wet in zijn geheel.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DES PENSIONS POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1987

Discussion et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN PENSIOENEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1987

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi contenant le budget des Pensions pour 1987.

Wij gaan over tot de bespreking van de artikelen van het ontwerp van wet houdende de begroting van Pensioenen voor 1987.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de behandeling van de artikelen van de tabel, breng ik deze in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (Voir document n° 5-III-1, session 1986-1987, du Sénat.)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (Zie stuk nr. 5-III-1, zitting 1986-1987, van de Senaat.)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés :

Crédits pour les dépenses courantes (titre I)

Article 1^{er}. § 1^{er}. Il est ouvert pour les dépenses afférentes au budget des Pensions pour l'année budgétaire 1987, des crédits s'élevant aux montants ci-après (en millions de francs) :

	Crédits non dissociés
Titre I	
Dépenses courantes	181 304,2
Total	181 304,2

Ces crédits sont énumérés au titre I du tableau annexé à la présente loi.

§ 2. Les allocations de base qui résultent de la ventilation des crédits entre divisions organiques et programmes d'activités, telles qu'elles sont reprises dans les tableaux de moyens budgétaires du programme justificatif, font l'objet d'un suivi comptable.

§ 3. Le contrôleur des engagements et la Cour des comptes veillent à ce que les dépenses soient correctement imputées sur les allocations de base et à ce que ces dernières ne soient pas dépassées.

Kredieten voor de lopende uitgaven (titel I)

Artikel 1. § 1. Voor de uitgaven betreffende de begroting van Pensioenen voor het begrotingsjaar 1987, worden kredieten geopend ten bedrage van (in miljoenen franken) :

	Niet-gesplitste kredieten
Titel I	
Lopende uitgaven	181 304,2
Totaal	181 304,2

Die kredieten worden opgesomd onder titel I van de bij deze wet gevoegde tabel.

§ 2. De basisallocaties die voortvloeien uit de ventilatie van de kredieten over organisatieafdelingen en activiteitenprogramma's, zoals ze hernomen worden in de tabellen van de begrotingsmiddelen van het verantwoordingsprogramma, maken het voorwerp uit van een boekhoudkundige opvolging.

§ 3. De controleur der vastleggingen en het Rekenhof zien erop toe dat de uitgaven op de basisallocaties juist worden aangerekend en zorgen bovendien ervoor dat deze laatste niet overschreden worden

— Adopté.

Aangenomen.

*Dispositions particulières
relatives aux dépenses courantes*

Art. 2. Les dotations inscrites dans le budget des Pensions pour l'année budgétaire 1987 aux articles énumérés ci-après peuvent également couvrir les dépenses des années antérieures :

Titre I

Pensions civiles, ecclésiastiques et militaires: les articles 11.01, 11.02, 11.03, 11.04, 11.05, 11.06, 11.09, 33.02, 33.21, 33.22, 33.23, 33.24, 40.01, 42.13, 01.01, 01.02, 01.03, 03.01.

Pensions de guerre: les articles 33.01, 33.03, 33.04, 33.05, 33.06, 33.07, 41.11, 33.26, 33.27, 42.14, 33.41.

Pensions sociales: l'article 42.02.

*Bijzondere bepalingen
betreffende de lopende uitgaven*

Art. 2. De dotaties ingeschreven onder de hiernavermelde artikelen van de begroting van Pensioenen voor het begrotingsjaar 1987 mogen eveneens de uitgaven van voorgaande jaren dekken :

Titel I

Burgerlijke, kerkelijke en militaire pensioenen: de artikelen 11.01, 11.02, 11.03, 11.04, 11.05, 11.06, 11.09, 33.02, 33.21, 33.22, 33.23, 33.24, 40.01, 42.13, 01.01, 01.02, 01.03, 03.01.

Oorlogspensioenen: de artikelen 33.01, 33.03, 33.04, 33.05, 33.06, 33.07, 41.11, 33.26, 33.27, 42.14, 33.41.

Sociale pensioenen: artikel 42.02.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. Les dépenses à imputer sur les crédits des articles 11.07, 11.18, 11.19, 11.20, 11.21, 11.22, pourront être liquidées à charge d'avances de fonds dont le montant maximum ne pourra excéder le tiers des crédits alloués à chacun des ministères ordonnateurs. Les secours alloués à titre de complément à une pension ou un traitement de disponibilité minime seront payés par mensualités. Seule la liquidation du premier terme s'effectuera sur visa préalable de la Cour de comptes, au vu de l'arrêté royal ou de l'arrêté ministériel d'allocation.

Art. 3. De uitgaven op de kredieten van artikelen 11.07, 11.18, 11.19, 11.20, 11.21, 11.22, aan te rekenen, zullen mogen vereffend worden bij middel van geldvoorschotten waarvan het maximumbedrag een derde van de kredieten, toegekend aan elke ordonnancerend ministerie, niet zal mogen overschrijden. De hulp gelden, toegekend als aanvulling van een gering pensioen of wachtwedde, zullen maandelijks uitbetaald worden. Alleen de vereffening van de eerste termijn zal geschieden mits voorafgaand visum van het Rekenhof op overlegging van het koninklijk of ministerieel toekenningsbesluit.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 4. Le produit de la cotisation spéciale et temporaire à charge des isolés et des familles sans enfants du secteur public versé au Fonds des pensions de survie (art. 66.03.B), est affecté au financement des dépenses en matière de pensions de retraite du personnel de l'Etat (art. 11.01), de l'armée et de la gendarmerie (art. 11.03) et de l'enseignement subventionné (art. 40.01).

Le produit de cette cotisation est estimé à 2 250 millions de francs pour l'exercice 1987.

Art. 4. De opbrengst van de bijzondere en tijdelijke bijdrage ten laste van de alleenstaanden en van de gezinnen zonder kinderen van de openbare sector, gestort op het Fonds voor overlevingspensioenen (art. 66.03.B), wordt aangewend voor de financiering van de uitgaven inzake de rustpensioenen van het rijks personeel (art. 11.01), van het leger en de rijkswacht (art. 11.03) en van het gesubsidieerd onderwijs (art. 40.01).

De opbrengst van deze bijdrage wordt geacht 2 250 miljoen frank te bedragen voor het begrotingsjaar 1987.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 5. En application de l'article 61 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension, l'excédent du produit de la contribution personnelle au financement des pensions de survie enregistré à l'article 66.03.B, est affecté au financement des dépenses en matière de pensions de retraite du personnel de l'Etat (art. 11.01), de l'armée et de la gendarmerie (art. 11.03) et de l'enseignement subventionné (art. 40.01).

Cet excédent est fixé à 6 576 millions de francs pour l'exercice 1987.

Art. 5. In toepassing van artikel 61 van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, wordt het overschot van de opbrengst van de persoonlijke bijdrage voor de financiering van de overlevingspensioenen geregistreerd op artikel

66.03.B, aangewend voor de financiering van de uitgaven inzake de rustpensioenen van het rijkspersoneel (art. 11.01), van het leger en de rijkswacht (art. 11.03) en van het gesubsidieerd onderwijs (art. 40.01).

Dit overschot wordt vastgesteld op 6 576 miljoen frank voor het begrotingsjaar 1987.

— Adopté.

Aangenomen.

Section particulière (titre IV)

Art. 6. Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux figurant au Titre IV du tableau joint à la présente loi, sont évaluées à 30 082,0 millions de francs pour les recettes et à 31 274,1 millions de francs pour les dépenses.

Le mode de disposition des avoirs mentionnés à ces fonds est indiqué en regard du numéro de l'article se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé à l'intervention du ministre des Finances sont désignés par l'indice B.

Afzonderlijke sectie (titel IV)

Art. 6. De verrichtingen op de speciale fondsen die voorkomen in Titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, worden geraamd op 30 082,0 miljoen frank voor de ontvangsten en op 31 274,1 miljoen frank voor de uitgaven.

De wijze van beschikking over het tegoed vermeld voor deze fondsen wordt aangeduid naast het nummer van het artikel dat betrekking heeft op elk dezer.

De fondsen waarvan de uitgaven aan het voorafgaand visum van het Rekenhof worden voorgelegd, worden door het teken A aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop door tussenkomst van de minister van Financiën wordt beschikt worden door het teken B aangeduid.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 7. Le Trésor est autorisé à consentir des avances lorsque le compte du fonds qui fait l'objet de l'article 66.08.B du titre IV du tableau joint à la présente loi se trouvera en position débitrice.

Art. 7. De Schatkist is gemachtigd voorschotten toe te kennen, wanneer de rekening van het fonds dat het voorwerp uitmaakt van het artikel 66.08.B van titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, zich in debettoestand zal bevinden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 8. Le Trésor est autorisé à consentir des avances lorsque les comptes courants des opérations de Trésorerie 80.07.01.00.B (pensions de retraite du personnel de certains organismes d'intérêt public), 80.07.02.00.B (indemnisation en matière d'accidents du travail pour le personnel de certains organismes d'intérêt public) et 82.01.02.60 (pensions du personnel communal — Régime commun) se trouvent en position débitrice.

Art. 8. De Schatkist wordt ertoe gemachtigd voorschotten te verlenen indien de lopende rekeningen van Schatkistverrichtingen 80.07.01.00.B (rustpensioenen voor het personeel van sommige instellingen van openbaar nut), 80.07.02.00.B (toelage in verband met arbeidsongevallen voor het personeel van sommige instellingen van openbaar nut) en 82.01.02.60 (pensioenen voor het gemeentepersoneel — Gemeenschappelijk regime) zich in debettoestand bevinden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 9. La liquidation des indemnités de funérailles, accordées en vertu de l'article 6 de la loi du 30 avril 1958 aux ayants droit de pensionnés de l'Etat, a lieu sur avances de fonds conformément à l'article 15 de la

loi du 29 octobre 1846, le montant de chacune de ces avances ne pouvant dépasser 10 000 000 de francs.

Art. 9. De vereffening van de begrafenisvergoedingen toegekend krachtens artikel 6 van de wet van 30 april 1958 aan de rechthebbenden van gepensioneerde rijksambtenaren gebeurt op fondsenvoorschotten overeenkomstig artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846; het bedrag van elk van die voorschotten mag niet meer bedragen dan 10 000 000 franken.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 10. Le ministre des Finances peut consentir des avances à valoir sur l'indemnité prévue par l'article 6 de la loi du 30 avril 1958 instituant une indemnité de funérailles en faveur des ayants droit de pensionnés de l'Etat.

Art. 10. De minister van Financiën kan voorschotten toestaan op de vergoeding bedoeld bij artikel 6 van de wet van 30 april 1958 tot instelling van een begrafenisvergoeding ten gunste van de rechthebbenden van gepensioneerde rijksambtenaren.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen later over het ontwerp van wet in zijn geheel.

MEDEDELING VAN DE VOORZITTER

COMMUNICATION DE M. LE PRÉSIDENT

De Voorzitter. — Dames en heren, de minister van Middenstand kan morgen niet aanwezig zijn in de Senaat. Daarom zullen wij de begrotingen van Middenstand vanavond nog bespreken. De vergadering zou hierdoor wel kunnen uitlopen tot 22 uur 30 of zelfs 23 uur. Ik verontschuldig mij hiervoor bij het personeel, maar aldus kunnen wij misschien een vergadering op vrijdag vermijden.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1986

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1987

Discussion générale

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN MIDDENSTAND VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1986

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN MIDDENSTAND VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1987

Algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous abordons l'examen des projets de loi relatifs au budget du ministère des Classes moyennes.

Aan de orde is de bespreking van de ontwerpen van wet betreffende de begroting van het ministerie van Middenstand.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

La parole est à M. Basecq.

M. Basecq. — Monsieur le Président, à cette heure tardive, mon intervention dans la discussion du budget du ministère des Classes moyennes sera d'autant plus brève que je m'en voudrais d'empêcher le Sénat d'atteindre le record historique qui consiste à examiner dix budgets au cours d'une seule journée.

Dans le cadre de la discussion des budgets du ministère des Classes moyennes pour les exercices 1986 et 1987, je voudrais exprimer le ressentiment du groupe des socialistes francophones à l'égard des piètres résultats que la majorité sociale-chrétienne-libérale a pu réaliser en ce qui concerne les indépendants et les PME.

En effet, alors que la droite tient les rênes du pouvoir depuis plus de cinq ans — ce qui est un laps de temps suffisant pour élaborer une politique spécifique —, force m'est de constater qu'en faveur des indépendants et des PME, aucune politique globale n'a vu le jour, en dehors des restrictions sévères que le gouvernement a décidé d'appliquer dans ce secteur.

Nous avons l'impression que nos gouvernants se sont contentés de parer au plus pressé, de répondre aux vœux de quelques groupes socio-économiques privilégiés, de résoudre les problèmes ponctuels quand ils se présentaient, et cela avec une vision à très court terme, bref, de gérer la crise sans prendre les mesures dynamiques que les indépendants et les PME attendaient.

L'éparpillement des compétences entre le ministère des Classes moyennes, les ministères régionaux et communautaires, l'INASTI, les chambres des métiers et négoce et différents autres organismes encore, qui traitent des problèmes des indépendants, ne facilite évidemment pas votre tâche, monsieur le ministre. Mais il faut bien constater que la volonté politique d'élaborer une véritable politique concertée pour assurer la promotion des indépendants et des PME n'a jamais existé dans la réalité.

Depuis de nombreuses années déjà — et je l'ai souligné en décembre 1985 lors de la discussion de la déclaration gouvernementale —, les PME et les indépendants sont doublement touchés par la politique d'austérité menée par la majorité chrétienne libérale. Non seulement leurs revenus réels ont diminué en raison de l'augmentation des cotisations sociales et de l'instauration de la cotisation de solidarité, mais, en outre, ils subissent les conséquences de la baisse du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs et des allocataires sociaux.

Le revenu des classes moyennes est donc à l'index zéro depuis plusieurs années, ne vous en déplaît-il pas.

Sur le plan de l'emploi, le moins que l'on puisse dire c'est que le gouvernement n'est pas parvenu à enrayer le chômage, et ce également par manque de volonté politique en la matière.

Ce n'est pas par hasard que j'en viens à vous parler de l'emploi au cours de cette intervention traitant des Classes moyennes. En effet, il n'est un secret pour personne que l'intention du gouvernement est de faire diminuer les chiffres du chômage en supprimant les obstacles qui empêchent les chômeurs de devenir indépendants. Si le remède peut s'avérer valable pour certaines activités professionnelles, pour d'autres, par contre, l'arrivée sur le marché de nouvelles recrues ne fera qu'accroître les difficultés des indépendants déjà installés en renforçant la concurrence.

Cette mesure, dont la portée ne vise, à nouveau, que le court terme, a pour seul objectif de diminuer la charge financière et le nombre des chômeurs. Ce faisant, le gouvernement ne fait que reporter le poids de la crise sur une autre catégorie professionnelle déterminée. La conversion des chômeurs en indépendants risque bien, à terme, de déstabiliser le tissu économique et de précipiter vers la faillite à la fois certaines petites entreprises existantes et les nouvelles entreprises qui voudraient s'implanter dans un marché saturé.

Il ne suffit pas, monsieur le ministre, de déclarer comme vous l'avez fait à la Chambre, qu'il n'y a pas plus de faillites en ce domaine que dans l'ensemble et que s'il est vrai qu'on n'a pas encore assez de recul dans ce domaine, la situation n'y est pas plus grave qu'ailleurs. Soyons lucides, s'il vous plaît. Dans la situation économique que nous connaissons aujourd'hui, une offre plus grande de services n'entraînera pas corrélativement une demande plus importante car les revenus des appointés salariés, des fonctionnaires, des chômeurs et des allocataires sociaux sont en perte de vitesse par rapport à l'évolution du coût de la vie.

Plutôt que d'intensifier la concurrence entre les indépendants, mieux vaudrait, nous semble-t-il, favoriser l'embauche, surtout des jeunes, par les indépendants et les PME en prenant d'autres mesures plus efficaces que celles développées par le gouvernement.

Pour en revenir à une matière plus précise relevant du budget de votre département, monsieur le ministre, force m'est de constater que l'utilisation de cantines gérées par un service public permet de réaliser

une économie sérieuse par rapport au système qui consistait à distribuer des chèques-repas à dépenser dans des établissements privés. Vous l'avez reconnu, je le concède, et c'est fort bien. Vos collègues libéraux pourront sans doute méditer sur votre déclaration, eux qui souhaitent œuvrer dans le sens contraire.

Depuis la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, la formation permanente des Classes moyennes a été transférée aux Communautés. Le rôle joué par le Comité national de coordination et de concertation de la fonction permanente des Classes moyennes s'est amenuisé au fil du temps et ses missions purement formelles sont devenues vides de contenu. Je m'interroge dès lors sur le maintien de cet organisme. Dans une préoccupation d'économie qui est votre, ne vaudrait-il pas élaguer l'arbre de la branche qui n'est plus productive ?

La commission COMFORM créée le 14 septembre 1982, dont vous avez déjà tellement parlé, n'est encore qu'à ses balbutiements. Son rôle va se trouver renforcé par le vote du projet de loi 475 modifiant les lois relatives à l'organisation des Classes moyennes, coordonnées le 28 mai 1979, qui est inscrit à l'ordre du jour de nos travaux de cette semaine.

Les compétences et l'autorité de cette commission seront accrues, mais l'intégration de ses règles constitutives dans les lois coordonnées relatives à l'organisation des classes moyennes n'apporte toujours aucune simplification satisfaisante de nature à venir en aide aux entreprises et aux travailleurs indépendants.

Qu'en est-il de l'inventaire de toutes les formalités administratives qui devait être dressé il y a plusieurs années déjà, formalités qui se chiffrent dans certains cas à plus de quatre cents ?

Sur près de cinq ans d'existence, je crois pouvoir dire que la commission COMFORM n'a abouti qu'à des résultats médiocres dans les secteurs qui nous occupent et l'une des raisons de cet échec réside sans doute dans le fait que les formalités administratives visées sont imposées par des lois, décrets, arrêtés et règlements pris par des instances différentes et nombreuses entre lesquelles il n'y a pas de coordination.

Plutôt que de renforcer le rôle de ladite commission, il me paraît bien plus souhaitable de faire en sorte que les instances qui ont un pouvoir de décision dans des matières délimitées et déterminées puissent se rencontrer et prendre ensemble des mesures concertées de nature à simplifier la tâche des indépendants et des PME.

Voilà, monsieur le ministre, rapidement brossés, quelques-uns des sujets de réflexion que m'inspire l'examen des budgets du ministère des Classes moyennes pour 1986 et 1987, qui font l'inquiétude des indépendants et des PME et qui vont à l'encontre des promesses contenues dans la déclaration gouvernementale.

Un autre collègue a été mandaté par le groupe socialiste pour traiter de certains problèmes plus ponctuels mais tout aussi importants. Je lui céderai la place afin qu'il puisse vous en entretenir.

Je conclus. Pratiquement, aucune réponse tangible n'est apportée par vos budgets à ces diverses réflexions et critiques. Ce sont là, parmi d'autres, les raisons profondes motivant notre opposition déterminée aux budgets du département des Classes moyennes pour 1986 et 1987. Ces budgets reflètent une politique qui impose des sacrifices à la population concernée sans toutefois obtenir les résultats annoncés, promis ou escomptés. Les indépendants et les petites et moyennes entreprises, comme bien d'autres catégories de citoyens, sont las d'être les victimes de votre folle austérité. (Applaudissements sur les bancs socialistes.)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Content.

De heer Content. — Mijnheer de Voorzitter, rekening houdend met het gevorderde uur zal ik mijn toespraak beperken tot enkele zeer pertinente vragen. Ik zal mijn twintig bladzijden verminderen tot een minimum. Bij de bespreking van de begroting van het ministerie van Middenstand voor de begrotingsjaren 1986 en 1987 zal ik mijn uiteenzetting niet alleen zien in het kader van een oppositiepartij, maar zal ik ook enkele constructieve voorstellen doen en mij onthouden van het citeren van nietszeggende cijfers.

Zelfstandigen hebben tot het einde van vorig jaar, via allerlei maatregelen, 71 miljard ingeleverd. Daarentegen is het gemiddelde inkomen van de zelfstandige gedaald met 6 pct. In dezelfde periode steeg het indexcijfer met 41 pct.

De 41 pct. indexachterstand en de 6 pct. inkomensverlies geven 47 pct. koopkrachtverlies. Dus ook de middenstander zelf moet de buikriem toesnoeren.

Met de kleine middenstander, de winkelier op de hoek, de schoenmaker, het klein bedrijfje, kortom de zelfwerkende handelaar, gaat het dus niet goed.

Wij kunnen toch niet ongevoelig zijn voor de jammerklacht van een middenstander die mij met zijn typische nuchterheid schreef: «Blijkbaar hoort men alleen de kassa's rinkelen van grote warenhuizen en denkt men dat dit ook zo is voor alle kleine zelfstandigen.»

Een opsomming geven van al de problemen en moeilijkheden die de middenstander ondervindt, zou mij te ver leiden. Uit een enquête blijkt dat de faillissementen het gevolg zijn van een grote hoop omstandigheden. Van de 500 ondervraagden plaatsten 83 pct. een kruisje bij het punt gebrekkige opleiding; anderen bij een onbekwame boekhouder; een daling van de koopkracht; de faling van een klant; een verkeerd aanbod van producten en noem maar op. Ik kan zo nog twintig oorzaken opsommen. De gevolgen zijn groot op het menselijk vlak. Niet alleen de gevolgen voor het gezin zijn belangrijk. Voor 15 pct. van de 500 ondervraagden was het faillissement een gevolg van een echtscheiding. Uit voorgaande constatering heb ik deze uiteenzetting opgebouwd.

In een vorige interpellatie had ik de gelegenheid te spreken over het Waarborgfonds. Uit uw antwoord, mijnheer de minister, heb ik onthouden dat deprivatisering — u noemt dit aanpassing — geen geldelijke verhoging voor de kredietnemer tot gevolg zal hebben en dat de criteria voor het in aanmerking komen voor het Waarborgfonds niet zullen worden uitgebreid. Kan de minister dit klaar en duidelijk bevestigen?

Mijn tweede beschouwing gaat over het Participatiefonds. In 1985 stelde ik bij de bespreking van de begroting het volgende vast: «Bij gebrek aan werkgelegenheid trachtte de regering langs verschillende leningen, tussenkomsten, enzovoort de werkloze tot een zelfstandig beroep aan te sporen.

Zonder ervaring, zonder begeleiding stortten de jonge werklozen zich in dit avontuur. Zij vervoegden de reeds met alle moeilijkheden kampeende bestaande zelfstandigen waarvan sommigen alle moeite hebben om het faillissement te vermijden.

Daardoor groeit het gros van de potentiële faillissementen nog aan.

Waarborgen worden daarbij niet gevraagd. De vijf eerste jaren moeten alleen de weliswaar lage intresten worden terugbetaald. Pas vanaf het zesde jaar moet men het kapitaal terugbetalen.»

Vele jongeren waren kandidaat en velen waren succesvol. Uit de totaliteit van degenen die het Participatiefonds aanvroegen kunnen vier groepen worden onderscheiden: zij die zichtbaar slaagden, dat waren er zeer weinig; zij die voortploeteren, maar het zout in de pap niet verdienen; zij die de deuren sluiten en de brui aan Ma(e)rten(s) geven; zij die failliet gaan. Mijn bewering wordt trouwens bevestigd door professor Donckels die in november jongstleden alleen reeds 362 faillissementen telde en die in 1985, het eerste jaar van het Participatiefonds, vaststelde dat 18 pct. van de jonge zelfstandigen reeds in faling waren. Hoe ziet de werkelijkheid er vandaag uit?

De lening van 500 000 frank wordt beschouwd als «voorschot» op de werkloosheidsuitkering die de betrokkene zou genieten als hij werkloos was gebleven.

Indien hij mislukt moet de betrokkene een behoorlijk lange tijd stempelgeld missen. Dat vormt trouwens één van de problemen voor degenen die niet slagen. Het geleende geld, gedeeld door de dagvergoeding die de betrokkene voordien als werkloosheidsuitkering ontving, bepaalt het aantal dagen die moeten verlopen voor de RVA opnieuw een uitkering verstrekt. Ook ik heb deze bepaling twee à drie keer moeten lezen om ze te begrijpen, maar wie eronder lijdt, heeft het onmiddellijk begrepen. Veronderstel dat iemand na één jaar de deuren sluit of failliet gaat en voordien jaarlijks 250 000 frank stempelgeld ontving, dan moet hij twee jaar stempelen zonder één frank te ontvangen tot die geleende 500 000 frank langs de RVA terugbetaald zijn. Mijnheer de minister, strookt dat met de werkelijkheid? Ik denk van wel.

In verband met het Participatiefonds heb ik een aantal conclusies en een aantal vragen. Het aantal mislukkingen bedraagt meer dan de 7,5 pct. vermeld in de statistieken. Kan de minister dat bevestigen of heeft hij andere cijfers? Er is een gebrek aan begeleiding van de jonge werkloze in het stelsel. Hoe kan dat worden verholpen? Indien de terugbetaling langs de RVA juist is, hoe kan de minister dan verhelpen dat de betrokkenen nog bij het OCMW moeten gaan bedelen?

Het inkomen van een zelfstandige is, zoals dat van de werknemer, gevoelig gedaald. De koopkracht van de lonen en wedden nam in de loop van de jongste jaren zeker niet toe. Integendeel, op een wedde van duizend frank blijft vandaag ten gevolge van de parafiscale druk, de inleveringen en de inhoudingen nog slechts driehonderd frank over. Wie minder netto verdient, zal minder uitgeven en dat is nadelig voor de kleine zelfstandigen. Dat het de kleinhandel niet goed gaat, moet u, mijnheer de minister, meer dan wie ook, weten. Het aantal faillissementen moet u verontrusten.

Een volgende opmerking gaat over de schadeloosstelling van de handelaars en de ambachtslieden die het slachtoffer zijn van grote openbare werken.

In 1985 deed ik reeds een oproep om het wetsvoorstel ter zake dringend te laten goedkeuren ten zinde nog meer faillissementen te vermijden. Na het advies van de Raad van State is het noodzakelijk in de kortst mogelijke tijd een nieuwe tekst in te dienen.

Het zou verder verhelderend werken indien de minister ons cijfermateriaal zou kunnen bezorgen over het aantal faillissementen van handelsinrichtingen in het land als gevolg van openbare werken.

Hoe denkt de minister dit probleem op te lossen?

De mogelijkheid van de vrijstelling van terugbetaling van de lening van het Participatiefonds gedurende 5 jaar is geen oplossing voor het geleden verlies.

Door de terug te betalen lening is het geleden verlies nog niet gerecupereerd. Zou ik van de minister mogen vernemen hoeveel handelaars een beroep deden op het Participatiefonds naar aanleiding van verliezen geleden door grote openbare werken?

De taak van de regering en van de minister van Middenstand bestaat er niet alleen in wetteksten te laten goedkeuren en besluiten uit te vaardigen. Ze moeten er ook voor zorgen dat de wetten stipt worden nageleefd. Zo moet een strenge controle worden uitgeoefend op de verkopen met verlies en op oneerlijke handelspraktijken, vooral in de sector van de groothandel. De reglementering betreffende de handelsvestingen moet strikt worden nageleefd en worden verfijnd. Nog te veel grote distributieondernemingen, vooral grote warenhuizen in de zogenaamde kleinhandel, vallen niet onder die reglementering. Wij wensen voor hen strengere sancties indien hun geen bouwvergunning is verleend of indien de werken niet in overeenstemming zijn met de verleende toelating. Bij de minste overtreding is het doen stilleggen van onwettige bouwwerken dringend noodzakelijk. De «solden»verkoop mag niet uit de hand lopen. Verbouwingswerken, afslagprijzen, sterverkopen, enzovoort, waardoor de wet wordt omzeild en de eerlijke handelaar sterk wordt benadeeld, moeten van dichtbij worden bekeken, niet alleen door de minister zelf, maar ook door de toezichthoudende overheid, de gemeentelijke politie en de burgemeester.

De belastingheffing is een zeer delicaat punt voor de middenstand.

Het is een vaststaand feit dat een herverdeling en herschikking van de belastingen en het verminderen van de parafiscale druk dringend noodzakelijk zijn. Een geleidelijke invoering van een nieuw belastingregime zou ongetwijfeld de goedkeuring wegdragen van een grote meerderheid van de Belgische bevolking en zeker van de middenstanders.

Hij of zij gaat immers gebukt onder de complexiteit van allerhande wettelijke bepalingen, reglementeringen, wetteksten, bijdragen, pensioenproblemen, boekhouding, BTW, inschrijvingen, afschrijvingen, intresten, afbetalingen en noem maar op.

Steun langs de fiscaliteit om zou veel van de opgesomde moeilijkheden oplossen. Een aangepaste fiscaliteit zou verder een vermindering van de «zwart-verkoop» in de hand werken, de winsten van de kleinhandel verhogen en de controle van de belastinginspectie en de BTW vergemakkelijken.

Minder controle en paperasserie voor de kleine handelaar zouden zeker bevorderlijk zijn voor de gezondheidstoestand van de betrokkenen. «Dat ze eerst de groten aanpakken» zegt de handelaar en hij heeft nog gelijk ook. Ik denk nochtans, mijnheer de minister, dat uw collega van Begroting niet op de CVP moet rekenen. Lees ik niet in *Het Volk* van maart jongstleden onder de handtekening van Leo Marynissen — en dit is zeer belangrijk omdat het de weg kan openen naar een nieuwe wisselmeerderheid —: «De hardnekkigheid waarmee de liberalen zich tegen elke verhoging van de fiscaliteit kanten, is een electoraal schijnmaneuver. Nooit stegen de belastingen zo sterk als onder regeringen met liberalen» en verder: «Bij de liberale partij, die dan nog voor het grootste gedeelte uit egoïstische miniatuurkapitalistjes bestaat, vindt de

geprivilegieerde geld-elite de nuttige waterdragers om haar positie te verdedigen. Er worden daarbij handige truukjes gebruikt.»

«De jongste jaren stellen wij een effectieve verzwakking van de concurrentiekracht van onze ondernemingen vast», zegt de heer Leysen. Enkele dagen later wordt meegedeeld dat de globale netto-winsten van de bedrijven in één jaar meer dan verdubbeld zijn.

Ik meen dat elke zelfstandige en elke ondernemer handel drijft met de bedoeling winst te maken.

De socialisten zijn voor een eerlijke verdeling van de belastingen en willen mede helpen om zulks te realiseren. Niet de kleine man mag het zwaarst worden getroffen.

De SP is dan ook voor een herschikking van de belastingen waardoor ook de handelaar een billijkere aanslag zal bekomen.

Over het sociaal statuut van de zelfstandigen zou ik zeer uitgebreid kunnen handelen. Ik heb het nuttig gevonden om dienaangaande vier voorstellen in te dienen.

Het eerste betreft de sociale zekerheidsregeling van de zelfstandigen.

Die regeling blijft niettegenstaande alle maatregelen die de overheid de voorbije zeven jaar heeft genomen een zorgenkind. Zowel voor de ingewijden als voor de betrokkenen is het duidelijk dat de toestand van de zelfstandigen lang niet altijd benijdenswaardig is vooral als men denkt aan de inspanningen die gevraagd worden en aan de sociale voordelen waarop zij aanspraak kunnen maken. Wanneer men echter de voordelen wenst uit te breiden en dus de uitkeringen wenst te verhogen, botst men veelal steeds op bezwaren van financiële aard.

Het financieringssysteem van het sociaal statuut is dan ook reeds geruime tijd onderwerp van discussie.

Het wetsvoorstel dat ik heb ingediend, heeft dan ook tot doel om door een verruiming van het solidariteitsbeginsel in het stelsel van de zelfstandigen meer financiële middelen ter beschikking te stellen.

De titel van dit wetsvoorstel luidt: «Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 12 en 13 van het koninklijk besluit 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen.»

Positieve medewerking is noodzakelijk om het middenstandsbeleid te doen slagen. De zelfstandige arbeiders van België staan ter beschikking van de minister.

Een tweede wetsvoorstel behelst de arbeidsongeschiktheid ten voordele van de zelfstandigen.

Door het koninklijk besluit van 20 juli 1971 werd een verzekering tegen arbeidsongeschiktheid ten voordele van de zelfstandige arbeiders en arbeidsters ingesteld. Dit koninklijk besluit voorzag in een wachttijd van primaire niet-vergoedbare ongeschiktheid van zes maanden alvorens ziektevergoeding kon worden uitgekeerd. Deze wachttijd werd door het koninklijk besluit van 16 januari 1974 met ingang van 1 januari 1974 gebracht op drie maanden.

Ik heb dienaangaande een wetsvoorstel ingediend met het doel in eerste instantie het tijdvak van primaire niet-vergoedbare ongeschiktheid te beperken tot één maand.

Die vermindering van de wachttijd is ingegeven uit sociale overwegingen en zou voor de kleine zelfstandigen een merkelijke verbetering betekenen van hun sociale bescherming.

Met kleine zelfstandigen bedoel ik ook de eenpersoonszaken en de kleine man die zelf werkt in zijn onderneming.

De titel van dit wetsvoorstel luidt: «Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 7, 9 en 10 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een verzekering tegen arbeidsongeschiktheid ten voordele van de zelfstandigen.»

Een volgende voorstel van wet dat ik heb ingediend betreft de gelijk-schakeling van de gezinsbijslag.

Vijftig jaar geleden, in 1937, keurde het Parlement een wet goed inzake de gelijk-schakeling van de kinderbijslagen van de zelfstandigen met die van de werknemers. Deze wettelijke bepaling werd nooit uitgevoerd.

Bij de voorbereiding van de wet van 29 maart 1976 betreffende de gezinsbijslag voor zelfstandigen uitte de wetgever nogmaals de wens te komen tot een harmonisatie in de gezinsbijslagregelingen. Stapsgewijze werden sedertdien maatregelen getroffen om het parallelisme tussen de zelfstandigen- en werknemersregeling te versterken. Aldus verwijzen wij onder meer naar de koninklijke besluiten van 19 juli 1985 en van 1 augustus 1985 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen.

Met dit wetsvoorstel streven wij ernaar een reeds lang bestaande onrechtvaardigheid te herstellen. De titel van dit wetsvoorstel luidt: «Wetsvoorstel tot gelijk-schakeling van de gezinsbijslag voor zelfstandigen met deze van de werknemersregeling.»

Het laatste voorstel van wet dat ik heb ingediend betreft het rust- en overlevingspensioen van de zelfstandigen. Dit wetsvoorstel is wel het voornaamste en dient als sluitstuk om enigszins, en maar gedeeltelijk, orde te scheppen en tegemoet te komen aan de gewettigde verlangens van de middenstand.

Een zelfstandige immers krijgt nu een pensioen van 194 031 frank, maar het gewaarborgd inkomen voor bejaarden bedraagt 250 743, wat een verschil uitmaakt van min 56 712 frank voor de zelfstandigen. En voor de alleenstaanden zijn de bedragen respectievelijk 155 225 frank en 188 057 frank, een minder inkomst van 32 832 frank.

Een vraag in dat verband luidde: «Zijn de gepensioneerde zelfstandigen dan geen bejaarden?»

Het wetsvoorstel bepaalt dan ook dat het minimumpensioen voor zelfstandigen, die een loopbaan van twee derden of meer als zelfstandige in hoofdberoep kunnen bewijzen, ten minste gelijk moet zijn aan het gewaarborgd inkomen voor bejaarden. Het is immers onbillijk dat de pensioenuitkeringen voor zelfstandigen, waarvoor sociale bijdragen werden betaald, lager liggen dan het gewaarborgd inkomen voor bejaarden.

De zelfstandigen voelen zich door een dergelijke regeling benadeeld. De staatssecretaris voor Pensioenen verklaarde zelfs bij de bespreking van zijn wetsontwerp houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, in de bevoegde Kamercommissie dat hij «het onlogische erkent van de huidige toestand waarin een kosteloze bijstandsuitkering groter is dan een voordeel dat slechts door betaling van bijdragen bekomen wordt».

Wij kunnen het echt niet beter verwoorden.

De titel van dit vierde wetsvoorstel luidt: «Wetsvoorstel tot toekenning aan de zelfstandigen van een rust- en overlevingspensioen waarvan het bedrag ten minste gelijk is aan het gewaarborgd inkomen voor bejaarden.»

Ik meen, mijnheer de minister, dat de vier voorstellen zo spoedig mogelijk moeten worden besproken zodat zij wet kunnen worden, wat ten goede zou komen aan de kleine zelfstandigen.

Ik zal hierover nu niet verder uitweiden. Ik herhaal dat wij aan de verwezenlijking zullen meewerken, samen met de 80 000 zelfstandigen. *(Applaus op de socialistische banken.)*

M. le Président. — La parole est à M. Eicher.

M. Eicher. — Monsieur le Président, je serai bref et limiterai mon intervention à deux points bien précis.

Décidément, monsieur le ministre, le gouvernement ne sait que choisir comme politique à l'égard des classes moyennes.

On reconnaît l'importance du rôle des petites et moyennes entreprises et des professions indépendantes et libérales dans l'économie du pays, avant tout pour ce qui concerne leur aptitude à créer des emplois nouveaux ainsi que pour leur dynamisme dans l'innovation et la découverte de secteurs d'activités non encore explorés et porteurs d'avenir.

Certes, et vous l'avez souligné par ailleurs, bien des nuances sont à apporter dans les statistiques relatives aux classes moyennes, selon le type d'activité ou la taille des agents économiques. Sous les moyennes statistiques — vos exposés le confirment — se dissimulent trop souvent d'importantes distorsions. C'est le cas, essentiellement, en ce qui concerne l'évolution des revenus ou des chiffres d'affaires de certains secteurs économiquement parmi les plus importants.

Néanmoins, les classes moyennes paraissent avoir la cote au sein du gouvernement, qui apprécie, semble-t-il — je vous cite —, «la volonté d'être personnellement responsable du développement de son affaire (qui) constitue les traits essentiels des entrepreneurs rassemblés sous le vocable de classes moyennes».

Vous prétendez, avec vos collègues, apprécier le secteur dont vous avez la charge à un point tel que vous avez gratifié votre politique à son égard du qualificatif original de «spécifique».

Il n'aura été question que de «spécificité» ces dernières années. Toutefois, cette concession à la rhétorique d'usage étant faite, il est permis de s'interroger sur ce qu'elle tente de dissimuler quand d'autres intérêts interviennent.

Un exemple suffira. Il est non seulement à la croisée d'intérêts économiques qui ont toujours divergé, et sur le choix desquels on peut juger de la capacité d'arbitrage de l'Etat, mais, il représente également, l'essentiel pour le lancement et le développement de toute activité économique: je veux parler des possibilités de crédit mises à disposition des entrepreneurs, particulièrement de ceux qui, souvent, assurent seuls le pouvoir de décision, certes, mais aussi le risque financier de leur activité.

Et j'en arrive au fait: qu'en est-il, monsieur le ministre, des raisons qui poussent aujourd'hui le gouvernement à vouloir privatiser la Caisse nationale de crédit professionnel?

Avec son réseau de vingt-quatre sociétés coopératives de crédit et le gros millier de personnes qu'il emploie, la Caisse nationale de crédit professionnel continue à rendre des services essentiels aux indépendants. Etablissement d'intérêt public, dont les engagements sont garantis par l'Etat, la CNCP accorde des crédits aux petites entreprises, dans les mêmes conditions de facilité que pour les grandes. Elle le fait malgré les frais administratifs élevés et le risque financier liés à l'octroi de ces crédits, aux montants peu importants, et aux remboursements échelonnés à moyen et long terme.

Il ne faut pas perdre de vue l'objectif de ces petits crédits professionnels: crédits sociaux, crédits à l'installation, etc. Leur octroi ne constitue pas un problème pour les caisses de crédit professionnel qui peuvent les assumer sans perte pour elles et sans conditions excessives pour leur clientèle. Cette possibilité tient au statut et au fonctionnement particulier de la Caisse nationale et de son réseau.

Or, il n'en serait plus de même si le réseau travaillait suivant les normes des banques privées. Celles-ci octroient actuellement à perte les petits crédits, et à un coût plus élevé pour l'emprunteur.

Certes, l'existence de la CNCP constitue, de ce fait, une difficile concurrence pour le *lobby* bancaire, à un moment où il montre de l'empressement à gagner de nouveaux bastions de clientèle. Toutefois, il n'est pas prêt à assumer les risques financiers et à prendre à sa charge les frais administratifs élevés que comporte l'octroi de crédits à long terme aux petites et moyennes entreprises.

Quoi de plus rentable, dès lors, que de faire appel à l'autorité d'un tiers, l'Etat, pour éliminer la concurrence et imposer ses propres conditions?

Les banques privées veulent être seules sur le marché. Elles ont l'écoute du ministre des Finances avec lequel elles négocient les conditions des emprunts d'Etat; plus largement, d'un gouvernement soucieux de réduire toutes les dotations, par souci d'assainissement budgétaire, mais aussi par souci de dérégulation, et par principe purement libéral.

L'enjeu de la stratégie sous-jacente aux intentions du gouvernement n'est pas seulement de faire participer le privé au financement de la Caisse nationale pour alléger la dotation de l'Etat. Il est, bel et bien, le démantèlement du réseau des caisses de crédit professionnel.

La transformation de la CNCP en société anonyme, qui devrait faire l'objet du projet que le gouvernement entend nous soumettre, ne constituerait en effet qu'une première étape destinée à permettre aux banques privées de souscrire au capital de la nouvelle société et d'y déléguer leurs représentants.

Qui nous garantit que les étapes suivantes ne seront pas le retrait pur et simple de la garantie de l'Etat, et la soumission des associations de crédit aux normes et contrôles de la Commission bancaire, ce qui signifierait leur disparition *de facto*?

Vous pourrez me répondre, monsieur le ministre, que j'ai anticipé largement sur vos intentions, que le projet, dont il n'est encore question qu'à demi-mot se résume à modifier le statut juridique de la Caisse nationale de crédit professionnel, tout en garantissant le principe du caractère majoritaire de l'Etat actionnaire de la nouvelle société anonyme.

Toutefois, même limité à ce stade, le processus que vous voulez mettre en œuvre aura pour effet pour les petites entreprises utilisatrices de voir augmenter les charges des petits crédits à risque, ce qui en fera rapidement disparaître l'octroi.

La suppression du statut d'établissement public pour la Caisse nationale de crédit professionnel portera ainsi préjudice aux indépendants.

S'il y a bien pratiquement une spécificité dont bénéficient les petites entreprises, c'est celle des conditions des crédits qui leur sont octroyés actuellement par la Caisse nationale et son réseau, grâce à la garantie de l'Etat. C'est cette spécificité que, cette fois sans rhétorique, vous semblez vouloir supprimer.

J'en arrive au deuxième point de mon intervention.

J'ai pris connaissance avec attention, monsieur le ministre, des exposés introductifs aux budgets de votre département, que vous avez présentés à nos collègues de la Chambre. Je dois vous avouer que j'y ai cherché principalement la mention d'une question qui nous est chère à tous: je veux parler de cette loi relative à l'exercice des activités ambulantes que notre assemblée a votée le 13 août 1986.

Souvenez-vous, monsieur le ministre. En juillet dernier, vous désiriez en finir au plus vite avec ce projet de loi, et le voir adopter sans nouvel amendement. Pourtant, les critiques étaient vives alors, quant à son contenu, parmi les représentants du commerce ambulant. Le Conseil supérieur des Classes moyennes lui-même n'avait cessé d'émettre des avis négatifs à son propos.

Et c'est pour répondre à ces critiques et avis négatifs que le groupe socialiste avait, à ce moment, déposé une série d'amendements qui non seulement corrigeaient les incohérences matérielles du texte, mais tentaient également de répondre à un certain nombre d'objections de fond, de manière à adapter le projet aux besoins des ambulants.

Nous avons eu, à l'époque, la politesse de retirer nos amendements parce que vous vous étiez, ici, publiquement engagé à déposer dès la rentrée d'octobre 1986 un nouveau projet de loi entièrement réadapté et qui tiendrait compte de nos objections et de nos propositions.

Dix mois se sont écoulés. Les commerçants ambulants attendent toujours les arrêtés d'application de la loi du 13 août 1986, une loi qui, contrairement à ce que vous avez laissé entendre à nos collègues de la Chambre, ne répond en aucune manière à leurs aspirations, ni à celles d'ailleurs des consommateurs.

Quant aux membres de notre assemblée, ils attendent toujours que vous soumettiez à leur attention le projet de loi nouveau que vous leur avez solennellement promis, voici bientôt un an.

Certes, vous en avez fait état également devant nos collègues de la Chambre, vous arroyant, à cette occasion, le mérite d'avoir «estimé qu'il était opportun de présenter un nouveau projet de loi en la matière».

En juillet 1986, vous n'estimiez rien du tout. Vous teniez les avis motivés du Conseil supérieur des Classes moyennes, de même que nos amendements qui s'en inspiraient en partie, pour monnaie négligeable.

Monsieur le ministre, à défaut, de pouvoir, ici et maintenant, discuter du contenu de votre projet de loi et ainsi vérifier si vous tenez vos promesses, force nous est non seulement de constater qu'en juillet 1986 votre intention était déjà de tourner l'accord passé avec notre assemblée, mais aussi de présumer que, si, un jour prochain, projet il y a, il ne répondra en aucune façon ni à notre attente ni à celle des commerçants ambulants et des consommateurs. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Buchmann.

De heer Buchmann, minister van Middenstand. — Mijnheer de Voorzitter, in een gezellige sfeer, onder elkaar, ...

De heer Wyninckx. — Zo was het in de Senaat.

De heer Buchmann, minister van Middenstand. — ... zal ik beknopt antwoorden op de korte uiteenzettingen van de senatoren. Ik zal me beperken tot de vragen die werden gesteld.

M. Eicher a regretté le retard apporté dans le dépôt d'un projet de loi concernant les commerçants ambulants.

Il est exact qu'en juillet dernier j'avais promis de déposer dès que possible un tel projet au Parlement. Ce projet a été élaboré en septembre et suit actuellement son «chemin de croix». Le Conseil supérieur des Classes moyennes et le Conseil d'Etat doivent, en effet, remettre leurs avis à son propos. Ceux-ci auraient dû nous parvenir fin avril, mais les délais sont parfois plus longs que prévu.

M. Wyninckx. — Vous êtes bien informé!

M. Buchmann, ministre des Classes moyennes. — Je vous prie de bien vouloir nous excuser de ce retard involontaire.

De heer Content heeft verscheidene opmerkingen gemaakt in verband met het Participatiefonds. M. Basecq a formulé les mêmes observations.

Permettez-moi de répondre simultanément à nos deux collègues.

Le Fonds de participation intervient surtout en matière de prêts aux chômeurs.

Je crois avoir déclaré à la Chambre que ces prêts ont permis à certains chômeurs de retrouver une activité en s'installant comme indépendants.

Le nombre des prêts/chômeurs accordés de mai 1984 à fin 1986 s'élève à 9 338. L'octroi de 4 122 prêts a été refusé, ce qui signifie qu'une sélection convenable est opérée.

Le déchet, que je pourrais qualifier de minime, est de 718 sur 9 338. Ce chiffre est inférieur à celui que cite le professeur Donckels, des échecs de jeunes indépendants qui démarrent dans leur profession.

J'ose donc affirmer que cette mesure n'est pas mauvaise. Le nombre d'échecs est même inférieur au nombre d'échecs de ceux qui ne sont pas d'anciens chômeurs.

Je parlerai, à présent, des grands travaux, car nos deux collègues m'ont interrogé concernant un éventuel projet.

De schadeloosstelling van zelfstandigen als gevolg van openbare werken vormt een probleem dat reeds veertien jaar aan de orde is. Het was het eerste wetsontwerp dat ik als jong parlementslid in de commissie voor de Middenstand, waarvan ook de heer Content lid was, in 1974 heb besproken. Niettegenstaande het aandringen van vele collega's is dit probleem nog niet geheel opgelost, en het is zeer moeilijk. De oplossingen die tot hertoe uit de bus zijn gekomen zijn geen goede oplossingen.

Een zelfstandige die met zo'n probleem wordt geconfronteerd heeft onmiddellijk hulp nodig en wordt zeer vaak niet geholpen door een lening die hij pas na maanden krijgt. Zo wordt het geleden verlies niet goed gemaakt en is hij niet in de kortst mogelijke tijd uit de problemen.

Eerstdaags nemen wij een nieuw wetgevend initiatief dat het mogelijk zal maken een behoorlijke oplossing te vinden voor de problemen waarmee deze zelfstandigen te kampen hebben.

De heer Content heeft vragen gesteld inzake de leningen aan de werklozen die zich als zelfstandige willen vestigen, maar niet slagen. De tekst inzake de wachttijd die zij moeten doorlopen alvorens opnieuw werklozensteun te kunnen krijgen is een klassieke wettekst en kan als dusdanig door geen enkele zelfstandige worden begrepen. Klassieke wetteksten zijn namelijk meestal niet te begrijpen door de gebruikers.

Een zelfstandige die geen lening heeft gekregen als werkloze, en in faling gaat, kan echter ook op geen enkele manier een beroep doen op werklozensteun.

En ce qui concerne la CNCP, il n'a encore jamais été question, au Conseil des ministres, d'une privatisation de cette caisse. Je pense donc que les questions qui nous ont été posées sont prématurées.

Toutefois, je veux bien citer quelques chiffres.

L'ensemble des crédits, consentis par la CNCP, par rapport aux investissements des PME, s'élevait à 14,41 p.c. en 1978. Ce rapport ne représente plus que 4,01 p.c. en 1985.

On constate donc une perte de marché importante pour la caisse qui devra s'en préoccuper, de façon à ne pas perdre toute emprise sur le secteur des indépendants, où elle a rendu de très grands services durant de longues années.

Je crois, monsieur Basecq, que nous discuterons du projet «COM-FORM» tout à l'heure. Le rapporteur du projet de loi doit encore intervenir et je vous propose d'éviter de répéter la même discussion.

Wat betreft de «solden»verkoop en de problemen die de heer Content heeft aangehaald in verband met de oneerlijke concurrentie, kan ik het volgende zeggen. Het zijn allemaal problemen van zelfstandigen onderling die mekaar vaak de duivel aandoen. Wij kunnen daar moeilijk regulerend optreden want het zou ons bijna verplichten op elke hoek van de straat een inspecteur te zetten. Wij zouden willen dat de zelfstandigen begrip zouden hebben voor hun eigen problemen en mekaar minder vaak zouden bekampen.

Tegen de bouwovertradingen van grote warenhuizen en grote verkoopoppervlakten kunnen wij niet optreden. Het is niet de bevoegdheid van de minister van Middenstand om bouwovertradingen te bestraffen. Als wij op de hoogte worden gebracht van zulk een overtrading laten wij nooit na onze collega, de gemeenschapsminister bevoegd voor deze aangelegenheid, attent te maken op die overtrading. Ikzelf kan dienaangaande niet optreden. Er werden ons niet heel veel overtradingen meegedeeld. Er zijn uiteraard betwistingen, maar tussen betwistingen en overtradingen is er vaak een groot verschil. Wij moeten die zaken kunnen relativeren. Wanneer zij voor de rechtbank komen zal deze daarover uitspraak doen.

Er werden nog vragen gesteld over cijfers. Ik wil graag dit cijfermateriaal aan onze collega's overhandigen. Ik meen echter dat het hier niet de plaats en niet het uur is om dit te doen.

Mijnheer de Voorzitter, ik meen hiermede bondig een antwoord te hebben gegeven op de opmerkingen die werden gemaakt. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles de chacun des projets de loi.

Daar niemand meer het woord vraagt, is de algemene beraadslaging gesloten en gaan wij over tot het onderzoek van de artikelen van elk van de ontwerpen van wet.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1986

Discussion et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN MIDDENSTAND VOOR HET BEGROTINGS- JAAR 1986

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi contenant le budget du ministère des Classes moyennes pour 1986.

Wij gaan over tot de bespreking van de artikelen van het ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Middenstand.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de bespreking van de artikelen van de tabel, breng ik deze in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (*Voir document n° 5-XIII-1, session 1985-1986, du Sénat.*)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (*Zie stuk nr. 5-XIII-1, zitting 1985-1986, van de Senaat.*)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés :

Crédits pour les dépenses courantes (Titre I) et pour les dépenses de capital (Titre II)

Article 1^{er}. § 1. Il est ouvert, pour les dépenses du ministère des Classes moyennes afférentes à l'année budgétaire 1986, des crédits s'élevant aux montants ci-après (en millions de francs) :

		Crédits dissociés	
	Crédits non dissociés	Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordonnan- cement
Titre I			
Dépenses courantes	6 271,2	—	—
Titre II			
Dépenses de capital	2 411,3	—	—
Totaux (Titres I et II) . . .	8 682,5	—	—

Ces crédits sont énumérés aux titres I et II du tableau annexé à la présente loi.

§ 2. Les allocations de base qui résultent de la ventilation des crédits entre divisions organiques et programmes d'activités, telles qu'elles sont reprises dans les tableaux de moyens budgétaires du programme justificatif, font l'objet d'un suivi comptable.

§ 3. Lorsque la décomposition entre divisions organiques ou programmes est opérée dans les tableaux de moyens budgétaires, le ministre, ou

le fonctionnaire qu'il délègue à cet effet, peut, dans les limites de chacun des crédits ouverts au tableau de la loi, procéder à une redistribution des allocations de base.

§ 4. Le contrôleur des engagements et la Cour des comptes veillent à ce que les dépenses soient correctement imputées sur les allocations de base et à ce que ces dernières ne soient pas dépassées, compte tenu le cas échéant des redistributions opérées conformément au § 3.

*Kredieten voor de lopende uitgaven (Titel I)
en voor de kapitaaluitgaven (Titel II)*

Artikel 1. § 1. Voor de uitgaven van het ministerie van Middenstand voor het begrotingsjaar 1986 worden kredieten geopend ten bedrage van (in miljoenen franken):

	Gesplitste kredieten		
	Niet- gesplitste kredieten	Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
Titel I			
Lopende uitgaven	6 271,2	—	—
Titel II			
Kapitaaluitgaven	2 411,3	—	—
Totale (Titels I en II)	8 682,5	—	—

Die kredieten worden opgesomd onder de titels I en II van de bij deze wet gevoegde tabel.

§ 2. De basisallocaties die voortvloeien uit de ventilatie van de kredieten over organisatieafdelingen en activiteitenprogramma's, zoals ze hernoemen worden in de tabellen van de begrotingsmiddelen van het verantwoordingsprogramma, maken het voorwerp uit van een boekhoudkundige opvolging.

§ 3. Wanneer de uitsplitsing tussen organisatie-afdelingen of programma's gemaakt wordt in de tabellen van de begrotingsmiddelen, kan de minister, of de gedelegeerde ambtenaar, binnen de grens van elk van de kredieten geopend in de wetstabel, overgaan tot een herverdeling van de basisallocaties.

§ 4. De controleur der vastleggingen en het Rekenhof zien erop toe dat de uitgaven op de basisallocaties juist worden aangerekend en zorgen bovendien ervoor dat deze laatste, eventueel rekening houdend met de overeenkomstig § 3 doorgevoerde herverdelingen, niet overschreden worden.

— Adopté.

Aangenomen.

*Dispositions particulières
relatives aux dépenses courantes (Titre I)*

Art. 2. Par dérogation à l'article 15 modifié de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes, des avances de fonds d'un montant maximum de 10 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires du Département.

Au moyen de ces avances, les comptables extraordinaires du Département sont autorisés à payer tous les frais de service n'excédant pas 100 000 francs, les indemnités de route nature allouées sur le budget ainsi que, quels qu'en soient les montants les frais de consommation d'essence, eau, gaz, électricité et téléphone, les frais d'affranchissement postal par machine et les interventions de l'Etat en faveur des restaurants et réfectoires fréquentés par le personnel du Département, prévues à l'article 11.05 du titre I du tableau annexé à la présente loi.

Quant au comptable extraordinaire du Département chargé du paiement des avances sur frais de mission à l'étranger, autorisation lui est donnée de consentir aux fonctionnaires envoyés en mission à l'étranger les avances nécessaires, même si ces avances sont supérieures à 100 000 francs.

*Bijzondere bepalingen
betreffende de lopende uitgaven (Titel I)*

Art. 2. In afwijking van het gewijzigd artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 10 000 000 frank toegestaan worden aan de buitengewone rekenplichtigen van het Departement.

Door middel van deze voorschotten, mogen de buitengewone rekenplichtigen van het Departement alle dienstkosten betalen tot en met 100 000 frank, de vergoedingen van alle aard welke bij aanrekening op de begroting zullen verleend worden alsmede, welk ook het bedrag moge zijn, de verbruikskosten van benzine, water, gas, elektriciteit en telefoon, de kosten van frankering met de machine en de staatssteun ten gunste van de door het personeel van het Departement bezochte restaurants en refters, bedoeld in artikel 11.05 van titel I van de bij deze wet gevoegde tabel.

Wat de buitengewone rekenplichtige van het Departement betreft, belast met de betaling van de voorschotten op zendingskosten in het buitenland, toelating wordt hem gegeven aan de ambtenaren belast met een zending in het buitenland de nodige voorschotten te verlenen, zelfs indien deze voorschotten meer dan 100 000 frank bedragen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. Vu le caractère urgent des dépenses à prévoir et par dérogation à l'article 15 modifié de la loi organique de la Cour des comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds successives dont il sera justifié ultérieurement, peuvent être consenties au comptable chargé de la liquidation des secours à caractère social.

Art. 3. Gezien het spoedeisend karakter der te voorziene uitgaven en in afwijking van het gewijzigd artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen achtereenvolgende geldvoorschotten die later zullen verantwoord worden, aan de rekenplichtige van de sociale dienst die belast is met de vereffening van de hulpelden van sociale aard, worden toegestaan.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 4. Le paiement des allocations de naissance et des indemnités pour frais funéraires s'effectue conformément aux règles établies par l'article 23 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat.

Art. 4. De betaling van de geboortetoelagen en van de vergoedingen wegens begrafeniskosten geschiedt volgens de regels vastgelegd door artikel 23 van de wet van 15 mei 1846 op de Rijkscomptabiliteit.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 5 Des dépenses relatives à des créances d'années budgétaires antérieures peuvent être imputées sur l'article 12.01, titre I, du tableau annexé à la présente loi.

Art. 5. Op artikel 12.01, titel I, van de bij deze wet gevoegde tabel mogen uitgaven aangerekend worden die betrekking hebben op schuldvoorderingen van vorige begrotingsjaren.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 6. Le montant des remboursements effectués par les agents du Département sur les prêts consentis à charge de l'article 11.05, titre I, peut être porté au crédit d'un compte spécial ouvert au titre IV — Section particulière — à gérer par le comptable du service social en vue d'être réutilisé sous forme de prêts.

Art. 6. Het bedrag van de door de personeelsleden van het Departement verrichte terugstorting op de leningen die ten laste van artikel 11.05, titel I, toegestaan werden, kan overgebracht worden op het krediet van een speciale rekening, geopend op titel IV — Afzonderlijke sectie — te

beheren door de rekenplichtige van de sociale dienst ten einde opnieuw gebruikt te worden in de vorm van leningen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 7. Par dérogation à l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 29 mars 1976, la subvention de l'Etat au régime des prestations familiales des travailleurs indépendants est, pour l'exercice 1986 et à l'indice 130,05 (1981 = 100), fixée à 4 864,2 millions.

Art. 7. In afwijking van artikel 6, § 1, van de wet van 29 maart 1976 wordt de Rijkstoelage aan de gezinsbijslagregeling voor zelfstandigen voor het begrotingsjaar 1986 en aan indexcijfer 130,05 (1981 = 100) vastgesteld op 4 864,2 miljoen.

— Adopté.

Aangenomen.

*Dispositions particulières relatives
aux dépenses de capital (Titre II)*

Art. 8. Les crédits d'engagement et les crédits d'ordonnancement ainsi que les crédits non dissociés reportables en vertu de dispositions spéciales, disponibles au 31 décembre 1985 et à reporter éventuellement à l'année 1986 par arrêté royal sont réunis aux articles correspondants du budget de ladite année, tels que ces articles sont repris dans le tableau ci-après.

Les ordonnancements sur les dépenses engagées au cours des années budgétaires 1985 et antérieures, à charge des crédits dont question à l'alinéa précédent, sont enregistrés sur les articles correspondants du budget de l'année 1986.

Article 1985 et antérieurs			Article 1986 correspondant
Section	Article	Littera	Article
31	74.10	00	74.10

*Bijzondere bepalingen betreffende
de kapitaaluitgaven (Titel II)*

Art. 8. De op 31 december 1985 beschikbare en bij koninklijk besluit eventueel naar het jaar 1986 over te dragen vastleggingskredieten, ordonnanceringskredieten en niet-gesplitste kredieten die het voorwerp zijn van een speciale overdrachtsclausule, worden gevoegd bij de overeenstemmende artikelen van de begroting voor het jaar 1986, zoals deze bepaald worden in de hierna volgende tabel.

De ordonnanceringen van de uitgaven die, in de loop van het begrotingsjaar 1985 en van vorige begrotingsjaren werden vastgelegd ten laste van de kredieten waarvan sprake in de vorige alinea, worden aangerekend op de overeenstemmende artikelen van de begroting voor het jaar 1986.

Artikel 1985 en vorige			Overeenstem- mend artikel 1986
Section	Artikel	Littera	Artikel
31	74.10	00	74.10

— Adopté.

Aangenomen.

Section particulière (Titre IV)

Art. 9. Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux figurant au titre IV du tableau joint à la présente loi, sont évaluées à 4 700 000 francs pour les recettes et à 404 100 000 francs pour les dépenses.

Afzonderlijke sectie (Titel IV)

Art. 9. De verrichtingen op de speciale fondsen, opgenomen in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, worden geraamd op 4 700 000 frank voor de ontvangsten en op 404 100 000 frank voor de uitgaven.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 10. Sont accordées à charge de l'article 60.01.A. «Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale» des autorisations d'engagement à concurrence de 522 300 000 francs pour les opérations courantes, en exécution de la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux Classes moyennes et de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique.

Tout engagement à prendre de ce chef est soumis au visa du contrôleur des engagements et à la Cour des comptes dans les formes de la réglementation en la matière.

Les soldes disponibles au 31 décembre 1986 des autorisations d'engagement, visées au premier alinéa peuvent être reportés à l'année suivante dans les mêmes conditions que les crédits dissociés moyennant l'accord du ministre du Budget.

Art. 10. Worden verleend ten laste van artikel 60.01.A. «Fonds voor de Economische Expansie en de Regionale Reconversie», vastleggingsmachtigingen ten belope van 522 300 000 frank voor de lopende verrichtingen, ingevolge de herstellwet van 10 februari 1981 inzake de Middenstand en de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering.

Elke verbintenis in deze hoofde aan te gaan wordt onderworpen aan het visum van de controleur der vastleggingen en aan het Rekenhof volgens de desbetreffende reglementering.

De beschikbare saldi op 31 december 1986 van de vastleggingsmachtigingen bedoeld in de eerste alinea mogen naar het volgende jaar worden overgedragen in dezelfde voorwaarden als de gesplitste kredieten mits het akkoord van de minister van Begroting.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 11. Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds et comptes inscrits au titre IV du tableau annexé à la présente loi est indiqué en regard du numéro de l'article ou du littera se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et les comptes sur lesquels il est disposé à l'intervention du ministre des Finances sont désignés par l'indice B.

Les Fonds et les comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables qui ont opéré les recettes sont désignés par l'indice C.

Art. 11. De wijze van beschikking over het tegoed vermeld voor de fondsen en rekeningen ingeschreven in Titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, wordt aangeduid naast het nummer van het artikel of van de littera die betrekking heeft op elk dezer.

De fondsen waarvan de uitgaven aan het voorafgaand visum van het Rekenhof worden voorgelegd, worden door het teken A aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop door tussenkomst van de minister van Financiën wordt beschikt, worden door het teken B aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop rechtstreeks wordt beschikt door de rekenplichtigen die de ontvangsten hebben gedaan, worden door het teken C aangeduid.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen later over het ontwerp van wet in zijn geheel.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1987

Discussion et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN MIDDENSTAND VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1987

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi contenant le budget du ministère des Classes moyennes pour 1987.

Wij gaan over tot de bespreking van de artikelen van het ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Middenstand voor 1987.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de behandeling van de artikelen van de tabel breng ik deze in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (Voir document n° 5-XIII-1, session 1986-1987, du Sénat.)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (Zie stuk nr. 5-XIII-1, zitting 1986-1987, van de Senaat.)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés :

*Crédits pour les dépenses courantes (Titre I)
et pour les dépenses de capital (Titre II)*

Article 1^{er}. § 1. Il est ouvert, pour les dépenses du ministère des Classes moyennes afférentes à l'année budgétaire 1987, des crédits s'élevant aux montants ci-après (en millions de francs) :

	Crédits dissociés		
	Crédits non dissociés	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
Titre I			
Dépenses courantes	6 161,2	—	—
Titre II			
Dépenses de capital	2 405,8	—	—
Totaux (Titres I et II) . .	8 567,0	—	—

Ces crédits sont énumérés aux titres I et II du tableau annexé à la présente loi.

§ 2. Les allocations de base qui résultent de la ventilation des crédits entre divisions organiques et programmes d'activités, telles qu'elles sont reprises dans les tableaux de moyens budgétaires du programme justificatif, font l'objet d'un suivi comptable.

§ 3. Lorsque la décomposition entre divisions organiques ou programmes est opérée dans les tableaux de moyens budgétaires, le ministre, ou le fonctionnaire qu'il délègue à cet effet, peut, dans les limites de chacun des crédits ouverts au tableau de la loi, procéder à une redistribution des allocations de base.

§ 4. Le contrôleur des engagements et la Cour des comptes veillent à ce que les dépenses soient correctement imputées sur les allocations de base et à ce que ces dernières ne soient pas dépassées, compte tenu le cas échéant des redistributions opérées conformément au § 3.

*Kredieten voor de lopende uitgaven (Titel I)
en voor de kapitaaluitgaven (Titel II)*

Artikel 1. § 1. Voor de uitgaven van het ministerie van Middenstand voor het begrotingsjaar 1987 worden kredieten geopend ten bedrage van (in miljoenen frank) :

	Gesplitste kredieten		
	Niet-gesplitste kredieten	Vastleggingskredieten	Ordonnancerkredieten
Titel I			
Lopende uitgaven	6 161,2	—	—
Titel II			
Kapitaaluitgaven	2 405,8	—	—
Totaal (Titels I en II)	8 567,0	—	—

Die kredieten worden opgesomd onder de titels I en II van de bij deze wet gevoegde tabel.

§ 2. De basisallocaties die voortvloeien uit de ventilatie van de kredieten over organisatieafdelingen en activiteitenprogramma's, zoals ze herkomen worden in de tabellen van de begrotingsmiddelen van het verantwoordingsprogramma, maken het voorwerp uit van een boekhoudkundige opvolging.

§ 3. Wanneer de uitsplitsing tussen organisatieafdelingen of programma's gemaakt wordt in de tabellen van de begrotingsmiddelen, kan de minister, of de gedelegeerde ambtenaar, binnen de grens van elk van de kredieten geopend in de wetstabel, overgaan tot een herverdeling van de basisallocaties.

§ 4. De controleur der vastleggingen en het Rekenhof zien erop toe dat de uitgaven op de basisallocaties juist worden aangerekend en zorgen bovendien ervoor dat deze laatste, eventueel rekening houdend met de overeenkomstig § 3 doorgevoerde herverdelingen, niet overschreden worden.

— Adopté.

Aangenomen.

*Dispositions particulières
relatives aux dépenses courantes (Titre I)*

Art. 2. Par dérogation à l'article 15 modifié de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes, des avances de fonds d'un montant maximum de 10 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires du Département.

Au moyen de ces avances, les comptables extraordinaires du Département sont autorisés à payer tous les frais de service n'excédant pas 100 000 francs, les indemnités de toute nature allouées sur le budget ainsi que, quels qu'en soient les montants, les frais de consommation d'essence, eau, gaz, électricité et téléphone, les frais d'affranchissement postal par machine et les interventions de l'Etat en faveur des restaurants et réfectoires fréquentés par le personnel du Département, prévues à l'article 11.05 du titre I du tableau annexé à la présente loi.

Quant au comptable extraordinaire du Département chargé du paiement des avances sur frais de mission à l'étranger, autorisation lui est donnée de consentir aux fonctionnaires envoyés en mission à l'étranger les avances nécessaires, même si ces avances sont supérieures à 100 000 francs.

*Bijzondere bepalingen
betreffende de lopende uitgaven (Titel I)*

Art. 2. Bij afwijking van het gewijzigd artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 10 000 000 frank toegestaan worden aan de buitengewone rekenplichtigen van het Departement.

Door middel van deze voorschotten, mogen de buitengewone rekenplichtigen van het Departement alle dienstkosten betalen tot en met 100 000 frank, de vergoedingen van alle aard welke bij aanrekening op de begroting zullen verleend worden alsmede, welk ook het bedrag moge zijn, de verbruikskosten van benzine, water, gas, elektriciteit en telefoon, de kosten van frankering met de machine en de staatssteun ten gunste van de door het personeel van het Departement bezochte restaurants en refters, bedoeld in artikel 11.05 van titel I van de bij deze wet gevoegde tabel.

Wat de buitengewone rekenplichtige van het Departement betreft, belast met de betaling van de voorschotten op zendingskosten in het buitenland, toelating wordt hem gegeven aan de ambtenaren belast met een zending in het buitenland de nodige voorschotten te verlenen, zelfs indien deze voorschotten meer dan 100 000 frank bedragen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. Vu le caractère urgent des dépenses à prévoir et par dérogation à l'article 15 modifié de la loi organique de la Cour des comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds successives dont il sera justifié ultérieurement, peuvent être consenties au comptable chargé de la liquidation des secours à caractère social.

Art. 3. Gezien het spoedeisend karakter der te voorziene uitgaven en in afwijking van het gewijzigd artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen achtereenvolgende geldvoorschotten die later zullen verantwoord worden aan de rekenplichtige van de sociale dienst die belast is met de vereffening van de hulpgeelden van sociale aard, worden toegestaan.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 4. Le paiement des allocations de naissance et des indemnités pour frais funéraires s'effectue conformément aux règles établies par l'article 23 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat.

Art. 4. De betaling van het kraamgeld en van de vergoedingen wegens begrafenis kosten geschiedt volgens de regels vastgelegd door artikel 23 van de wet van 15 mei 1846 op de Rijkscomptabiliteit.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 5. Des dépenses relatives à des créances d'années budgétaires antérieures peuvent être imputées sur l'article 12.01, titre I, du tableau annexé à la présente loi.

Art. 5. Op artikel 12.01, titel I, van de bij deze wet gevoegde tabel mogen uitgaven aangerekend worden die betrekking hebben op schuldvorderingen van vorige begrotingsjaren.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 6. Le montant des remboursements effectués par les agents du Département sur les prêts consentis à charge de l'article 11.05, titre I, peut être porté au crédit d'un compte spécial ouvert au titre IV — Section particulière — à gérer par le comptable du service social en vue d'être réutilisé sous forme de prêts.

Art. 6. Het bedrag van de door de personeelsleden van het Departement verrichte terugstortingen op de leningen die ten laste van artikel 11.05, titel I, toegestaan werden, kan overgebracht worden op het krediet van een speciale rekening, geopend op titel IV — Afzonderlijke sectie — te beheren door de rekenplichtige van de sociale dienst teneinde opnieuw gebruikt te worden in de vorm van leningen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 7. Par dérogation à l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 29 mars 1976, la subvention de l'Etat au régime des prestations familiales des travailleurs indépendants est, pour l'exercice 1987 et à l'indice 132,65 (1981 = 100), fixée à 4 860 millions.

Art. 7. In afwijking van artikel 6, § 1, van de wet van 29 maart 1976 wordt de Rijkstoelage aan de gezinsbijslageregeling voor zelfstandigen voor het begrotingsjaar 1987 en aan indexcijfer 132,65 (1981 = 100) vastgesteld op 4 860 miljoen.

— Adopté.

Aangenomen.

Section particulière (Titre IV)

Art. 8. Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux figurant au titre IV du tableau joint à la présente loi, sont évaluées à 4 700 000 francs pour les recettes et à 458 100 000 francs pour les dépenses.

Afzonderlijke sectie (Titel IV)

Art. 8. De verrichtingen op de speciale fondsen, opgenomen in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, worden geraamd op 4 700 000 frank voor de ontvangsten en op 458 100 000 frank voor de uitgaven.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 9. Sont accordées à charge de l'article 60.01.A. «Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale» des autorisations d'engagement à concurrence de 697 600 000 francs pour les opérations courantes, en exécution de la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux Classes moyennes et de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique.

Tout engagement à prendre de ce chef est soumis au visa du contrôleur des engagements et à la Cour des comptes dans les formes de la réglementation en la matière.

Les soldes disponibles au 31 décembre 1987 des autorisations d'engagement, visées au premier alinéa peuvent être reportés à l'année suivante dans les mêmes conditions que les crédits dissociés moyennant l'accord du ministre du Budget.

Art. 9. Worden verleend ten laste van artikel 60.01.A. «Fonds voor de Economische Expansie en de Regionale Reconversie», vastleggingsmachtigingen ten belope van 697 600 000 frank voor de lopende verrichtingen, ingevolge de herstellwet van 10 februari 1981 inzake de Middenstand en de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering.

Elke verbintenis in deze hoofde aan te gaan wordt onderworpen aan het visum van de controleur de vastleggingen en aan het Rekenhof volgens de desbetreffende reglementering.

De beschikbare saldi op 31 december 1987 van de vastleggingsmachtigingen bedoeld in de eerste alinea mogen naar het volgende jaar worden overgedragen in dezelfde voorwaarden als de gesplitste kredieten mits het akkoord van de minister van Begroting.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 10. L'article 5 de l'arrêté royal n° 12 du 26 février 1982 relatif à la cotisation sociale de solidarité à charge des bénéficiaires de revenus professionnels non liés à l'indice des prix à la consommation est complété par un § 3 rédigé comme suit:

«§ 3. Les dispositions du § 1^{er} ne sont plus applicables à partir de l'année budgétaire 1987, l'organisme déterminé en vertu de l'article 6, 2°, procédant directement aux affectations visées au § 2.»

Art. 10. Artikel 5 van het koninklijk besluit nr. 12 van 26 februari 1982 houdende de sociale solidariteitsbijdrage ten laste van de genieurs van bedrijfsinkomsten die niet aan de index der consumptieprijzen gebonden zijn wordt aangevuld met een § 3 die als volgt is gesteld:

«§ 3. De bepalingen van § 1 zijn niet meer van toepassing vanaf het begrotingsjaar 1987, wijl het organisme bepaald krachtens artikel 6, 2°, rechtstreeks overgaat tot de in § 2 bedoelde affectaties.»

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 11. Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds et comptes inscrits au titre IV du tableau annexé à la présente loi est indiqué en regard du numéro de l'article ou du littéra se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé à l'intervention du ministre des Finances sont désignés par l'indice B.

Les fonds et les comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables qui ont opéré les recettes sont désignés par l'indice C.

Art. 11. De wijze van beschikking over het tegoed vermeld voor de fondsen en rekeningen ingeschreven in Titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, wordt aangeduid naast het nummer van het artikel of van de littera die betrekking heeft op elk dezer.

De fondsen waarvan de uitgaven aan het voorafgaand visum van het Rekenhof worden voorgelegd, worden door het teken A aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop door tussenkomst van de minister van Financiën wordt beschikt, worden door het teken B aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop rechtstreeks wordt beschikt door de rekenplichtigen die de ontvangsten hebben gedaan, worden door het teken C aangeduid.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wi stemmen later over het ontwerp van wet in zijn geheel.

VOORSTEL VAN WET TOT WIJZIGING VAN ARTIKEL 70 VAN DE WET VAN 9 AUGUSTUS 1963 TOT INSTELLING EN ORGANISATIE VAN EEN REGELING VOOR VERPLICHT ZIEKTE- EN INVALIDITEITSVERZEKERING

Algemene beraadslaging en stemming over de artikelen

PROPOSITION DE LOI MODIFIANT L'ARTICLE 70 DE LA LOI DU 9 AOÛT 1963 INSTITUANT ET ORGANISANT UN RÉGIME D'ASSURANCE OBLIGATOIRE CONTRE LA MALADIE ET L'INVALIDITÉ

Discussion générale et vote des articles

De Voorzitter. — Wij vatten de bespreking aan van het voorstel van wet tot wijziging van artikel 70 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Nous abordons l'examen de la proposition de loi modifiant l'article 70 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

De algemene beraadslaging is geopend.

La discussion générale est ouverte.

Het woord is aan de rapporteur.

De heer Vandenhove, rapporteur. — Mijnheer de Voorzitter, graag breng ik heden verslag uit namens de commissie voor de Sociale Aangelegenheden over de bespreking van het voorstel van wet tot wijziging van artikel 70 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

In artikel 70 van voormelde wet zijn de gevallen opgesomd waarbij aan de ZIV-rechthebbende de toekenning van de verzekeringsprestaties wordt geweigerd. Welnu, de indieners van het wetsvoorstel nummer 305 is het erom te doen een verzachtende wijziging te bekomen op het vlak van de weigeringen die het gevolg zijn van schade voortvloeiende uit een door ZIV-rechthebbende gepleegde « zware fout ».

Uit de praktijk blijkt dat er in de wet van 9 augustus 1963 geen definitie staat van het begrip « zware fout », zodat aan de verzekeringsinstellingen wegens interpretatieproblemen ernstige weigerings- en terugvorderingsopdrachten ten dele vallen. Meer nog, in de verzekeringsinstellingen is het veelal niet mogelijk uit te maken of een « zware fout » al dan niet een opzettelijke fout is.

Meteen kwam het lot van de in fout bevonden ZIV-rechthebbende centraal te staan en door de hoofdindieners van het voorstel van wet, de heer Moens, werd uitdrukkelijk gesteld dat het niet tot de taak van de verzekeringsinstellingen behoort terug te vorderen en bestraffend op te

treden. Dienaangaande verwees hij naar de stand van zaken in de ons omringende landen, waar de « gezondheidszorgen » zonder meer steeds verschuldigd zijn en verworven blijven.

Een oud zeer dus, dat dient te worden verholpen en waaromtrent onder meer een aantal vragen rezen.

Is het al dan niet de taak van de verzekeringsinstellingen te interpreteren en bestraffend op te treden?

Moet er in de benadering al dan niet onderscheid worden gemaakt tussen de prestaties « gezondheidszorg » en de prestaties « uitkeringen wegens werkongeschiktheid »?

Moet er al dan niet penalitatie zijn wanneer de schade het gevolg is van een door de ZIV-rechthebbende begane fout waarmee geen opzet is gemoeid?

Zal de wetsversoepeling al dan niet aanleiding zijn tot bijkomende uitgaven of minder inkomsten in de ZIV-sector?

De minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen verklaarde niet gekant te zijn tegen het in behandeling genomen voorstel van wet en citeerde de desbetreffende teksten van het Tijdschrift voor Sociale Zekerheid van juli 1985 en van een studie van professor Van Langendonck. Tevens verwees de minister naar de inhoud van het ter zake bij het Intermutualistisch College ingewonnen advies en naar het indertijd door de Commissie Dillemans geformuleerde voorstel om de toekenning van ZIV-prestaties te weigeren in de gevallen van schade waar opzet van de rechthebbende is bewezen.

De minister, die het voorstel van wet een goed initiatief vond, wou evenwel een ietwat genuanceerder benadering en zijn standpunt luidde dat men het recht op « gezondheidszorg » in alle hypothesen moet waarborgen; dat er een regeling inzake « uitkeringen » moet komen in de zin zoals aanbevolen door het Intermutualistisch College; dat het begrip « zware fout » in de wetteksten moet worden vervangen door « opzettelijke fout » en dat er een voorbehoud moet worden gemaakt wat betreft de initiale tekst van artikel 2, paragraaf 3, van het voorstel van wet nummer 305.

Tijdens de algemene bespreking werd door commissieleden nog herhaaldelijk gewezen op toepassingen inzake « zware fout », zoals aangehouden in het verkeersreglement en in de sectoren arbeidsongevallen en beroepsziekten. Zelfs de situatie van de betaalde sportbeoefenaars wie een ongeval is overkomen, kwam ter sprake.

Tot slot van de algemene bespreking betoogde een commissielid dat in deze materie een « opzettelijke fout », of beter nog « opzet », een daad verrichten is met de bedoeling een letsel op te lopen tot persoonlijk profijt en dat « zware fout » elk ander geval is waarbij het individu een grote verantwoordelijkheid draagt.

Het sociaal recht moet zijns inziens niet worden gevoegd bij een gerechtelijke uitspraak om de zware fout nogmaals te bestraffen.

In totaal werden drie amendementen ingediend: een eerste door een collega senator, een tweede door de hoofdindieners en een derde door de regering.

De artikelsgewijze bespreking had plaats tijdens de vergadering van 24 februari 1987 en was in hoofdzaak gewijd aan voormelde amendementen. Nadat de eerste twee door hun indieners werden ingetrokken, bleef er het regeringsamendement, houdende wijzigingen zowel in artikel 1 als in artikel 2 van de initiale teksten.

Het ging in de eerste plaats om de volledige vervanging van de tekst van artikel 1 door de tekst van het regeringsamendement.

In tweede orde ging het om de schrapping van de tekst van paragraaf 3 van artikel 2.

Het regeringsamendement bij artikel 1 werd aangenomen met eenparigheid van de 14 aanwezige commissieleden.

Eveneens was er eenparigheid voor het aannemen van de paragrafen 1 en 2 van artikel 2. De stemming over het regeringsamendement tot schrapping van paragraaf 3 gaf dezelfde uitslag.

Tot slot werd het geamendeerd voorstel van wet in zijn geheel aangenomen bij eenparigheid van de 14 aanwezige commissieleden.

Voorzitter, indien veroorloofd, wil ik verklaren getuige te zijn geweest van een fraai stukje parlementair werk, dat al de erbij betrokken partijen siert en dat hopelijk bekrachtiging zal mogen kennen in deze openbare vergadering en naderhand in de tweede kamer. (*Applaus op de socialistische banken.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Moens.

De heer Moens. — Mijnheer de Voorzitter, na de miljarden van de tien begrotingen die we vanmiddag hebben besproken, zou men kunnen denken dat het wetsvoorstel dat nu aan de orde is een eerder beperkte materie behandelt. Dat is ook zo als men er de financiële repercussie van bekijkt, maar dat is niet zo als men het op zijn principiële waarde nameet. Ik stel met genoegen vast dat veel commissieleden en vele andere leden van de Senaat die het debat hebben gevolgd, hierover met mij akkoord gaan. Wij gaan nu, tenminste als deze openbare vergadering en daarna de Kamer dit ook willen, een vreemd voorwerp uit het lichaam van onze sociale zekerheid wegsnijden, want dat was het begrip zware fout eigenlijk. Het begrip zware fout is een begrip uit het strafrecht dat ten onrechte en alleen in België in de sociale zekerheidswetgeving was binnengeslopen en dat maakte dat bepaalde prestaties, waarop iemand recht had op grond van zijn sociale situatie in het sociale zekerheidsrecht, konden worden geweigerd doordat hij een strafrechtelijke overtreding had begaan.

Ik ben blij dat dit voortaan niet meer kan gebeuren, en dit om drie redenen. Ten eerste, door dit wetsvoorstel wordt de interne logica van onze sociale wetgeving verbeterd. Artikel 70 bepaalt eigenlijk en terecht dat wanneer andere wetgevingen, binnenlandse of buitenlandse, prestaties moeten betalen, de Belgische sociale zekerheid in het kader van de ziekteverzekering niet moet tegemoetkomen. Artikel 70 voorziet nog in een tweede mogelijkheid. Wanneer een derde verantwoordelijke de prestaties moet betalen, moet de ziekte- en invaliditeits-verzekering evenmin tegemoetkomen. Wanneer er aangeduide betalende zijn voor de schade, draagt de sociale zekerheidsverzekering dus niet bij.

De uitzondering van de zware fout verschilde hier fundamenteel van: daar bestond geen individuele aanwijsbare verantwoordelijke of geen andere betaler, waardoor de schade geheel ten laste viel van degene die ze onderging. Als de Senaat en de Kamer dit wetsvoorstel aannemen zullen wij de anomalie van de zware fout uit artikel 70 weghalen.

Er is nog een tweede reden waarom ik mij verheug. Door deze wegsnijding is ons sociaal recht geen strafrecht meer. Het is niet de taak van de sociale zekerheid om mensen te bestraffen voor fouten die ze zouden hebben begaan. Het is de taak van de sociale zekerheid mensen een objectieve bijstand te verlenen wanneer zij in hun gezondheid of in andere situaties geschaad worden.

Tenslotte ben ik blij omdat wij ons in de sociale zekerheidsregeling ZIV afstellen op de Europese norm. De zware fout was in geen enkele sociale wetgeving van de ons omringende beschaaft landen nog terug te vinden. Overal gold de regel van het opzet. Prestaties, gezondheidszorgen of uitkeringen werden alleen geweigerd als bewezen was dat de betrokkene de schade met opzet veroorzaakte om er zelf voordeel uit te halen. Wij kunnen aanvaarden dat zulks een uitsluitingsgrond is, maar de zware fout niet.

Mijnheer de Voorzitter, als wij dit wetsvoorstel goedkeuren, zullen wij ons in Europa bij de groep van de gezonde naties voegen en zullen wij als natie weer een stap vooruit hebben gedaan in de vaart van de volkeren. (*Applaus op de socialistische banken.*)

De Voorzitter. — Vraagt niemand meer het woord in de algemene beraadslaging? Zo neen, dan verklaar ik ze voor gesloten en gaan wij over tot de bespreking van de artikelen van het voorstel van wet.

Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles de la proposition de loi.

Artikel één luidt:

Article 1^{er}. L'article 70, § 3, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, modifié par l'arrêté royal n° 19 du 4 décembre 1978, est remplacé par les dispositions suivantes:

« § 3. L'octroi des prestations prévues par la présente loi est refusé pour les dommages trouvant leur source dans un accident survenu à l'occasion d'un exercice physique pratiqué au cours d'une compétition ou exhibition sportive pour lesquelles l'organisateur perçoit un droit d'entrée et pour lesquelles les participants reçoivent une rémunération sous quelque forme que ce soit.

L'octroi des prestations visées au titre IV de la présente loi est refusé lorsque l'incapacité de travail est la conséquence d'une faute provoquée délibérément par le titulaire.

Artikel 1. Artikel 70, § 3, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en

invaliditeitsverzekering gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 19 van 4 december 1978, wordt vervangen door de volgende bepalingen:

« § 3. De toekenning van de in deze wet bedoelde prestaties wordt geweigerd in de gevallen van schade voortvloeiend uit een ongeval overkomen naar aanleiding van een lichaams oefening tijdens een sportcompetitie of -exhibitie, waarvoor de inrichter toegangsgeld ontvangt en waarvoor de deelnemers in om het even welke vorm een bezoldiging ontvangen.

De toekenning van de in Titel IV van deze wet bedoelde prestaties wordt geweigerd ingeval de arbeidsongeschiktheid het gevolg is van een door de gerechtigde opzettelijk gepleegde fout. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 2. § 1^{er}. La présente loi est applicable aux dommages qui se produisent après l'entrée en vigueur de la présente loi, mais résultent de faits qui relevaient de l'application de l'ancien article 70, § 3, b).

§ 2. Les prestations que les bénéficiaires avaient précédemment indûment reçues en application de l'ancien article 70, § 3, b), et qui n'ont pas encore été remboursées au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, restent acquises aux bénéficiaires au cas où elles auraient été dûment accordées en vertu de la présente loi.

Art. 2. § 1. Deze wet is van toepassing in de gevallen van schade die zich voordoen na het in werking treden van deze wet, maar die voortvloeien uit vroegere feiten die onder de toepassing van artikel 70, § 3, b), vielen.

§ 2. De prestaties die de rechthebbenden voorheen ten onrechte ontvingen hadden ingevolge de toepassing van artikel 70, § 3, b), en die op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet nog niet terugbetaald werden, blijven de rechthebbenden verworven, indien de prestaties volgens deze wet met recht zouden toegekend zijn.

— Adopté.

Aangenomen.

De Voorzitter. — We stemmen later over het voorstel van wet in zijn geheel.

Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble de la proposition de loi.

VOORSTEL VAN WET HOUDENDE OPHEFFING VAN HET KONINKLIJK BESLUIT NUMMER 296 VAN 31 MAART 1984 BETREFFENDE DE LEDEN VAN HET MEESTERS-, VAK- EN DIENSTPERSONEEL VAN DE RIJKSINRICHTINGEN

Algemene beraadslaging

PROPOSITION DE LOI ABROGEANT L'ARRETE ROYAL N° 296 DU 31 MARS 1984 RELATIF AUX MEMBRES DU PERSONNEL DE MAITRISE, GENS DE METIER ET DE SERVICE DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT DE L'ETAT

Discussion générale

De Voorzitter. — Wij vatten de bespreking aan van het voorstel van wet houdende opheffing van het koninklijk besluit nummer 296 van 31 maart 1984 betreffende de leden van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de Rijksinrichtingen.

Nous abordons l'examen de la proposition de loi abrogeant l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984 relatif aux membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement de l'Etat.

De algemene beraadslaging is geopend.

La discussion générale est ouverte.

De heer Smits, rapporteur, verwijst naar zijn verslag.

Het woord is aan de heer Swinnen.

De heer Swinnen. — Mijnheer de Voorzitter, tijdens de bespreking in de commissie van het voorstel van wet houdende opheffing van het

koninklijk besluit nummer 296 van 31 maart 1984 betreffende de leden van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen, stelde de indiener van het voorstel tot slot van de bespreking volgende tweeledige vraag aan de beide ministers van Onderwijs: « Worden de rijkscholen, na twee jaar koninklijk besluit nummer 296, beter onderhouden dan vroeger en beschikken de schoolhoofden over voldoende kredieten voor die diensten?»

Al wie het onderwijsgebeuren van dichtbij volgt, stelt vast dat de infrastructuur van heel wat rijkscholen er triest en verwaarloosd bijligt. Wie aan mijn woorden mocht twijfelen, die zal ik graag op een bezoektocht meenemen om hem de mogelijkheid te bieden zich met eigen ogen van de ware toestand te vergewissen.

Uiteraard is de overschakeling van statutair naar contractueel meesters-, vak- en dienstpersoneel niet de exclusieve oorzaak van deze nefaste toestand. Het is slechts één facet van de geleidelijke ontmanteling van het rijksonderwijs, zoals bijvoorbeeld het ontbreken van afdoende kredieten voor dringende herstellingswerken aan rijksschoolgebouwen, een ander facet daarvan is. De totaliteit van al die facetten bepaalt het huidige, niet altijd fraaie, uitzicht van de rijksdomeinen.

Onder het mom van de beheersautonomie wordt het principe van het statutaire personeel vervangen door het principe van het contractuele personeel of van het inhuren van privé-firma's. Als de ministeriële bekommerning voor een goed functionerende lokale autonomie inderdaad zo groot is als men wil doen uitschijnen, waarom verleent de minister dan ook niet de nodige autonomie aan de instellingshoofden om bijvoorbeeld contracten te sluiten bij plaatselijke leveranciers voor het leveren van verwarmingsenergie, *in casu* stookolie, in plaats van de aankopen via het centrale bureau voor benodigdheden op te leggen?

Het koninklijk besluit nummer 296 is niets anders dan een blinde besparingsmaatregel die de werking van de rijkscholen in vele gevallen in mindere of meerdere mate ontredt. Die ontreding is voornamelijk het gevolg van — en nu komen we tot het tweede gedeelte van de vraag van de indiener van het voorstel — het toekennen van onvoldoende werkingskredieten. De hoegrootheid van die kredieten is door de instellingshoofden vaak niet tijdig gekend. De directies van de rijkscholen worden dan ook verplicht om blind te vliegen, met alle gevolgen van dien!

Tekenend voor het mankement van het door de minister gevoerde beleid inzake de lokale autonomie van de rijkscholen is, dat, vandaag 5 mei, bijna 6 mei, de hoegrootheid van de dotaties aan de rijkscholen-groepen nog altijd niet bekend is gemaakt aan de ordonnateurs. Ruim meer dan één derde van het boekjaar is verstreken en de scholen weten niet eens wat ze nu wel of niet mogen uitgeven.

Door het koninklijk besluit nummer 296 worden twee categorieën personeelsleden in het leven geroepen die, hoewel zij dezelfde functie in dezelfde instelling uitoefenen, onder een verschillende arbeidsreglementering ressorteren. Dergelijke toestand is niet alleen discriminerend voor de personeelsleden; het schept daarenboven een arbeidssituatie die weinig bevorderlijk is voor een vlotte werking van de school.

Het systeem van de contractuelen zoals het in zijn huidige vorm door de reglementering en de toegekende middelen wordt gevat, is niet van aard om een optimale werking van bijvoorbeeld de busdienst en het schoolrestaurant te garanderen. Dit zijn precies twee diensten die het niet-pedagogisch comfort van de rijkscholen wezenlijk helpen bepalen. Wanneer dit comfort in het gedrang komt, komen heel wat rijkscholen in een minder gunstige concurrentiële positie.

Om al deze redenen, die door de dagelijkse schoolpraktijk worden ingegeven en er tegelijkertijd door worden bevestigd, pleit ik voor de opheffing van het koninklijk besluit nummer 296. Het goed beheer van de rijkscholen zou er alleszins door worden bevorderd. (*Applaus op de socialistische banken.*)

De Voorzitter. — Daar niemand meer het woord vraagt in de algemene beraadslaging verklaar ik ze voor gesloten.

Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close.

Ik herinner eraan dat de commissie heeft besloten het voorstel van wet niet aan te nemen.

Je vous rappelle que la commission propose le rejet de cette proposition de loi.

Overeenkomstig artikel 47 van ons reglement zal de Senaat zich later uitspreken over de conclusie van de commissie.

Conformément à l'article 47 du règlement, nous procéderons ultérieurement au vote sur les conclusions de la commission.

ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE WETTEN BETREFFENDE DE ORGANISATIE VAN DE MIDDENSTAND, GECOORDINEERD OP 28 MEI 1979, MET HET OOG OP DE OPRICHTING VAN EEN COMMISSIE BELAST MET DE STUDIE VAN DE VEREENVOUDIGING VAN DE ADMINISTRATIEVE FORMALITEITEN OPGELEGD AAN DE KLEINE EN MIDDELGROTE ONDERNEMINGEN EN AAN DE ZELFSTANDIGEN

Algemene beraadslaging en stemming over de artikelen

PROJET DE LOI MODIFIANT LES LOIS RELATIVES A L'ORGANISATION DES CLASSES MOYENNES, COORDONNEES LE 28 MAI 1979, EN VUE DE LA CREATION D'UNE COMMISSION CHARGÉE DE L'ETUDE DE LA SIMPLIFICATION DES FORMALITES ADMINISTRATIVES IMPOSEES AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET AUX INDEPENDANTS

Discussion générale et vote des articles

De Voorzitter. — Wij vatten de bespreking aan van het ontwerp van wet tot wijziging van de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand.

• Nous abordons l'examen du projet de loi modifiant les lois relatives à l'organisation des Classes moyennes.

De algemene beraadslaging is geopend.

La discussion générale est ouverte.

Het woord is aan de rapporteur.

De heer De Cooman, rapporteur. — Mijnheer de Voorzitter, ik was van zins een korte samenvatting te geven van mijn verslag. Gelet op het gevorderde uur en uit respect voor allen die hier nog aanwezig zijn, wil ik echter verwijzen naar mijn verslag en, met uw toestemming, mijnheer de Voorzitter, onmiddellijk mijn persoonlijke uiteenzetting houden.

Het ontwerp van wet tot wettelijke bekrachtiging van de commissie COMFORM dat aan de goedkeuring van de Senaat wordt voorgelegd, kan enkel en alleen met veel genoegen worden benaderd en goedgekeurd aangezien het een duidelijke stap in de goede richting is tot vereenvoudiging van de administratieve rompslomp waarmee niet enkel de zelfstandigen en KMO's hebben af te rekenen maar waarmee onze hele Belgische samenleving dagelijks geconfronteerd wordt.

Men kan zonder schroom de mallemlolen van papier parafraseren op een gekend sambedijde 'papier hier, papier daar, papier overal'. Excuseer mij voor deze insinuatie, maar zo is het toch.

Wij stellen vaak vast dat iedere burger jaarlijks minstens 10 maal dezelfde gegevens moet bezorgen aan de administratie. Als de formulieren niet juist ingevuld zijn, wordt er ofwel geen gevolg aan gegeven ofwel stuurt men ze terug omdat ze fout zijn ingevuld zonder daarbij te zeggen waar de fout zit.

Als we dan verder zien naar de hoeveelheid formulieren die een bedrijf of een zelfstandige dient in te vullen, en ook hem tientallen keren dezelfde vraag wordt gesteld, dan wordt men hopeloos. De dagelijkse klacht die men hoort is: « Wij worden ambtenaar van de Staat ». Deze klacht is zo oud dat zelfs de grootste optimist zich op de duur gaat afvragen of dit geen hopeloos gevecht is tegen een papieren, maar wel onloslooptbare bierkaai.

De feiten zijnde zoals ze zijn, werkt een dergelijke papierberg demoraliserend, initiatief ontnemend en afremmend op het gebied van de tewerkstelling. Er worden zoveel goede initiatieven door de regering genomen om de tewerkstelling te bevorderen met allerhande sociale en financiële voordelen voor de bedrijven, maar de weg die een bedrijf administratief moet afleggen is onvoorstelbaar te meer omdat de mogelijke kandidaat werkloos moet zijn om te kunnen worden opgenomen via de diverse stelsels met daaraan nog gekoppeld dat men zich steeds moet afvragen, tot welke bevoegde overheid men zich moet richten op nationaal of regionaal vlak.

Heeft men zich in deze hoge vergadering reeds in de plaats gesteld van de man die van heel onze staatsstructuur weinig afweet en formulieren moet opmaken of invullen en zich daarbij afvraagt aan welk departement hij die moet sturen, regionaal, nationaal of is het overlappend.

Iemand heeft mij gezegd — en het was niet de eerste de beste — dat een bedrijfsleider veertig formulieren moet invullen om een werkloze te kunnen tewerkstellen.

Zo kan men honderden feiten aanhalen. Ik zal er dan ook niet verder op ingaan want in dit bos ziet men de bomen niet meer. Vereenvoudigen is de fundamentele opdracht. Dit is zeer goed realiseerbaar als de wil er maar is. Ik kom hier later op terug.

Mijnheer de minister, het is lovenswaardig dat de regering heeft ingezien dat de commissie COMFORM in een wettelijk kader moet fungeren en meer slagkracht moet krijgen. Ik wens vooraf hulde te brengen aan de geïnstalleerde commissie COMFORM voor het werk dat zij sinds 1982 heeft gepresteerd in zeer moeilijke omstandigheden, zonder middelen en op benevole basis. Ze zet dit werk momenteel nog steeds voort, al is haar mandaat verstreken sedert september 1986, en dit alles zonder personeel. Het geleverde werk van de ambtenaren van de hoge raad voor de middenstand ten dienste van COMFORM, boven op hun eigen werk, wordt door iedereen gewaardeerd en geprezen. Het is toch duidelijk dat het klein aantal mensen die tegen een papierstroom van 800 000 ambtenaren — ik heb vernomen dat de minister van Financiën heeft gesproken over 975 000 — moeten opboksen een onmogelijke taak hebben. Door de goedkeuring van dit ontwerp zouden we aan een keerpunt moeten staan met betrekking tot deze problematiek. De werking zal niet afhankelijk zijn van de goedgekeurde wettekst maar van de wil tot het creëren van uitvoeringsbesluiten die meer mogelijkheden dienen te geven aan de commissie COMFORM.

In de eerste plaats ligt deze verantwoordelijkheid bij de regering en bij u, mijnheer de minister. Degenen die raad geven, inlichtingen verstrekken en suggesties doen, zullen in een positieve geest dienen te werken met als enig doel een fundamentele vereenvoudiging zodat niet de burger de ambtenaar is.

Een tweede opdracht zal zijn om al onze departementen met dezelfde intenties te bezielen en om ze adviezen te laten vragen. Ze zullen een gemotiveerde reden moeten geven om bepaalde adviezen niet te volgen. Redenen kan men altijd vinden als men dat niet wil.

Het is lovenswaardig, mijnheer de minister, dat u in uw kabinet een cel zal oprichten met als opdracht de administratieve implicaties, dubbele en onnodige formulieren te onderzoeken.

Voor mij is het van zeer groot belang, dat er bij het beleid en bij de ambtenaar het besef groeit dat reglementeringen gebruiksvriendelijk moeten zijn. Het onbegrijpelijke ambtenarenjargon is een probleem op zichzelf. In elk departement zou de vormingsdirecteur daaraan aandacht moeten besteden en zijn ambtenaren naar een goede reflex moeten vormen. De goede mentaliteit is het besef dat reglementeringen of omzendbrieven er zijn voor de burgers, en niet omgekeerd. Er bestaan nu al computerprogramma's die teksten kunnen napluizen op begrijpelijkheid en taal. Zulk programma, met een betere klantvriendelijke mentaliteit, zou voor meer toegankelijkheid kunnen zorgen.

Ik vraag dat er dringend werk wordt gemaakt van volgende nuttige oplossingen. Er moet eindelijk een administratieve fiche worden gemaakt die het herhaaldelijk invullen van andere formulieren voor een andere dienst, met dezelfde gegevens, overbodig maakt.

Een enkele procedure voor het aanvragen van verschillende vergunningen voor eenzelfde handelszaak moet worden ingevoerd.

De realisatie van deze voorstellen, samen met de groei van een bedrijfsvriendelijke mentaliteit bij ambtenaren en regeerders, moeten het bewijs leveren dat COMFORM geen politiek alibi is, geen gewetenssusser, geen doekje voor het bloeden, geen papieren tijger zonder tanden, maar een zinvol en slagkrachtig instrument, dat de strijd tegen de pletwals van de papieren mallempelen wel degelijk aankan.

Door de installatie van COMFORM heeft de overheid het gevaar van een teveel aan administratie erkend. Het anti-gif moet de kans krijgen om te kunnen werken.

Dat wij met de oprichting van COMFORM geen unicum zijn is overduidelijk aangezien op het internationaal vlak tientallen staten aan een fundamentele aanpak toe zijn van hun eigen papierberg. Waar wij wel een unicum zijn is dat in België tot op heden het adviesrecht beperkt is tot de administratieve verplichtingen voor KMO's en zelfstandigen, waar het in de ons omringende landen, zoals Duitsland en het Verenigd Koninkrijk, de totaliteit van alle departementen behelst.

Wij dienen de moed te hebben deze administratieve inertie te doorbreken en dit op alle niveaus. Laten wij de commissie COMFORM de nodige middelen en armslag geven ten bate van iedereen.

De regering kan aansluitend aan dit ontwerp werk beginnen te maken van de veralgemeende vereenvoudiging van onze tergende administratieve rompslomp. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. Basecq.

M. Basecq. — Monsieur le Président, nous nous sommes exprimés, voici une heure à peine, au nom du groupe socialiste francophone, et dans le cadre de la discussion du budget, à propos du projet de loi relatif à la commission COMFORM.

Vu l'heure tardive, je ne reviendrai pas sur ce qui a été dit à ce propos.

Si monsieur le ministre veut bien nous répondre, nous considérerons avoir ainsi apporté notre pierre à l'édifice.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Content.

De heer Content. — Mijnheer de Voorzitter, ik zal zeer kort gaan. De commissie COMFORM is dus broodnodig. Nochtans boekte zij onder meer omwille van haar te beperkte mogelijkheden — zij is louter advise-rend — weinig concrete resultaten.

De uitgebrachte adviezen kunnen niet de grond van de zaak betreffen; wijzigingen aanbrengen in de wetgeving mag de commissie uiteraard niet. Wel kan ze sleutelen aan de uitwerking van besluiten en aan de formulering van teksten.

Zoals COMFORM zelf vermeldt, moet er iets gebeuren gezien het indrukwekkend aantal documenten wat te wijten is aan de vele en complexe reglementeringen die voortvloeien uit opeenvolgende wetgevingen.

Dienaangaande wil ik de minister drie vragen stellen:

1. Zal de minister van Middenstand opdracht geven voor een vergelijkend onderzoek ten gronde van de in de inventaris opgenomen documenten?

2. Zullen de nodige geldmiddelen dienaangaande aan de commissie worden verstrekt?

3. Wanneer zal de Centrale Gegevens Bank binnen het ministerie van Sociale Voorzorg operationeel worden zodanig dat kan worden vermeden, dat de werkgevers gegevens of inlichtingen vragen die reeds geregistreerd zijn? Op die manier wordt drievoudig of zelfs viervoudig gebruik voorkomen.

Een zwak punt is nog dat de commissie niet bevoegd is inzake materies die gedecreteerd worden door de Gemeenschappen en Gewesten. Ik denk dat het noodzakelijk is dat de Gemeenschap en de Gewesten een beroep kunnen doen op COMFORM.

Ik vestig de aandacht van de minister op het advies dat de Hoge Raad voor de middenstand op 12 juni 1986 heeft uitgebracht over dit ontwerp van wet.

Zij somt de problemen op waarmee de huidige commissie te kampen heeft en zij stelt ook vragen nopens de oplossingen:

1. Wat zijn de gevolgen die aan de adviezen worden verleend? Zij stelt dat het noodzakelijk is dat de vereenvoudigingsvoorstellen werkelijk gerealiseerd worden.

2. Wat gebeurt er indien de minister de beroepsprocedure nalaat? Immers, het initiatief tot het instellen van de beroepsprocedure lag vroeger in handen van COMFORM en van de minister van Middenstand, daar waar het nu de betrokken minister zou zijn die zich tot het Ministerieel Comité moet wenden? In feite amputeert men het gezag van de minister. Quid wanneer de betrokkene nalaat dit te doen? Over welke middelen zal COMFORM beschikken om de gevolgen die aan haar adviezen verleend worden, na te gaan?

3. Wat met de verplichting voor de ministers COMFORM te raadplegen? Zijn zij daartoe verplicht of niet? Dit staat niet in de wet.

4. Welke werkingsmiddelen zullen aan COMFORM worden gegeven voor de goede werking van het secretariaat?

De Socialistische Partij zal dit ontwerp van wet goedkeuren omdat het tegemoetkomt aan de gewettigde eisen van de middenstand met de bedoeling na verloop van tijd de nodige wijzigingen aan te brengen mochten deze noodzakelijk zijn. (*Applaus op de socialistische banken.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Buchmann.

De heer Buchmann, minister van Middenstand. — Mijnheer de Voorzitter, ik zal eveneens kort gaan. Alvorens te antwoorden op de opmerkingen en vragen wens ik eerst de rapporteur te danken voor zijn uitstekend verslag.

Volgens mij, en de commissie was dezelfde mening toegedaan, moeten meer mogelijkheden worden geboden aan de commissie COMFORM. Volgens mij biedt het huidige ontwerp de mogelijkheid om het geheel beter te doen functioneren.

De heer Basecq heeft vragen gesteld betreffende de werking van COMFORM tot op heden en over de verstrekte adviezen.

Er werden 33 adviezen volledig opgevolgd; 8 werden gedeeltelijk en 9 werden niet opgevolgd; 2 werden opnieuw onderzocht en er zijn 15 zeer recente adviezen. Op iets meer dan één jaar tijd hebben wij ongeveer 30 adviezen gekregen. Het is niet mogelijk de adviezen die nog maar enkele maanden oud zijn, reeds toe te passen. Toch meen ik dat de commissie COMFORM behoorlijke resultaten behaalt. Wij kunnen ervan uitgaan dat slechts de 9 niet opgevolgde adviezen als negatief moeten worden beschouwd. In het totaal bekwam men dus 85 pct. positieve opvolging van de adviezen.

De bekommerning van verschillende leden was of COMFORM de mogelijkheden zou krijgen om behoorlijk te functioneren. Dit is inderdaad een probleem. Dienaangaande hebben wij met het ESIM — de Studiedienst van de Middenstand — besprekingen gevoerd. Het ESIM zal COMFORM bijstand verlenen. Wij hopen dat daardoor nog beter werk kan worden verricht.

Er werd ook gevraagd of de procedure geen negatieve uitwerking zal hebben omdat de ministers rechtstreeks hun ontwerpen aan COMFORM moeten voorleggen. Indien een minister zich niet rechtstreeks tot COMFORM mocht wenden, zou automatisch het advies aan het CMCS worden verstrekt, waar het probleem dan kan worden uitgepraat.

De heer Content heeft eveneens het feit aangehaald dat de Gemeenschappen en de Gewesten niet betrokken zijn bij COMFORM. Wij kunnen ter zake geen verplichtingen opleggen. Wij hebben wel het plan opgevat om met de Gemeenschappen en de Gewesten dienaangaande een onderhoud te hebben en hen vriendelijk te vragen of ook zij niet via COMFORM kunnen werken bij het opstellen van ontwerpen van decreet.

De heer Content heeft eveneens gevraagd of er een inventaris zal worden opgemaakt. Dat zou vanzelfsprekend ideaal zijn. Op mijn kabinet wordt hieraan gewerkt. Wij hebben reeds een stapel van 87 centimeter verschillende documenten.

Van vele documenten moeten de bedrijven maandelijks een exemplaar invullen. Dit is haast een Kafkaïaanse toestand. Wanneer men vaststelt wat bepaalde bedrijven aan administratieve rompslomp wordt opgelegd, ben ik de mening toegedaan dat COMFORM goed werk zal verrichten. Wij zullen die commissie wel materieel moeten helpen om haar werk goed te verrichten.

Ik doe hier dezelfde oproep die reeds door de drie sprekers werd gedaan namelijk, dat wij allen, wetgever en administratie, rekening zouden houden met de gebruiker en dat men ervan uit zou gaan dat het de gebruiker is die moet worden gediend en niet wij en ook dat de teksten die worden opgesteld voor de gebruiker verstaanbaar zouden zijn.

De heer Content heeft daarstraks een tekst voorgelezen die inderdaad voor ons misschien zeer begrijpelijk is maar die voor de meeste van de gebruikers onverstaanbaar is. Ik meen niet dat dit de bedoeling van de wetgever is.

Mijnheer de Voorzitter, ik ben ervan overtuigd dat dit ontwerp, waarvan ik hoop dat het door Kamer en Senaat zal worden goedgekeurd, slechts een eerste stap zal zijn in de goede richting. *(Applaus op de banken van de meerderheid.)*

De Voorzitter. — Vraagt niemand meer het woord in de algemene beraadslaging? Zo neen, dan verklaar ik ze voor gesloten en gaan wij over tot de behandeling van de artikelen van het ontwerp van wet.

Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles du projet de loi.

Artikel één luidt:

Artikel 1. In de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979, wordt in hoofdstuk IV een artikel 22bis ingevoegd, luidend als volgt:

« Artikel 22bis. § 1. Er wordt bij de Hoge Raad voor de Middenstand een raadgevende commissie opgericht, de commissie COMFORM genoemd, die als taak heeft het bestuderen van de vereenvoudiging der administratieve formaliteiten opgelegd aan de zelfstandigen en aan de kleine en middelgrote ondernemingen en het ter zake formuleren van adviezen bestemd voor de bevoegde autoriteiten.

§ 2. Voor de toepassing van dit artikel verstaat men onder zelfstandige de persoon die voldoet aan de voorwaarden van artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen.

Voor de toepassing van dit artikel verstaat men onder kleine en middelgrote onderneming elke onderneming die minder dan 100 personen tewerkstelt in het kader van een arbeidsovereenkomst.

§ 3. Voor de toepassing van dit artikel bestaat een administratieve formaliteit uit elke materiële handeling opgelegd door een wettelijke of reglementaire bepaling die rechtstreeks of onrechtstreeks betrekking heeft op de uitoefening of de uitbreiding van de beroepsactiviteit van een zelfstandige of van een kleine en middelgrote onderneming.

Voor de toepassing van dit artikel is de verplichting om een som geld te betalen geen administratieve formaliteit, tenzij ze gepaard gaat met samenhangende of bijkomende verplichtingen, of wanneer zij, door haar modaliteiten of haar frequentie, aan de zelfstandigen of aan de kleine en middelgrote ondernemingen het verrichten van herhaalde of ingewikkelde handelingen oplegt.

§ 4. De commissie COMFORM mag in haar adviezen de afschaffing of de vereenvoudiging voorstellen van de administratieve formaliteiten die krachtens een wet, een besluit of enige andere maatregel van reglementaire aard worden opgelegd.

Ter zake spreekt zij zich uit op eigen initiatief of op verzoek van de minister van Middenstand, van de minister van Landbouw, van de Hoge Raad voor de Middenstand, van een professionele of interprofessionele organisatie van de middenstand of van zelfstandigen, die voldoen aan de representativiteitscriteria bepaald door deze gecoördineerde wetten, of van een algemene landbouworganisatie zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 15 september 1924 tot inrichting van de officiële vertegenwoordiging van de landbouw.

§ 5. De commissie COMFORM verstrekt adviezen over voorontwerpen van wet, wetsvoorstellen en ontwerpen van besluit die nieuwe administratieve formaliteiten invoeren voor de zelfstandigen en voor de kleine en middelgrote ondernemingen, of die de administratieve formaliteiten, opgelegd aan de zelfstandigen en de kleine en middelgrote ondernemingen uitbreiden.

Ter zake spreekt zij zich uit op eigen initiatief of op verzoek van een of meer ministers, van de Hoge Raad voor de middenstand, van een professionele of interprofessionele organisatie van de middenstand of van de zelfstandigen die voldoen aan de representativiteitscriteria bepaald door deze gecoördineerde wetten, of van een algemene landbouworganisatie zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 15 september 1924 tot inrichting van de officiële vertegenwoordiging van de landbouw, en voor de wetsvoorstellen, spreekt zij zich tevens uit op aanvraag van de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers of van de Voorzitter van de Senaat.

§ 6. De Koning bepaalt, bij in Ministerraad overlegd besluit de modaliteiten van aanhangigmaking en werking nodig om de bevoegdheden van de commissie COMFORM te doen naleven en om gevolg te kunnen geven aan haar adviezen, evenals de termijn waarbinnen de commissie COMFORM haar adviezen uitbrengt.

§ 7. De voorzitter van de Hoge Raad voor de middenstand zit de commissie COMFORM voor. De commissie wordt in het vervullen van haar opdracht bijgestaan door het secretariaat van de Hoge Raad voor de middenstand.

De samenstelling van de commissie COMFORM en de aanwijzingsmodaliteiten van haar leden worden door de Koning bepaald. »

Article 1^{er}. Dans les lois relatives à l'organisation des Classes moyennes, coordonnées le 28 mai 1979, il est inséré au chapitre IV un article 22bis, rédigé comme suit :

« Article 22bis. § 1^{er}. Il est constitué près le Conseil supérieur des Classes moyennes une commission consultative dénommée commission COMFORM, ayant pour mission d'étudier la simplification des formalités administratives imposées aux indépendants et aux petites et moyennes entreprises et de formuler à leur sujet des avis destinés aux autorités compétentes.

§ 2. On entend par indépendant, au sens du présent article, la personne répondant aux conditions de l'article 3 de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants.

On entend par petite et moyenne entreprise au sens du présent article, toute entreprise occupant moins de 100 personnes dans le cadre d'un contrat de travail.

§ 3. Est constitutif d'une formalité administrative, au sens du présent article, tout acte matériel imposé par une disposition légale ou réglementaire qui se rapporte directement ou indirectement à l'exercice ou au développement de l'activité professionnelle d'un indépendant ou d'une petite et moyenne entreprise.

L'obligation de payer une somme d'argent ne constitue pas une formalité administrative au sens du présent article, sauf lorsqu'elle s'accompagne d'obligations annexes ou complémentaires ou lorsque, par ses modalités ou par sa fréquence, elle est de nature à imposer aux indépendants ou aux petites et moyennes entreprises l'accomplissement d'opérations répétées ou complexes.

§ 4. La commission COMFORM peut, dans ses avis, proposer la suppression ou la simplification de formalités administratives imposées en vertu d'une loi, d'un arrêté, ou de toute mesure à caractère réglementaire.

Elle se prononce, en la matière, d'initiative ou sur demande du ministre des Classes moyennes, du ministre de l'Agriculture, du Conseil supérieur des Classes moyennes, ou d'une organisation professionnelle ou interprofessionnelle des Classes moyennes ou des travailleurs indépendants, répondant aux critères de représentation prévus par les présentes lois coordonnées, ou d'une organisation agricole à but général au sens de l'arrêté royal du 15 septembre 1924 portant organisation de la représentation officielle de l'agriculture.

§ 5. La commission COMFORM rend des avis sur les avant-projets de loi ou propositions de loi et sur les projets d'arrêté qui ont pour effet d'instaurer de nouvelles formalités administratives s'appliquant aux indépendants ou aux petites et moyennes entreprises, ou d'étendre les formalités administratives s'appliquant aux indépendants ou aux petites et moyennes entreprises.

Elle se prononce en la matière d'initiative ou sur demande d'un ou plusieurs ministres, du Conseil supérieur des Classes moyennes ou d'une

organisation professionnelle ou interprofessionnelle des Classes moyennes ou des travailleurs indépendants répondant aux critères de représentation prévus par les présentes lois coordonnées ou d'une organisation agricole à but général au sens de l'arrêté royal du 15 septembre 1924 portant organisation de la représentation officielle de l'agriculture et, pour les propositions de loi, elle se prononce également sur demande du Président de la Chambre des représentants ou du Président du Sénat.

§ 6. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres les modalités de saisine et de fonctionnement propres à assurer le respect des compétences de la commission COMFORM et permettant de donner suite à ses avis, ainsi que le délai dans lequel la commission COMFORM rend ses avis.

§ 7. Le président du Conseil supérieur des Classes moyennes préside la commission COMFORM. Dans l'accomplissement de sa mission, la commission est assistée par le secrétaire du Conseil supérieur des Classes moyennes.

La composition de la commission COMFORM ainsi que les modalités de désignation de ses membres sont déterminées par le Roi. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2. De Koning bepaalt de datum waarop deze wet in werking treedt.

Art. 2. Le Roi détermine la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — We stemmen later over het ontwerp van wet in zijn geheel.

Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Dames en heren, hiermede is onze agenda voor vandaag afgewerkt.

L'ordre du jour d'aujourd'hui est ainsi épuisé.

De Senaat vergadert opnieuw morgen, woensdag 6 mei 1987, te 10 uur.

Le Sénat se réunira demain, mercredi 6 mai 1987, à 10 heures.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(De vergadering wordt gesloten te 23 u. 30 m.)

(La séance est levée à 23 h 30 m.)

1872